

Le Mouvement Ouvrier à Paris

pendant la Révolution Française
(1789-1791)

THÈSE

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

GRACE M. JAFFÉ

(B. A. OXON)

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

—
1924



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Le Mouvement Ouvrier à Paris

**pendant la Révolution Française
(1789-1791)**

Le Mouvement Ouvrier à Paris

pendant la Révolution Française
(1789-1791)

THÈSE

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

GRACE M. JAFFÉ

(B. A. OXON)

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1924



TO MY HUSBAND

PREFACE

Cette étude a pour objet l'examen des revendications ouvrières à Paris pendant les premières années de la Révolution française, revendications non point individuelles, mais collectives, et présentées par des associations dont l'activité organisée devient de plus en plus importante.

Dans l'introduction (1) nous étudions les conditions ouvrières à Paris au dix-huitième siècle. Nous cherchons à décrire la situation de cette classe qui s'est développée, depuis le moyen âge, dans le cadre même de la corporation. A la dernière période du régime corporatif, les ouvriers se trouvent en présence d'une organisation dans laquelle ils ont perdu depuis longtemps les droits dont ils jouissaient autrefois. Au moyen âge la situation du compagnon est bien définie. Faisant réellement partie de la corporation, éligible aux plus hautes charges dans la communauté, comme par exemple à celle de juré (2), il parvient fa-

(1) Les faits décrits dans l'introduction sont tirés soit des documents du dix-huitième siècle, soit des sources générales.

(2) Voir Martin Saint-Léon. *Histoire des corporations de métiers*. Paris, Alcan, 1922, p. 106 et p. 122. « Ce sont ces magistrats (les jurés) qui détiennent et exercent l'autorité au nom de la collectivité. »

cilement à la maîtrise. Cependant, même au treizième siècle, le compagnonnage est déjà la condition définitive d'une minorité d'ouvriers. Le salaire du compagnon est déterminé selon le taux d'usage, taux fixé par les conventions d'un monde fortement imbu des idées canonistes sur le juste salaire et le juste prix. La durée de la journée de travail est fixée par les statuts de chaque corporation, et, si l'on tient compte du grand nombre des jours fériés, il devient évident qu'on n'exige pas de l'artisan du moyen âge un travail aussi dur que celui fourni par le travailleur du dix-neuvième siècle (1).

Au commencement du seizième siècle la position du compagnon est tout autre. Avec l'extension du marché, les privilèges des maîtres deviennent plus précieux, aussi les gardent-ils plus jalousement. Quoique les redevances légales soient faibles et ne constituent pas un obstacle sérieux à l'acquisition de la maîtrise, le candidat doit faire face à de lourdes charges, réclamées par les maîtres sous prétexte que tel est l'usage : l'élaboration d'un chef-d'œuvre de plus en plus compliqué, les frais d'un banquet offert aux jurés qui l'examinent, une foule de redevances en dehors de celles exigées par la loi (2). Les maîtres conservent leurs privilèges de père en fils, exonérant ainsi leur progéniture, en totalité ou en partie, de ces droits. Par là, la maîtrise est en fait fermée à la grande majorité des ouvriers. Pour le compagnon la journée de

(1) Martin Saint-Léon, *Op. cit.*, p. 140.

(2) Martin Saint-Léon. *Op. cit.*, p. 282.

travail s'allonge tandis que le salaire réel baisse (3).

Ainsi, au dix-septième siècle, les compagnons forment déjà dans la corporation une classe distincte dépouillée de ses anciens droits. Les ouvriers, se trouvant dans la nécessité de défendre leurs intérêts propres, se groupent dans des associations que l'autorité s'efforce de dissoudre, mais qui réussissent souvent à obliger les maîtres à écouter leurs protestations au sujet du salaire et de la durée de la journée de travail.

Au dix-huitième siècle, la « classe des ouvriers » comme on l'appelle alors (4), est renforcée par des artisans libres, travaillant pour le compte des entrepreneurs qui s'établissent et créent, sous la protection royale, des fabriques importantes. La grande industrie fait **son apparition**. La classe ouvrière est née.

Dans la première partie de notre étude nous examinons les revendications ouvrières à Paris avant l'abolition définitive des corporations en mars 1791, et les tentatives des ouvriers pour former des associations professionnelles.

La deuxième partie est consacrée à l'examen des associations ouvrières, établies après l'abolition des corporations, associations fondées en vue d'obtenir un contrat collectif de travail. Celles-ci ne manquent pas d'organisation et ressemblent, en leurs lignes principales, aux syndicats ouvriers modernes. Nous ter-

(3) Ceci est vrai surtout au dix-septième siècle. Voir Martin Saint-Léon. *Op. cit.*, p. 502-503.

(4) Extrait du journal *l'Ami du Roi*, p. 91, cité par Ch.-L. Chassin. *Les Elections et les cahiers de Paris*, Paris, 1889, t. 3, p. 53.

nous par la discussion de la loi Le Chapelier qui déclare illégale toute association professionnelle, et met fin au mouvement ouvrier de 1791.

Nous ne voulons pas clore cette préface sans remercier ceux de nos maîtres qui ont bien voulu orienter certaines de nos recherches et qui nous ont guidé de leurs conseils avec tant de bienveillance. Nous remercions spécialement M. Sagnac, M. Aulard et M. Camille Bloch de leur aide obligeante. Nous voulons dire aussi notre reconnaissance à tous nos amis, et particulièrement à Mme Aucuy, qui ont eu l'amabilité de revoir ce texte et d'en éliminer les solécismes qui pouvaient s'y rencontrer.

De puis, nous tenons à exprimer toute notre gratitude envers nos beaux-parents : c'est grâce à leurs sacrifices héroïques et généreux que nous avons pu nous consacrer aux recherches dont cette étude est le résultat.

INTRODUCTION

**Les Conditions ouvrières à Paris
à la veille de la Révolution**

CHAPITRE PREMIER

Au dix-huitième siècle, Paris exerçait une attraction aussi puissante que de nos jours. Les voyageurs désiraient avec autant d'ardeur que maintenant visiter la plus célèbre capitale d'Europe. Aucun d'eux n'eût aimé retourner dans son pays sans pouvoir se vanter d'avoir passé au moins quelque temps dans cette ville, centre à la fois du luxe et de l'intelligence, dont la splendeur éclatante tenait aussi à la proximité de la cour des grands rois de France. « Paris, lisons-nous dans un ancien guide publié en 1787, cette immense ville, le centre des beaux arts, le rendez-vous de l'Europe, s'embellit et s'agrandit chaque jour... Ses temples, ses spectacles, ses bibliothèques, ses musées, ses savants, ses artistes y attirent une foule de voyageurs qui viennent y donner la plus grande activité à la circulation. Ce fortuné Paris, que l'étranger soupire de connaître, regrette... de quitter... rendu à ses foyers, il ne tarit plus d'éloges sur les beautés et les habitants de cette brillante capitale. » (1).

Arthur young, qui séjournait à Paris à la veille de la Révolution, fut frappé par la magnificence de la grande ville. « Paris, dit-il, avec ses manufactures, ses nombreux hôtels, est le centre de tout luxe et de toute

(1) *Le Provincial à Paris ou Etat actuel de Paris.* (Paris, 1787.) Chez le sieur Wattin, p. 1.

richesse » (2) et Grimm fut tellement impressionné par son séjour dans la capitale qu'il s'écriait : « Le monde est un grand corps, dont Paris est le cœur. » (3). Un provincial français, Cognel, qui visita Paris en 1789, fut également conquis par l'aspect magnifique de ses grands monuments et par sa vie brillante. Il arriva le 15 mai, et visita tout d'abord le Palais-Royal, qu'il décrit en ces termes : « La beauté des bâtiments, la régularité et l'élégance des arcades, la magnificence des boutiques, ne nous frappèrent pas encore autant que la quantité de monde qui y abonde à l'heure de midi; c'est le rendez-vous des étrangers, des désœuvrés de Paris, et des plus charmantes filles de la capitale. » (4).

Au cours du dix-huitième siècle, Paris s'embellit considérablement et s'enrichit de nouvelles constructions. Déjà, à la fin du siècle précédent, ces progrès s'annonçaient. Le docteur Lister, visitant Paris en 1698, fut surpris des changements survenus depuis quarante ans. Il écrivit cette même année qu'une nouvelle ville semblait en quelque sorte avoir remplacé l'ancienne, et que les améliorations avaient été telles que tout avait changé (5).

Mais ce fut surtout au dix-huitième siècle que l'aspect de Paris se modifia. Selon Mercier, on bâtit, entre les années 1758 et 1788, dix mille maisons nou-

(2) Arthur Young. *Voyages en France*, t. 2, p. 305. (Traduction de M. Lesage, Paris, Guillaumin et C^{ie}.)

(3) Cité par Babeau. *Paris en 1789*, p. 4.

(4) Cognel. *La Vie parisienne sous Louis XVI* (Paris, 1787), p. 23 et 24.

(5) Voir Babeau. *Paris en 1789*, p. 17.

velles, et un tiers de la ville fut reconstruit. « On a spéculé sur les terrains, dit-il; on a appelé des régiments de Limousins... Le parvenu veut avoir des appartements spacieux, et le marchand prétend se loger comme le Prince. » (6). Les Quinze-Vingts, célèbre hospice fondé par Saint-Louis pour servir d'asile aux aveugles, furent détruits pour faire place à « une enfilade d'édifices neufs et réguliers. » (7). Au commencement du siècle, les Invalides se trouvaient en pleine campagne; en 1785 ils étaient entourés de maisons neuves. Un grand nombre d'anciens bâtiments furent démolis. « Plus de porte Saint-Antoine, dit Mercier; la Bastille, seule, a l'air de tenir bon, de vouloir épouvanter sans cesse nos regards de sa hideuse figure. » (8). Grâce à de nouveaux procédés, on arrivait à bâtir plus vite qu'autrefois. Dans les plaines, près de Montrouge, on pouvait voir tourner des roues de 25 à 30 pieds de diamètre (9), tandis qu'auprès de la nouvelle église Sainte-Genève on remarquait des grues qui élevaient en l'air des pierres énormes. « On vient d'imaginer tout récemment, dit Mercier, une nouvelle construction qui économise les charpentes en grosses poutres. Jusqu'alors on donnait aux charpentes une pesanteur inutile et qui écrasait

(6) Mercier. *Tableau de Paris*. Amsterdam (1783), t. 8, p. 110-111.

(7) Mercier. *Tableau de Paris*. Amsterdam (1783), t. 8, p. 111.

(8) Mercier. *Tableau de Paris*. Amsterdam (1783), t. 8, p. 111.

(9) Mercier. *Tableau de Paris*. Amsterdam (1783), t. 8, p. 112.

les bâtiments. » (10). A la fin du dix-huitième siècle, quelques mois suffisaient pour la construction d'une maison, alors qu'autrefois il fallait au moins une année. En 1780, on ne mit que soixante-quinze jours pour bâtir la salle de l'Opéra. Cette salle, nous dit Cognel « est spacieuse, bien décorée et il est bien difficile de concevoir qu'elle ait pu être construite en si peu de temps... Elle est totalement en bois, les ouvriers ne l'avaient garantie que pour cinq ans; il y en a bientôt sept qu'elle dure. » (11). Le pavillon de Bagatelle fut achevé en six semaines. Les ouvriers travaillaient encore au Louvre (12), à la Madeleine, à la nouvelle église de Sainte-Genève (13).

Les maîtres maçons surtout, tiraient profit de la fureur de construction qui animait Paris à cette époque. « Les maçons, dit Mercier, ont dû faire fortune; aussi sont-ils tout à fait à leur aise après quelques années de travaux. Aucun métier n'a été plus lucratif que le leur, mais le pauvre Limousin qui plonge ses bras dans la chaux, semblable au soldat, reste, au bout de dix années, toujours pauvre, tandis que le maçon qui voit la truelle mais qui ne la touche pas, visite en équipage les phalanges éparses de son régiment plâtrier, et ressemble à un colonel qui fait (*sic*) une revue... » (14). Ce sont ces ouvriers

(10) Mercier. *Tableau de Paris*. Amsterdam (1783), t. 8, p. 120.

(11) Cognel. *La Vie parisienne sous Louis XVI* (1787), p. 23-24.

(2 bis) Braesch. *La Commune du 10 août 1792*, 1 vol. in-4° p. 66.

(13) Aujourd'hui, le Panthéon.

(14) Mercier. *Tableau de Paris* (Amsterdam, 1783), t. 8, p. 113.

du bâtiment, les maçons et les charpentiers, qui devaient jouer le plus grand rôle dans le mouvement ouvrier des premières années de la Révolution.

Au dix-septième siècle, la noblesse dominait encore la vie économique de Paris, ainsi que la vie intellectuelle et artistique de la « Ville-Lumière ». Pendant le règne de Louis XIV un grand nombre d'hôtels particuliers furent construits, hôtels richement aménagés où vivaient de grands seigneurs. Mais, à la fin du dix-huitième siècle déjà, même avant la Révolution, la bourgeoisie avait conquis une position de grande importance, et plusieurs de ces hôtels étaient devenus la propriété des bourgeois. A la suite de recherches faites sur le plan de Paris dressé par Verniquet, de 1785 à 1789, Jaurès a constaté que, sauf pour les hôtels renommés, les noms des propriétaires étaient tous des noms de bourgeois. De plus, il a trouvé que ces propriétaires n'habitaient pas leurs hôtels, mais les louaient, comme le font les propriétaires d'aujourd'hui (15).

Le capitale était le rendez-vous aussi bien des grands bourgeois que des nobles seigneurs. Financiers, fermiers généraux, rentiers, grands fournisseurs, banquiers, concessionnaires du commerce des Indes, se retrouvaient chaque année sur ses boulevards. On ne saurait nier l'ascension progressive de la bourgeoisie dans la vie fastueuse de Paris, ni l'influence énorme qu'elle avait à la veille de la Révolution.

(15) Voir Jaurès. *Histoire socialiste de la Révolution française*. Paris, 1922, t. 1^{er}, p. 149.

La production industrielle de la capitale était extrêmement morcelée et variée. Paris n'était pas, comme Lyon, une ville de grande industrie. Elle était trop loin de la mer pour être, comme Londres ou Amsterdam, un vaste entrepôt des produits de l'Univers, ou pour jouir, comme Bordeaux, d'un commerce étendu. « Paris, dit Mirabeau, n'a jamais été, n'est pas, et ne sera jamais une ville de commerce. » (16). Ce que produisait Paris était consommé en grande partie par ses habitants, de plus en plus nombreux. Il y existait cependant un certain nombre d'industries. Le rédacteur du *Dictionnaire Universel de la Géographie Commercante* nous en donne une liste assez complète (17). Il cite l'industrie du vêtement, des chapeaux, des bas, des gants, « d'ouvrages d'ébénisteries et des meubles de toutes espèces », des faïences, des papiers peints. Il y avait aussi des industries de luxe, telles que l'orfèvrerie, la joaillerie, la bijouterie, l'horlogerie; en outre — ce qui a toujours été la spécialité de Paris — les petites industries « d'articles d'agrément », les fabriques de galons d'or, d'argent et de soie, de gazes, de rubans et de fleurs artificielles, de perles, etc. (18). Au faubourg Saint-Antoine se trouvaient la manufacture royale de glaces et les manu-

(16) Cité par Jaurès. *Histoire socialiste de la Révolution française*. Paris, 1922, t. 1^{er}, p. 136. Mirabeau, dans ce passage, opposait Paris à l'île de Saint-Domingue, centre important, on le sait, de la production du sucre et du cacao.

(17) J. Peuchet. *Dictionnaire Universel de la Géographie Commercante*. Paris, an VIII, t. 5. Article Paris, p. 310 et suiv.

(18) J. Peuchet. *Dictionnaire Universel de la Géographie Commercante*. Paris, an VIII, t. 5. Article Paris, p. 321.

factures libres de meubles; au faubourg Saint-Marcel, près des Gobelins, la manufacture de draps fins. Une très ancienne manufacture de porcelaine était située au faubourg Saint-Denis, d'autres dans le faubourg du Temple, à Clignancourt, dans la rue Thiroux. « Les porcelaines de Paris, lit-on dans le « Dictionnaire » précédemment cité, circulent dans toute l'Europe et passent en Amérique. » (19). Les imprimeries parisiennes étaient importantes, car, dit Peuchet, « la majeure partie des livres français sort des presses de cette ville. » (20).

La fabrique la plus renommée était certainement la manufacture royale des Gobelins d'où sortaient les tapisseries fameuses. Celle de la Savonnerie, réunie aux Gobelins en 1826, est moins connue de nos jours; pourtant, selon Peuchet « c'est, après celle des Gobelins, l'établissement de France qui annonçait le plus la dignité de nos rois. » (21). Diderot, dans l'*Encyclopédie Méthodique*, nous donne l'historique, très intéressant d'ailleurs, de la première (22). D'abord, nous dit-il, les tapis se fabriquaient en Flandre, « où ils se soutinrent longtemps avec éclat et où ils ne sont point encore tombés; mais bientôt la supériorité de nos manufactures, aidées de tous les moyens qu'un

(19) J. Peuchet. *Dictionnaire Universel de la Géographie Commercante*, Paris, an VIII, t. 5. Article Paris, p. 325.

(20) J. Peuchet. *Dictionnaire Universel de la Géographie Commercante*, Paris, an VIII, t. 5. Article Paris, p. 327.

(21) Peuchet. *Dictionnaire Universel de la Géographie Commercante*, t. 5, p. 321.

(22) Diderot. *L'Encyclopédie Méthodique*. (Manufactures et Arts.) Paris, 1784, t. 2. Article *tapis*, p. 199.

grand souverain peut seul fournir, leur porta un grand coup. » En 1607, Henri IV établit une manufacture de tapisseries au faubourg Saint-Marcel. Dix-neuf ans plus tard, la manufacture fut installée au Louvre, sous la direction de Pierre Dupont. Puis « Colbert ranima cette branche d'industrie en lui fournissant de nouveaux moyens de développement; il fit acheter des frères Gobelins, teinturiers célèbres, le terrain où est aujourd'hui la manufacture de leur nom; il éleva les ateliers et autres bâtiments nécessaires et il fit venir de Flandre de nouveaux artistes que suivit bientôt un nombre considérable d'ouvriers. » Nous verrons, dans la suite, que les artisans des Gobelins et de la Savonnerie, trouvant leur rétribution tout à fait insuffisante et sans rapport avec le coût de la vie, profitèrent de l'ébranlement de la monarchie absolue pour revendiquer une augmentation de salaire.

La plupart des produits industriels de Paris étaient fabriqués dans de petits ateliers où travaillaient une vingtaine d'artisans, quelquefois moins. La révolution industrielle, qui avait déjà transformé la vie économique de l'Angleterre, n'avait pas encore dépassé les frontières de ce pays, et le métier prédominait encore en France. C'est ainsi que les nombreuses planches élaborées par les rédacteurs de l'*Encyclopédie Méthodique, Arts et Métiers*, nous montrent l'ouvrier au travail dans l'atelier du maître. De plus, le travail à domicile occupait une place importante dans l'industrie de la capitale. Il y avait fort peu de grandes fabriques et, par conséquent, les grandes aggloméra-

tions d'ouvriers n'existaient guère. Pourtant, les fabriques où étaient employés quelques centaines d'ouvriers n'étaient pas inconnues à Paris à la fin du dix-huitième siècle. Par exemple, trois cent-cinquante ouvriers travaillaient pour le compte de Réveillon (23), riche fabricant de papiers peints, et plus de quatre cents aux manufactures royales des glaces (24). La plus grande agglomération d'ouvriers occupés dans une seule industrie, se trouvait au faubourg Saint-Marcel, où, d'après le cahier de la commune d'Antony, trente mille hommes travaillaient à la tannerie qui avait été établie sur la rivière Bièvre sous le régime réglementaire de Colbert. L'assemblée électorale de la commune, réunie au printemps de 1789, pour formuler ses « plaintes, doléances et remontrances » et qui protesta spécialement contre le dessein des entrepreneurs d'utiliser le cours de la Bièvre pour augmenter le débit d'eau à Paris, nous fournit aussi une histoire très intéressante de cette tannerie. Le but des règlements de Colbert, y lit-on, était d'écarter les mégissiers, les tanneurs, les teinturiers et autres, du centre de la Ville, et de leur donner en même temps un asile fixe et commode dans un faubourg où ils pourraient « faire fleurir des branches de commerce dont on sentait toute l'importance. »

(23) Ch.-L. Chassin. *Les Elections et les Cahiers de Paris*. (Paris, 1889), t. 3, p. 116.

(24) Thierry. *Guide des Amateurs et des Etrangers à Paris* (Paris, 1787), t. 1, p. 659. D'après Mercier, les conditions de travail étaient mauvaises dans cette manufacture. « Entrez avec moi dans l'atelier où l'homme s'est soumis à des travaux auxquels un tyran n'aurait osé le condamner. » Mercier. *Op. cit.* (Amsterdam), t. 9, p. 186.

On choisit donc le faubourg Saint-Marcel, et la propriété de la rivière de Bièvre fut concédée à la tannerie « avec autorisation la plus ample et la plus étendue pour conserver non seulement les eaux, mais encore pour recueillir toutes celles y affluentes. » Cette industrie jouit pendant longtemps de la protection du gouvernement. D'énormes établissements furent construits, lesquels, privés d'eau, eussent été « des corps décharnés et stériles pour leurs propriétaires et pour l'Etat. » Dans ces établissements, trente mille hommes vivaient et travaillaient (25).

Notons, en passant, que ce ne furent point les ouvriers des quelques grandes fabriques qui jouèrent le rôle important dans le mouvement ouvrier des années 1789 à 1791, mais des artisans de petits ateliers, ou ceux qui, comme par exemple les charpentiers et les maçons, travaillaient un peu partout pour le compte d'un entrepreneur.

L'alimentation de Paris donnait lieu à une grande activité commerciale. Le rédacteur du *Dictionnaire Universel de la Géographie Commercante* nous dit que le commerce le plus important de la capitale « consistait dans ses approvisionnements, c'est-à-dire le commerce des denrées de toute espèce, qui servait à sa consommation. » (26). Une grande quantité de

(25) Observations pour les propriétaires et intéressés à la conservation des eaux de la rivière de Bièvre, dite des Gobelins, contre le prétendu projet de l'Yvette, annexées au cahier contenant les demandes de la commune d'Antony, au désir de l'article 1^{er} du chapitre second dudit cahier. *Cahiers des Etats généraux*, t. 4, p. 304 (Paris, 1868).

(26) J. Peuchet. *Dictionnaire Universel de la Géographie Commercante* (Paris, 1787), t. 5, p. 312.

marchandises arrivaient par la voie de la Seine. « De Bercy à Chaillot, dit Cognel, ce n'est qu'un immense port couvert de denrées, provisions et matériaux de toute espèce. » (27). Selon Mercier, il entrait dans Paris, tous les ans, cent mille bœufs, quatre cent vingt mille moutons, trente mille veaux, cent quarante mille porcs (28). On fabriquait dans Paris même beaucoup de bière (29) et une grande quantité de confitures et de sucreries. « Il n'y a pas de villes en Europe, dit Peuchet, où les confiseurs aient trouvé l'art de donner au sucre des formes aussi agréables et aussi variées. » (30).

Il est évident que Paris jouissait, à la veille de la Révolution, d'une activité économique considérable.

(27) Cognel. *La Vie parisienne sous Louis XVI*, p. 29.

(28) Mercier. *L'Observateur de Paris*, publié dans le *Mélange de Jurisprudence et d'Economie Politique* (Londres, 1785), p. 134.

(29) Peuchet. *Dictionnaire Universel*, t. 5, p. 317.

(30) Peuchet. *Ib. id.*, p. 325.

CHAPITRE II

Il est difficile d'évaluer d'une manière précise la population de Paris à la fin du dix-huitième siècle, population qui variait d'ailleurs de saison en saison. Une brochure sur « *La manière dont les Parisiens doivent s'y prendre pour s'assembler et faire connaître leurs vœux* » (1) donne le chiffre de huit cent mille, mais Necker dit que, « d'après plusieurs indices », on ne s'écarterait guère de la vérité en estimant que la population de la ville oscille entre six cent quarante et six cent quatre-vingt mille, « selon les saisons de l'année où la ville est plus ou moins peuplée. » (2). Il est certain que ces chiffres sont trop élevés, puisque le recensement de 1789 à l'occasion des Etats Généraux, trouva cinq cent mille quatre-vingt-six habitants (2 bis).

Quelle était, dans cette population, toujours grandissante, la proportion approximative des ouvriers, de ceux qui n'avaient, comme disait Turgot en 1788, que leurs bras et leur industrie? (3). Selon une pétition adressée le 3 mai 1789, à Bailly, alors secrétaire du

(1) Bibliothèque de la Ville de Paris, n° 10.070 et Chassin. *Les Elections et les Cahiers de Paris*, t. 1; p. 159.

(2) Cité par Monin. *L'Etat de Paris en 1789*, p. 21-22.

(2 bis) Braeset. *La Commune du 10 août 1792*, 1 vol. in-4° (Paris, Librairie Hachette, 1911), p. 2.

(3) Turgot. *Réflexions sur la Formation et la Distribution de Richesse* (Paris, 1788), p. 12.

Tiers-Etat, on pouvait compter cent cinquante mille ouvriers à Paris. Si ce chiffre donne une idée tant soit peu précise de la totalité des ouvriers, leur nombre atteignait plus d'un quart de la population entière de Paris. Notre estimation semble être confirmée par Mercier qui déclare qu'un quart de Paris n'est pas sûr de pouvoir vivre de son travail le lendemain (4). C'était surtout dans les faubourgs que s'entaissaient les ouvriers : dans les faubourgs Saint-Antoine, Saint-Marcel, Saint-Victor, vivaient en masse les prolétaires de Paris. La misère des quartiers ouvriers offrait un contraste frappant avec la magnificence des quartiers Saint-Honoré, de la place Louis XV et du Palais-Royal. Le voyageur, qui arrivait forcément par les faubourgs, était frappé tout d'abord par la saleté et la misère de la ville.

« L'entrée (de Paris), écrit Arthur Young, n'a rien de magnifique; elle est sale et mal bâtie. Pour gagner la rue de Varennes, faubourg Saint-Germain, je dus traverser toute la ville, et le fis par de vilaines rues étroites et populeuses. » (5). Nous lisons dans le *Dictionnaire historique de la Ville de Paris* que « les boues de Paris sont noires, puantes et d'une odeur insupportable aux étrangers. » (6). Le noble ou le riche bourgeois, qui n'allait jamais à pied mais se faisait trans-

(4) Mercier. *Tableau de Paris, Hambourg et Neuchatel* (1781), t. 2, p. 82.

(5) Arthur Young. *Voyages en France* (traduction Lesage), t. 1, p. 16.

(6) *Dictionnaire historique de la Ville de Paris* (1779), t. 1, p. 656.

porter dans un carrosse, dans un « léger phaéton » ou même dans une brouette, ne souffrait pas de la saleté de Paris au milieu de laquelle vivait l'ouvrier. En outre, l'intense circulation des voitures de toute espèce dans ces rues extrêmement étroites et dépourvues de trottoirs, les rendait très dangereuses à celui qui n'avait pas les moyens de se faire voiturier. Le cahier du Tiers-Etat du district de l'église des Théatins à Paris entreprit de plaider la cause du piéton. L'article 56 est rédigé ainsi : « Puisque dans un siècle que l'on dit le plus éclairé, le plus policé de tous, rien ne peut arrêter le délire des hommes opulents; puisqu'ils se font un barbare plaisir de voler dans des chars rapides à travers une multitude de piétons que leur âge, leur sexe, l'embarras des rues, la fange qui les couvre, leur peu de largeur mettent souvent dans l'impossibilité d'échapper au danger; puisque lorsque ces hommes féroces ont renversé, mutilé, écrasé leurs semblables, ils fuient sans témoigner la moindre émotion et demeurent insensibles lorsqu'on sollicite leur charité; puisque, enfin, la police est restée muette sur cet objet; il faut bien que les représentants de la Nation s'en occupent. » (7).

Paris n'était une ville de luxe et de plaisir que pour les riches. A chaque pas on trouvait « le luxe insupportable la misère », comme disait Dampmartin (8). Sur toute l'étendue de la ville on construisait des maisons; on bâtit, on rebâtit près d'un tiers de la capitale (9),

(7) *Cahiers des Etats généraux*, t. 5, p. 318 (art. 56).

(8) Dampmartin. *Un Provincial à Paris*, p. 3.

(9) Mercier. *Tableaux de Paris* (Amsterdam), t. 1, p. 162-163.

dit Mercier, mais on ne construisait que des hôtels fastueux et on laissait tels qu'ils étaient les effroyables quartiers de la Cité, de la Grève, de la place Maubert et, à l'Hôtel-Dieu, on couchait plusieurs malades dans un seul lit. Quelques-uns des Cahiers faisaient observer le contraste si frappant entre le luxe et la pauvreté. Le Cahier du Tiers-Etat de la Ville de Paris remarque « les deux excès de luxe et de détresse dont elle (la ville) est le mélange » (10), et Mercier déclare qu'il y a « plus d'argent dans une seule maison du faubourg Saint-Honoré que dans tout le faubourg Saint-Marcel. » (11).

Trois ou quatre ans avant la Révolution, les quartiers ouvriers furent encombrés d'un surcroît inouï de population. La multitude des travaux de terrassement et de maçonnerie, l'accumulation des richesses dans la capitale, la misère croissante dans les campagnes et le chômage dans les villes industrielles du Nord et de l'Est, amenèrent une foule d'ouvriers à Paris. On commençait à s'inquiéter de la présence dans la capitale d'un si grand nombre de gens pauvres, venus des provinces pour chercher du travail et, dans le Cahier du Clergé de Paris, on trouve exprimé le vœu « que les Etats généraux avisent aux moyens d'attacher tellement la classe des pauvres à leur pays natal, que des familles entières et très nombreuses n'aient aucun intérêt à venir chercher à Paris un sort incertain et

(10) *Cahier des Etats généraux* (Paris, Librairie Dupont, 1868), t. 5, p. 289.

(11) Mercier. *Tableau de Paris* (Hambourg et Neuchatel, 1781), t. 1, p. 128.

augmenter le nombre infini des malheureux pour lesquels il n'y a pas de secours suffisants. » (12). Ce surcroît de main-d'œuvre ne trouvait à se loger qu'en s'entassant dans les misérables abris, déjà insuffisants pour la population ouvrière de Paris. J.-G. Wille, venu à Paris en 1740, et qui devint plus tard graveur du roi, décrit ainsi un des plus misérables taudis ouvriers. « J'entrai, dit-il, dans une maison dont l'allée, remplie d'ordures me choquait déjà, mais, par pure curiosité je pénétrai plus avant, où je voyais une grande pièce noircie de fumée et salie de tous côtés. C'était le logement d'une société de petits ramoneurs de Savoie dont chaque membre avait le bonheur de dormir sur un grabat de paille hachée, à deux sols de loyer par nuit. » Et il ajoute : « Ah ! que je décampai bien vite de cette misérable caverne ! En revanche, on me fit voir dans d'autres maisons de beaux appartements, mais plutôt destinés à loger des barons et des lords, qu'à héberger un jeune homme qui devait étudier son art avec constance... » (13).

Nous ne savons pas quel loyer l'ouvrier devait payer pour son taudis, mais il est certain que le prix en était très élevé par rapport à son salaire. Mercier nous dit que beaucoup d'ouvriers étaient obligés de changer de logement tous les trois mois, faute de pouvoir payer leur loyer (14).

(12) *Cahier du Clergé de Paris. Cahiers des Etats généraux*, t. 5, p. 267.

(13) Wille. *Mémoires et Journal*, t. 1, p. 89.

(14) Mercier. *Tableau de Paris* (Hambourg et Neuchatel), t. 1, p. 129. « Une famille entière occupe une seule chambre... Les enfants y sont nus et couchent pêle-mêle. »

Le petit bourgeois se plaignait de devoir « employer la moitié de son revenu pour mettre lui-même et sa famille à l'abri des injures de l'air. » (15).

Si nous examinons le taux des salaires des ouvriers de Paris nous constatons qu'à cet égard ils étaient quelque peu favorisés par rapport aux travailleurs des provinces. La Rochefoucauld, dans un discours à l'Assemblée Constituante, en 1789, dit que le manœuvre à Paris gagnait de trente à quarante sous et, ailleurs, de quinze à vingt sous, quelquefois de dix à douze sous (16). Arthur Young croit que dix-neuf sous par journée de travail représentent le salaire moyen de la main-d'œuvre dans les provinces (17), supposition qui concorde très bien avec les chiffres donnés par la Rochefoucauld. Nous savons qu'à Paris, en 1789, le carrier gagnait trente sous par jour, le compagnon maçon, le « limousin » comme on disait alors, vingt-huit sous, le terrassier vingt sous (18). Mais il faut tenir compte du fait que l'ouvrier ne travaillait pas tous les jours et n'était payé que pour les jours où il travaillait. Il ne travaillait ni les jours de fête — et il y en avait trente-sept par an à Paris — (19), ni le dimanche, ni, nous dit Mercier, le lundi. Il était contraire (sauf exception) aux règlements de

(15) *Cahiers des Etats généraux*, t. 5, p. 296 (art. 15).

(16) Archives parlementaires et Boiteau. *L'Etat de France en 1789* (Paris, 1889), p. 541.

(17) Arthur Young. *Voyages en France*, trad. Lesage, t. 2, p. 264.

(18) Voir la pétition des ouvriers employés aux carrières de Paris. Bib. Nat., 4° F 3. 35.344.

(19) Voir Martin Saint-Léon. *Histoire des Corporations de Métiers* (1922), p. 537, note 1.

police de travailler le dimanche ou les jours de fête (20), tandis qu'une tradition très ancienne décrétait le chômage du lundi. Le « limousin » qui était payé vingt-huit sous par jour ne travaillait que deux cent vingt-quatre jours par an; il ne gagnait ainsi effectivement que dix-huit sous par jour; le terrassier, dont le salaire journalier était de vingt sous, n'avait que douze sous trois deniers pour acheter le pain quotidien. C'est donc sans étonnement que nous lisons les plaintes des ouvriers contre la multiplicité des jours de fête et les félicitations qu'adressaient les maréchaux ferrants à leurs ouvriers au sujet de leur travail du dimanche et des jours fériés, travail payé comme celui d'un jour ordinaire (21).

Il n'est pas facile, en l'absence d'une liste complète et exacte du prix des denrées à cette époque, de dresser le budget ouvrier à la veille de la Révolution. Heureusement, nous avons des renseignements précieux sur le prix du pain, aliment qui constituait la base de la nourriture ouvrière. A la veille de la Révolution, on payait le pain de quatre livres : douze sous et demi (22), et, au mois de février 1789 on le payait quinze sous (23). Combien en fallait-il pour nourrir

(20) « Aucun ouvrier, aucun commerçant ne pourront travailler ni faire commerce les dimanches et jours de fête. » *Ordonnance de police*. Cité par A. Franklin. *La Vie privée d'Autrefois. — Comment on devenait patron*, p. 148-149.

(21) Voir la pétition des maréchaux-ferrants. Remis à la Municipalité le 4 juin 1791. Archives Nationales, A. D. XI. 65.

(22) Voir Monin. *L'Etat de Paris en 1789*, p. 318-319, et Hardy, *Journal* (numéro du 25 novembre 1789), t. 7, p. 154-155.

(23) *Mémoire pour la Communauté des Maîtres Boulangers de Paris*, présenté au roi, le 19 février 1789. Bib. Nat., 4° F 3. 35342.

un ouvrier, sa femme et ses enfants? Nous lisons dans *Le Provincial à Paris ou l'Etat actuel de Paris*, qu'à l'hôtel de la Force, on fournit à ceux des prisonniers qui ne peuvent rien payer pour leur subsistance une livre et demie de pain par jour, et, en plus, une portion de viande ou de légumes (24). Un traité de police du dix-septième siècle dit que « les pauvres ne se nourrissent ordinairement que de pain et en mangeant trois livres par jour (25). »

Le « limousin », nous l'avons vu, recevait un salaire effectif de 18 sous par jour. S'il était marié et père de trois enfants, il aurait dû dépenser 22 sous, plus quelques deniers, pour acheter chaque jour pour lui-même et sa famille la quantité de pain considérée comme nécessaire au prisonnier. Il est évident que, dans ces conditions, l'ouvrier maçon ne pouvait pas entretenir une famille.

Il est vrai que le salaire de 28 sous par jour du « limousin » et celui de 20 sous du terrassier étaient plus bas que celui de l'ouvrier de certains autres métiers. Par exemple, l'ouvrier maréchal ferrant gagnait 30 sous par jour en 1789, avec le logement (27), le charpentier 38 sous en 1791 (28) et très probablement la même somme en 1789. Pourtant si le compagnon

(24) *Le Provincial à Paris (Quartier du Temple)*, p. 19.

(25) Delamare. *Traité de la Police*, ii. 1078. Bib. Nat. Mss. Joly de Fleury, 1428, fol. 5.

(26) Nous supposons que chaque enfant consomme une livre de pain par jour.

(27) *Mémoire présenté par les garçons maréchaux-ferrants à M. le Maire et MM. les officiers municipaux*, Arch. Nat. A. D. xi. 65.

charpentier avait à entretenir sa femme et trois enfants, il lui restait, après l'achat du pain quotidien, tout au plus onze sous de son salaire journalier pour payer les aliments autres que le pain, son loyer, ses vêtements, son chauffage et son éclairage.

Quant au prix des autres denrées, nous savons qu'en 1776, le prix d'une livre de sel était de 12 sous (29), et, en 1789, de 13 sous (30), soit plus de la moitié du salaire de la journée de travail d'un terrassier. Le prix d'une livre de riz était de 6 sous en 1776; une livre de pommes de terre de dernière qualité valait 6 deniers en cette année, et l'on payait le même prix pour une livre de mauvaises carottes (31). Très probablement le prix de ces denrées avait haussé en 1789. En janvier 1788, le prix d'une livre de viande, « sans basse viande, vulgairement appelée réjouissances », était de 17 sous 6 deniers, ou de 9 sous 6 deniers, « avec un septième de basse viande » (32). Le prix d'une livre de bonne viande était donc presque équivalent au salaire journalier d'un terrassier. Selon Mercier, les ouvriers payaient leurs denrées

(28) *Pétition des maîtres charpentiers à la municipalité*. Voir Sigismund Lacroix. — *Actes de la Commune de Paris*, deuxième série, t. 4, p. 92.

(29) *Recette de l'année 1776 pour fabriquer un riz économique pour distribuer aux pauvres*. Voir Boiteau. *L'Etat de France en 1789*, p. 466.

(30) *Cahier de la Paroisse d'Ampouville. Cahiers des Etats généraux*, t. 4, p. 292.

(31) *Recette de l'année 1776 pour fabriquer un riz économique pour distribuer aux pauvres*. Voir Boiteau. *L'Etat de France en 1789*, p. 467.

(32) Monin. *L'Etat de Paris en 1789*, p. 442, et *Journal de Paris*, n° 27, p. 123 (article administration).

plus cher que les autres citoyens. « Tout augmente d'un tiers, au moins, dit-il, pour cette classe infortunée, qui est abligée d'avoir recours à des petits marchands qui revendent en détail ce qu'ils ont déjà acheté en détail (33). »

Au cours du dix-huitième siècle, d'une façon générale les prix avaient augmenté d'au moins vingt pour cent, quelquefois plus, par rapport à ceux de la fin du dix-septième siècle. Arthur young était frappé par cette hausse des prix en France; il la considère d'ailleurs comme un signe de prospérité croissante. Dans ses observations sur l'Isle-de-France, il écrit : « Depuis dix ans, tout, excepté le pain, a haussé de cinquante pour cent. La main-d'œuvre a presque suivi cette proportion (34) »; mais il ajoute, un peu plus loin : « Il est certain que la misère de la classe pauvre en France est incompatible avec une grande hausse dans les objets de première nécessité, occasionnée par le développement de l'industrie... le prix de la main-d'œuvre reste toujours trop bas pour que l'ouvrier se suffise (35). » Il y avait eu une hausse de plus de cinquante pour cent sur certains articles. Par exemple, le prix d'une paire de souliers de bonne qualité avait augmenté de 73 pour cent. « En 1758, dit Mercier, j'ai payé 3 livres 15 sous la même paire de souliers que je paye aujourd'hui, en 1788, six livres dix

(33) Mercier. *Tableau de Paris* (Hambourg et Neuchatel, 1781), vol. 2, p. 65.

(34) Arthur Young. *Voyages en France* (traduction Lesage), t. 2, p. 272.

(35) *Ib. id.*, p. 274.

sous. Le cuir est moins bon, mais la chaussure est plus élégante. » Cette augmentation du prix des denrées pesait surtout sur l'ouvrier, dont le salaire suivait très lentement l'accroissement du coût de la vie.

CHAPITRE III

Certes, dira-t-on, le sort du travailleur était misérable à la veille de la Révolution, mais il ne faut pas oublier que le régime corporatif, surtout à la suite des réformes de Maurepas (1), lui permettait de devenir maître à son tour, et d'échapper ainsi à cette existence pénible. C'est là l'avis de M. Martin Saint-Léon. Pour lui, l'édit d'août 1776, qui rétablit les corporations abolies sous Turgot, six mois avant, réalisait « de très importantes réformes, notamment en diminuant les droits de réception au point de rendre la maîtrise accessible à la plupart des artisans laborieux et économes (2) ». Mais l'examen détaillé des droits qui restaient à acquitter nous amène à croire que le compagnon de 1789 n'avait guère plus de chance de devenir maître que n'en avait celui de 1770. Evidemment, la différence entre ses ressources et la somme qu'il devait payer pour être reçu maître était moins élevée, mais elle était encore assez grande pour que la maîtrise lui demeurât inaccessible. Par exemple, l'ouvrier maçon, dont le salaire, nous l'avons vu, était de 28 sous par jour, devait

(1) Voir Martin Saint-Léon. *Histoire des Corporations de Métiers* (Paris, Félix Alcan, 1922), p. 585.

(2) Martin Saint-Léon. *Histoire des Corporations de Métiers*, p. 593.

mettre de côté, afin de devenir maître, la somme de 800 livres. Ces 800 livres, (c'est-à-dire seize mille sous) étaient le prix entier de 571 journées de travail. Si l'on considère que ces 571 journées de travail pour l'ouvrier maçon d'aujourd'hui se paient de 1.700 à 20.000 francs, on peut se figurer ce que ces 800 livres représentaient pour l'ouvrier de 1789. Combien de maçons aujourd'hui pourraient mettre de côté la somme de 17.000 francs rien que pour entrer dans une association de patrons? Peu importait donc à l'ouvrier de 1789 que l'on eût abaissé les droits de réception de 1.700 livres à 800 livres, si le coût de la vie était tel qu'il lui était impossible de mettre de côté le prix de dix-neuf mois de travail, pour les droits de maîtrise.

Il en était de même des ouvriers d'autres métiers. Le compagnon charpentier, qui gagnait effectivement 23 sous 4 deniers par jour, se trouvait dans l'impossibilité de réaliser huit cents livres d'économies (seize mille sous), somme énorme par rapport à ses recettes. Le garçon maréchal ferrant, qui gagnait 30 sous par jour et travaillait tous les jours, pouvait avoir un peu plus d'espoir de devenir maître. Etant logé, il n'avait pas de loyer à payer, et les frais de réception chez les maréchaux ferrants étaient moins élevés que chez les maçons et les charpentiers (3). Cependant, il était loin de trouver son salaire suffisant, même pour ses besoins journaliers, et, en 1791, nous le trouverons en plein conflit avec les maîtres, aux-

(3) Pour les maréchaux ferrants les droits de réception étaient de 200 livres. Voir Martin Saint-Léon. *Op. cit.*, p. 592.

quels il réclamera une augmentation de salaire.

S'il était vrai, comme le pense M. Martin Saint-Léon, que l'ouvrier de 1776 pouvait faire de telles économies sur son salaire quotidien et mettre de côté une somme variant de 800 à 100 livres (4), ce n'était plus vrai en 1789, car le salaire du compagnon de cette époque suffisait à peine à ses besoins les plus élémentaires. D'ailleurs, les droits de réception s'étaient encore élevés, puisqu'en 1782, un édit du roi autorisa les six corps de marchands et les autres communautés à percevoir une augmentation de droits sur les maîtrises (5). A la veille de la Révolution, le compagnon se trouvait donc aussi éloigné de la maîtrise qu'avant les réformes de Necker; ses intérêts propres différaient autant de ceux du maître en 1789 qu'en 1689, et sa vie était devenue plus difficile par suite de l'augmentation du prix des denrées.

Les autorités publiques voyaient dans la corporation le moyen le plus sûr de contenir les mouvements ouvriers, de « ces êtres nés pour le trouble des sociétés (6) », disait-on. La puissance des maîtres était soutenue par des règlements de police; ils faisaient défense aux compagnons de s'associer en vue d'obtenir une augmentation de salaire. Les autorités veillaient à l'observation de l'édit de 1781, ordonnant

(4) Pour les couturières, les cloutiers, les ferrailleurs, les épingliers, les droits de réception étaient de 100 livres. V^o Martin Saint-Léon. *Op. cit.*, p. 593.

(5) Archives Nationales, k. 1050. Xib. 8978.

(6) Voir Flammeront. *Remontrances des Parlements au dix-huitième siècle*, t. iii, p. 310. « Remontrances sur l'édit supprimant les jurandes et les communautés d'arts et métiers », 2-4 mars 1776.

à chaque ouvrier de porter toujours sur lui un livret certifiant la date de son engagement, sa durée, les gages convenus, la quantité d'arrhes reçues, etc. Si un ouvrier disparaissait pour trois jours, il pouvait être condamné à la réclusion au Châtelet et, en outre, à l'interdiction de séjour à Paris pour trois ans.

Tandis que les maîtres étaient ainsi armés contre les ouvriers, les associations de compagnonnage constituaient une arme très faible contre les maîtres, et ceci pour deux raisons. D'abord, nous l'avons vu, ceux-ci avaient derrière eux toute la force de la loi et de la police; ensuite, l'organisation des compagnons laissait beaucoup à désirer. Il y avait entre les divers groupes de compagnons des discordes qui aboutissaient souvent à des conflits sanglants. Par exemple, en 1730, les compagnons dits *de Salomon* se battirent dans la plaine de Crau contre les compagnons dits *de Maître Jacques* (7). Entre compagnons du même métier, l'union n'était pas non plus toujours parfaite. Les charpentiers étaient divisés en deux groupes distincts et hostiles l'un à l'autre. Les uns appartenaient au *Devoir* et les autres se désignaient sous le nom de *Renards* (8).

En dépit de ces conflits, les compagnons jouaient un rôle important dans la lutte que menaient les ouvriers pour réduire la différence toujours crois-

(7) Martin Saint-Léon. *Histoire des Corporations de Métiers*, p. 561.

(8) Voir Germain Martin. *Les Associations ouvrières au dix-huitième siècle* (Paris, 1900), p. 227-229. Pétition des compagnons charpentiers désignés sous le nom de renards. Archives Nationales. D. iv. 57, 1488.

sante entre leurs salaires et le coût de la vie, et améliorer les conditions dans lesquelles ils travaillaient. Le préambule d'un arrêt de 1776 nous apprend qu'il existait alors une association des « ouvriers des manufactures de papiers du royaume », et que ces ouvriers, trouvant les conditions de travail meilleures dans certains ateliers que dans d'autres, refusaient de travailler pour le compte de certains maîtres (9). En octobre 1776, la corporation des relieurs de Paris fut réunie à celle des papetiers colleurs. La durée de la journée de travail de cette dernière communauté était de 14 heures, tandis que celle des relieurs était de 16 heures. Les compagnons relieurs revendiquèrent une diminution de deux heures sur la journée de travail, mais les maîtres refusèrent de la leur accorder. Le 11 octobre, aucun ouvrier ne se présenta à l'atelier. Les compagnons s'étaient organisés; ils avaient une bourse commune, et la grève aurait pu se terminer par la victoire des ouvriers sans l'intervention de la police. Le 16 octobre, dans la nuit, on arrêta les six meneurs, après quoi les ouvriers, intimidés, reprirent leur travail (10).

En septembre 1783, les compagnons ferrailleurs, cloutiers et épingliers effrayèrent les maîtres et les autorités publiques par leur refus de travailler dans certains ateliers et on obtint un arrêt d'après lequel : « pour obvier aux cabales que les compagnons font

(9) Alfred des Cilleuls. *Histoire et Régime de la grande industrie en France au dix-septième et dix-huitième siècles*, p. 349. (Note 913.)

(10) Martin Saint-Léon. *Histoire des Corporations de Métiers*, p. 566.

pour quitter en même temps les boutiques et ateliers », les maîtres sont tenus de ne recevoir de congés, dans la même semaine, que de la moitié de leurs ouvriers (11). Un arrêt du 23 février 1786 fit défense aux garçons maréchaux ferrants de fonder une association, sous quelque prétexte que ce fût, sous peine d'être poursuivis « extraordinairement » (12). En 1791, après l'abolition des corporations, nous verrons les ouvriers maréchaux ferrants revenir à la charge et tâcher, une fois de plus, par leur association, de faire relever les salaires. Enfin, Mercier semble indiquer que les ouvriers typographes s'organisèrent à la veille de la Révolution. Il nous dit que les maîtres typographes se plaignent de ce que les compagnons « leur font la loi », et nous retrouvons plus tard quelques traces d'organisation parmi eux.

Les compagnons n'étaient donc pas complètement dépourvus d'organisation. Les ouvriers des fabriques et manufactures (13) installées sous la protection

(11) Martin Saint-Léon. *Histoire des Corporations de Métiers*, p. 568.

(12) Monin. *L'Etat de Paris en 1789*, p. 467.

(13) Le nombre de ces ouvriers libres étaient considérable. Le droit de travailler pour le compte d'un entrepreneur tel que Réveillon ou Henriot (salpêtrier du roi) appartenait à tous les ouvriers; il leur suffisait d'être embauchés par le patron. De plus, à partir du 28 août, vingt-deux professions demeuraient libres. (Martin Saint-Léon. *Op. cit.*, p. 590-593.) En outre, il y avait, dans Paris, à la veille de la Révolution, plusieurs lieux privilégiés où chacun pouvait « travailler et vendre... sans être inquiété ». (*Le Provincial à Paris*, p. 61.) Tel était le faubourg Saint-Antoine, l'enclos du Temple, celui de Saint-Jean-de-Latran, du prieuré de Saint-Denis-de-la-Chartre, de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, de la rue de l'Oursine. Tous les artistes logés et employés aux galeries du Louvre pouvaient y exercer librement leur profession.

royale, ne manquèrent pas, non plus, de former des associations professionnelles (14). Mais ces associations, ainsi que les compagnonnages, étaient illicites et poursuivies par la loi (15).

Le travail était libre aussi dans l'enceinte de Saint-Germain-l'Auxerrois, dans celle des Quinze-Vingts, etc. (Voir Guyot. *Répertoire de Jurisprudence*, t. 3 (Arts et Métiers), p. 170-172.)

(14) Voir, sur cette question, Capitant et Cuhe. *Cours de Législation industrielle* (Paris, 1921), p. 15.

(15) *Ib. id.*

CHAPITRE IV

En 1789, tout Paris s'effrayait de la cherté de la vie, cherté qui pesait surtout sur la classe ouvrière. Dès l'automne de 1788, le peuple sentit l'approche de la disette. Craignant, non sans raison, des mouvements populaires, l'on rapprocha de la capitale plusieurs régiments de cavalerie afin de contenir les habitants des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marcel (1). Alors qu'en novembre 1788, on payait le pain de 4 livres 12 sous et demi, le journaliste Hardy fit l'observation suivante : « On me fait payer chez le nommé Edée, boulanger, rue Gallande..., le pain de 4 livres, 12 sous et demi, le journaliste Hardy fit l'observation suivante : « On me fait payer chez le nommé Edée, boulanger, rue Gallande..., le pain de 4 livres 12 sous et demi..., avec annonce d'une augmentation plus considérable... Ma domestique entend chez le même boulanger une femme du peuple s'échapper, dans la fureur qui l'animait à l'occasion de cette nouvelle augmentation, au point de dire hautement qu'il était indigne de faire mourir ainsi de faim le pauvre peuple, et qu'on devrait aller mettre le feu aux quatre coins du château de Versailles (2). »

(1) Voir Monin, *L'Etat de Paris en 1789*, p. 482.

(2) Journal de Hardy du 25 novembre (1788), t. vii, p. 154-155, et Monin, *L'Etat de Paris en 1789*, p. 318-319.

Partout, et bien qu'on se rendit compte que la récolte de 1788 avait été mauvaise, on attribuait la cherté du pain aux manœuvres des accapareurs. Le bruit courait que la récolte n'avait pas été assez maigre pour justifier le prix exagéré du pain. « FAMINE SANS DISETTE » est le sous-titre d'une brochure intitulée « *Essai sur les causes de la famine en 1789* ». « Lorsque dix-huit millions de Français, dit l'auteur anonyme de la brochure, sont exposés ou réduits à la misère par la famine, dans une année que l'on ne peut appeler une année de disette, lorsque le manouvrier est tenu d'employer tous ses salaires à sa subsistance, et qu'il est exposé aux terreurs les plus accablantes pour sa femme et ses enfants...; un citoyen qui croit apercevoir les causes de la famine ne serait-il pas coupable s'il craignait de se faire entendre? (3) » Le Parlement même entreprit une enquête sur les causes de la cherté du pain. L'avocat général Séguier, à la séance du 13 décembre 1788, lut un rapport où il analysait ces causes d'une façon très détaillée; il constatait que la mauvaise récolte en était la première : dans certains cantons on n'avait pas recueilli la moitié de la récolte d'une année ordinaire, tandis que dans d'autres elle avait été plus mauvaise encore. Une deuxième cause, non moins importante, était l'accaparement du blé par de gros propriétaires qui cherchaient à profiter de cette maigre récolte. Il dénonça la barbarie des hommes qui osaient « calculer la misère publique, la graduer insensiblement

(3) *Essai d'un Citoyen sur les Causes de la Famine de 1789* (Paris, 1789), brochure de 12 pages en 8°. Bib. Nat. 39, Lb. 39, et Chassin. *Les Elections et les Cahiers en 1789*, t. 2, p. 574.

et fonder sur son augmentation progressive l'édifice d'une fortune honteuse ». « Ce n'est pas le blé qui manque en France, dit-il. La soif immodérée du gain le fait recéler; l'avidité insatiable l'accapare : le spéculateur opulent veut s'enrichir encore au dépens de la subsistance du pauvre et de l'indigent (4). » La liberté du commerce des grains avait été établie en 1776 et, malheureusement pour le prestige du nouveau régime, la mauvaise récolte de 1788 donnait libre jeu à la spéculation sur les grains. On faisait des stocks et l'on attendait une nouvelle hausse. L'Etat même faisait des achats considérables avec les deniers publics, et il semble que Necker ait spéculé sur les grains pour le compte du roi, menacé de la banqueroute. La voix publique accusait tout haut les scandaleuses opérations de Foulon et de Bertier (5).

Les plaintes relatives à la cherté de la vie trouvent peu de place dans les cahiers de Paris *intra muros*. Les cahiers du Tiers-Etat de Paris ne sont remplis (sauf exceptions) que de suggestions pour une constitution qui remplacerait l'ancien régime, et de doléances d'une nature purement politique. On se rend facilement compte des raisons de ce silence. Ceux qui formaient les assemblées réunies pour rédiger les cahiers, jouissaient tous d'une certaine aisance. C'était des patrons, des patentés payant au moins 6 livres de capitation, en un mot, des bourgeois, et non point des ouvriers. Par suite, dans les quartiers pauvres, les assemblées furent très réduites. Il ne se trouvait dans le faubourg Saint-Denis que cinquante

(4) Monin. *Etat de Paris en 1789*, p. 309.

(5) Voir, sur ce sujet, Monin. *Op. cit.*, p. 289.

et un citoyens payant 6 livres de capitation (6). Par contre, dans les cahiers de Paris hors les murs, où presque tous les habitants, les pauvres aussi bien que les riches, se réunissaient, nous trouvons des plaintes répétées et amères au sujet de la cherté du pain. Le cahier de la paroisse d'Arcueil, par exemple, demande « qu'il soit pris les précautions les plus sages pour prévenir le **prix excessif des grains...**, que les particuliers ou compagnies qui seront convaincus de faire des accaparements de grains et farines soient punis de peines les plus rigoureuses; que les malheureux habitants de la campagne, qui sont hors d'état de se procurer les comestibles les plus ordinaires, tels que la viande, les œufs, le beurre et autres, vu leur cherté actuelle, puissent au moins se procurer, pour eux et leurs enfants, la quantité de pain nécessaire à leur nourriture » (7). L'Assemblée de la paroisse d'Ablon se demande « d'où vient le pain si cher », et répond : En voici la raison : — C'est le blé qui est hors de prix par toutes sortes de monopoles et manœuvres, et dont le pauvre misérable ne peut y atteindre » (8). Presque tous les cahiers de Paris *extra muros* réclament des mesures immédiates pour mettre fin à la cherté effrayante du pain. On proteste contre l'exportation excessive du blé qui, d'après le cahier de la paroisse d'Andrésey, « a affamé une partie de la France » (9).

(6) *Cahier du Faubourg Saint-Denis*, voir Chassin. *Le Génie de la Révolution*, t. 1, p. 285.

(7) Cahier de la paroisse d'Arcueil. (Paris hors les murs, t. 4, p. 311.)

(8) Cahier de la paroisse d'Ablon. (Paris hors les murs, t. 4, p. 289.)

(9) Cahier de la paroisse d'Andrésey. (Paris hors les murs.) *Cahiers des Etats généraux*; t. 4, p. 294.

On réclame contre le régime de la liberté illimitée, et on exprime le vœu que les Etats généraux prennent les mesures convenables pour assurer au peuple le prix modéré des grains dans les années de disette, en conciliant la liberté due au commerce, la protection que mérite le cultivateur et la nécessité de mettre des bornes à la trop grande élévation du prix des grains, qui attaquent directement la subsistance de l'individu, la première de toutes les considérations (10) ».

En somme, après avoir examiné les cahiers des assemblées du Tiers-Etat de Paris, assemblées composées entièrement de bourgeois, et après avoir parcouru ceux des assemblées des paroisses de Paris *extra muros*, composées pour la plupart de paysans et d'ouvriers, on en arrive à constater que les bourgeois de Paris s'intéressaient presque exclusivement à des réformes politiques, tandis que les paysans et ouvriers de la banlieue s'occupaient surtout des moyens d'améliorer les conditions de la vie matérielle, conditions devenues insupportables pour eux à la suite de la cherté des denrées.

M. Chassin, dans le recueil remarquable *Les Elections et les Cahiers de Paris en 1789*, a rassemblé, sous le titre de « Cahiers pour les pauvres », un nombre considérable de documents non-officiels (11). Malheureusement, il y en a très peu qui aient été rédigés par les ouvriers eux-mêmes. Quelques-unes de

(10) Cahier des paroisses d'Andilly et Margency. *Cahiers des Etats généraux*, t. 4, p. 293.

(11) Ch. Chassin. *Les Elections et les Cahiers de Paris*, t. 2, p. 571 et suiv.

ces brochures sont de la main de philanthropes cherchant des moyens pour améliorer le sort des pauvres. Tel est le « cahier des pauvres » (12), rédigé par Lambert, inspecteur des apprentis des différentes maisons de l'Hôpital général. D'autres sont l'œuvre de personnes qu'avaient frappées les injustices de la société où elles vivaient. Elles entrevoyaient que le troisième ordre saurait tirer profit de la convocation des Etats généraux et comprenaient qu'une nouvelle constitution ne donnerait pas de pain au peuple qui en manquait. Telle est l'opinion que l'on trouve dans *Le premier pas à faire, ou le cri de l'indigence* — (13), et dans la brochure intitulée : *Les Cahiers du quatrième Ordre, celui des pauvres journaliers, infirmes, indigents, etc., de l'Ordre sacré des infortunés* (14).

Examinons d'abord la brochure que l'inspecteur Lambert fit distribuer aux membres de l'Assemblée générale du Tiers-Etat, qui, du reste, ne s'en occupa point. Lambert réclame une réforme des institutions sociales qui, d'après lui, sont « une violation ouverte du droit naturel envers la partie la plus nombreuse et la plus laborieuse de la Nation ». Les salaires, dit l'inspecteur, ne doivent plus être « froidement calculés d'après les maximes meurtrières d'un luxe effréné ou d'une cupidité insatiable ».

L'auteur de la brochure intitulée *Le premier pas à faire ou le cri de l'indigence* rappelle à ses lecteurs

(12) Chassin. *Op. cit.*, t. 2, p. 579-581.

(13) Brochure in-8°. Bib. Nat. Lb 39, 7330, et Chassin. *Op. cit.*, p. 571-573.

(14) Brochure in-8°. Bib. Nat. Lb 39, 1583, et Chassin. *Op. cit.*, p. 582-585.

qu'il existe en France une foule de pauvres pour lesquels les questions politiques sont infiniment moins intéressantes que les questions économiques, et pour qui la question brûlante est celle du prix du pain. « Le malheureux journalier et le pauvre payent 14 sous et demi les quatre livres de pain!... Le prix seul du pain absorbera la moitié du prix de leur journée, il le surpassera même si la famille est nombreuse! Vous frémissez? Songez maintenant que le pain est détérioré! » Il demande aux Etats généraux de s'occuper d'abord de la question de la cherté du pain, de « donner au pain un prix à la portée des pauvres » et d'examiner la grande question de l'exportation des grains.

L'auteur des *Cahiers du quatrième Ordre, celui des pauvres journaliers, infirmes, indigents, etc.*, proteste principalement contre l'exclusion des assemblées électorales de ceux qui auraient eu le plus grand nombre de doléances à exposer. « Pourquoi, s'écrie-t-il, cette classe immense de journaliers, de salariés, de gens non gagés, sur lesquels portent toutes les révolutions physiques, toutes les révolutions politiques, cette classe qui a tant de représentations à faire, les seules qu'on pût appeler du nom trop véritable, mais avilissant et proscrit, de doléances, est-elle rejetée du sein de la Nation? » Il déclare que l'ordre qui est le dernier aux yeux des riches, « le quatrième des ordres », mais qui, aux yeux « de la vertu comme aux yeux de la religion », est le premier des ordres, « l'Ordre sacré des infortunés », devrait être appelé à formuler ses vœux devant la Nation.

Nous avons examiné les documents ci-dessus très rapidement parce qu'ils ne sont pas véritablement des revendications ouvrières mais l'œuvre des philanthropes. Il nous reste à examiner la seule brochure qui semble avoir été rédigée, en tout ou en partie, par des ouvriers. Le 3 mai 1789, Bailly, alors secrétaire de l'Assemblée du Tiers-Etat reçut une pétition de la part « des cent cinquante mille ouvriers de Paris » (15). Elle commence ainsi : « Au moment où la Patrie ouvre son sein à ses enfants, pourquoi faut-il que cent cinquante mille individus utiles à leurs concitoyens soient repoussés de leurs bras ? Pourquoi nous oublier, nous, pauvres artisans, sans lesquels nos frères éprouveraient les besoins que nos corps infatigables satisfont ou préviennent chaque jour ? Ne sommes-nous donc pas des hommes, des Français, des citoyens ? » Ils se plaignent d'être repoussés des assemblées de toute sorte et de ne pouvoir, en conséquence, faire entendre leurs doléances. Parmi quatre cents électeurs, on peut à peine distinguer quatre ou cinq personnes qui, connaissant leurs besoins et leurs malheurs, puissent y prendre un intérêt raisonné. Ils rappellent au secrétaire de l'Assemblée du Tiers-Etat que Paris contient « des milliers d'hommes ignorés de la société qui, par cent et cent talents divers, se dévouent à la mort, même par le genre de profession qu'ils embrassent » ; les uns dans les entrailles de la terre où ils vont « tirer ces matériaux de cent

(15) *Pétition des cent cinquante mille ouvriers de Paris.* Voir Chassin. *Les Elections et les Cahiers de Paris*, t. 2, p. 592.

espèces dont vous formez vos temples, vos asiles » ; d'autres, « élevés sans cesse sur des faîtes », affrontent mille fois la mort. D'autres encore vont, « aux dépens de leur courage et plus encore de leur ignorance », dans des canaux méphitiques, assainir l'air que respirent les citoyens de Paris, ou « préparent les métaux, les teintures, les sels, les acides minéraux et se nourrissent des émanations arsenicales et pestilentielles qui changent, détruisent et anéantissent leur existence ».

CHAPITRE V

Pendant l'hiver de 1788-1789, la souffrance des ouvriers fut aggravée par le froid intense qui sévit cette année-là. Plusieurs fabriques fermèrent parce que la gelée empêchait le travail (1), et leurs ouvriers chômèrent. Quelques-uns des fabricants les plus prospères, comme par exemple Réveillon, propriétaire d'une manufacture de papiers peints, accordèrent un secours de 15 sous par jour à leurs ouvriers (2), mais d'autres artisans furent réduits à la misère. « Presque à tous les instants on apportait à l'Hôtel-Dieu des hommes à demi gelés et mourants de faim », dit le vieux libraire Hardy (3). Au moment des assemblées électorales, on craignit des mouvements populaires et ces craintes furent justifiées. Les premiers jours où les assemblées siégèrent furent tranquilles, mais, le 23 avril, Thiroux de Crosne écrivit : « Il y a eu hier au soir, sur les dix heures, un peu de rumeur dans un canton du faubourg Saint-Antoine, mais cet événement ne tenait pas à une cause générale; il n'était que l'effet du mécontentement que quelques ouvriers

(1) Ch.-L. Chassin. *Les Elections et les Cahiers de Paris*, t. 3, p. 51.

(2) *Ib. id.*

(3) Hardy. *Journal*, t. viii, p. 190.

marquaient contre deux entrepreneurs qui, dans l'Assemblée de Sainte-Marguerite, avaient fait des observations inconsidérées sur le taux des salaires (4). » Les deux entrepreneurs étaient Réveillon, le riche fabricant de papiers peints déjà mentionné, et Henriot, salpêtrier du roi. On déclarait que ces manufacturiers disaient tout haut dans l'assemblée des électeurs que le salaire des ouvriers ne devait pas être supérieur à 15 sous par jour. Au prix où était le pain à ce moment, c'était pour l'ouvrier et sa famille la mort par la faim.

Pendant trois jours, la colère fomenta dans les faubourgs. Le 27 avril, cinq à six cents ouvriers s'assemblent, pendent l'image de Réveillon et se dirigent vers sa maison. Celle-ci, entourée d'une garde de cinquante soldats, est par ce fait protégée, mais la demeure de Henriot est livrée au pillage.

Le soir du 27, les faubourgs sont plutôt tranquilles, mais le lendemain l'émeute aboutit. Les émeutiers se rendent à la manufacture de glaces et obligent les ouvriers à se joindre à eux (5). Ensuite, tous ensemble, ils se dirigent vers la maison de Réveillon, forcent le cordon des cinquante gardes qui l'entourent, et la saccagent. Vers la fin de la journée, un renfort de soldats arrive, auxquels on a donné l'ordre « de sabrer et de tirer si on faisait résistance » (6). La tuerie

(4) Archives Nationales. C. 220-221, n° 160⁴⁶.

(5) Voir A. Tuetey. *Répertoire générale des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution française* (Paris, 1890), t. 1, p. xxi. (Introduction.)

(6) *Ib. id.*

commence. L'auteur du journal d'un « *Provincial à Paris* », conduit, dit-il, par un sentiment de curiosité dans le faubourg Saint-Antoine, y aperçoit d'un côté les troupes qui arrivent, et de l'autre « quinze à seize cents misérables, excréments de la Nation ». Bientôt, dit-il, « le feu commence, le sang ruisselle » (7). Un grand nombre de personnes sont tuées, et beaucoup d'autres blessées. L'interrogatoire des malheureux couchés à l'Hôtel-Dieu nous apprend que de nombreux ouvriers des différents faubourgs se sont rendus sur le lieu de la bagarre, et qu'un très petit nombre d'émeutiers travaillaient pour Réveillon. Celui-ci niait toujours, du reste, avoir prononcé les paroles qu'on lui attribuait.

Quelles furent les causes précises de cette émeute? D'abord, la faim. Très peu de vols furent commis pendant ces deux jours, mais des bandes d'affamés envahirent des boulangeries, des pâtisseries, des charcuteries, des épiceries (8). De plus, les ouvriers, dont l'existence devenait de plus en plus pénible, avaient été exaspérés par les propos attribués à un fabricant dont la vie luxueuse paraissait une insulte à leur misère. L'inventaire de ses biens détruits le 28 avril montre, en effet, qu'il menait un train de vie considérable. Un ouvrier faïencier, arrêté après l'émeute, déclare « qu'il avait, ainsi que les autres ouvriers du faubourg, de l'humeur contre le sieur Réveillon, parce

(7) Dampmartin. *Un Provincial à Paris pendant une partie de l'année 1789*, p. 38-39.

(8) Arch. Nat. Minute. Y. 16005.

(9) Arch. Nat. Minute. Y. 12218.

que celui-ci avait dit, dans l'Assemblée du Tiers-Etat, à Sainte-Marguerite, que les ouvriers pouvaient vivre avec 15 sols par jour, qu'il avait chez lui des ouvriers qui gagnaient 20 sous par jour et avaient la montre dans le gousset, et qu'ils seraient bientôt plus riches que lui » (9). Plusieurs autres ouvriers firent la même réponse à ceux qui les interrogeaient.

Mais les témoins oculaires de l'émeute ne croyaient point que la faim seule avait excité la populace. Le bruit courait que des particuliers s'étaient efforcés de provoquer le mouvement et qu'ils avaient dénaturé les propos de Réveillon pour en venir à leurs fins. C'était là l'explication du fabricant lui-même, qui croyait à la vengeance d'un ennemi personnel. Mais les bruits ne s'arrêtèrent pas là. On disait tout haut que l'émeute avait été provoquée par les agents secrets de ceux qui voulaient à tout prix empêcher la révolution d'éclater. La voix publique accusa tout particulièrement l'abbé Roy, qui, disait-on, fut « un instrument entre des mains puissantes » (10). *Les Révolutions de Paris* le dénonçaient comme « un agent secret des aristocrates » (11). L'agent du ministre des Affaires étrangères rapporte, le 7 mai 1789 : « On va jusqu'à dire que l'abbé de V... lui a fourni les fonds nécessaires pour exciter les séditieux. La position de l'abbé de V..., sa place et son influence supposée fournissent quelque vraisemblance aux déclarations injurieuses qu'on se permet. » Enfin, on arrêta l'abbé

(10) Voir Ch.-L. Chassin. *Les Elections et les Cahiers de Paris*, t. 3 (Paris, 1889), p. 128.

(11) Voir Ch.-L. Chassin. *Les Elections et les Cahiers de Paris*, t. 3 (Paris, 1889), p. 138.

Roy. Il nia vigoureusement toutes les accusations et fut bientôt remis en liberté. Son procès ne dura que peu de temps, et l'on ne sait pas si tous les alibis qu'il fournit furent vérifiés. Son cas présente un contraste frappant avec celui d'un ouvrier, arrêté lors de l'émeute et qui se trouvait au faubourg Saint-Antoine en simple spectateur. Sa faiblesse même l'aurait empêché de prendre part à l'émeute, mais il fut néanmoins condamné au bagne comme séditieux (12).

Tous les témoins oculaires de l'affaire Réveillon, qui nous en ont laissé des écrits, sont d'accord pour constater que l'autorité, avertie par la manifestation du 27 avril, aurait pu empêcher la violente émeute du lendemain. Malgré l'incertitude dans laquelle nous laissent les documents, nous sentons cependant que l'affaire a revêtu un caractère équivoque. Nous pouvons donc nous demander si les amis de l'ordre existant n'eussent pas été satisfaits de voir le spectre des émeutes populaires effrayer les bourgeois désireux d'introduire des innovations. D'autre part, il est certain que les ouvriers qui firent partie de l'attroupement n'étaient pas des amis de la réaction. Le 28 avril, lorsque les troupes firent des sommations, les émeutiers poussèrent des cris de : « Vive le Roy! Vive M. Necker! Vive le Tiers-Etat! F... de la noblesse et du clergé! (13) » Si l'on avait excité la populace, ce n'était point contre le Tiers-Etat, mais contre les riches entrepreneurs et la cherté de la vie. En effet, on

(12) Voir Tuetey. Répertoire générale. Introduction, p. xxxiv.

(13) Arch. Nat. Minute. Y. 10530, fol. 131 à 133.

dénonça un nommé Hugues Bilioty des Aubres de Belleville, qui aurait dit à un marchand de chansons « qu'il ferait beaucoup mieux d'aller au faubourg Saint-Antoine seconder ses confrères pour faire diminuer le pain et la viande ».

Cette émeute, qui fut l'œuvre d'une foule exaspérée et dépourvue d'organisation, ne pouvait aboutir à rien. Elle n'entre pas dans le cadre du mouvement ouvrier. Ce soulèvement désespéré n'est pas le début du mouvement ouvrier qui se développera, comme nous le verrons ensuite, en même temps que la Révolution bourgeoise. Nous en trouvons le prélude plutôt dans l'action concertée des compagnons qui se sont déjà organisés à la fin de l'ancien régime, en vue d'obliger les maîtres à hausser les salaires dans la proportion où avaient haussé les prix au cours du dix-huitième siècle.

L'affaire Réveillon, quoique dirigée contre deux riches bourgeois de Paris, n'indique pas, à notre avis, un commencement d'antagonisme entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. D'abord, nous l'avons vu, il est possible que l'émeute ait été fomentée par des hommes politiques. Ensuite, l'importance que l'on aurait pu attribuer à l'incident comme preuve d'hostilité entre les deux classes est démentie par l'enthousiasme avec lequel le peuple de Paris se donna à la révolution bourgeoise. Les ouvriers, on le sait, n'avaient pas assisté à la rédaction des cahiers de doléances, mais il leur semblait que leurs propres griefs seraient écoutés en même temps que ceux de la bourgeoisie, si l'ancien despotisme cédaît devant les atta-

ques des amis de la liberté. Aussi, au mois de juillet 1789, lorsque tout Paris se réunit pour protéger la Révolution menacée d'une fin prématurée, la classe ouvrière se trouva prête à participer à la lutte contre le despotisme.

Pour se rendre compte du danger que les révolutionnaires avaient à surmonter, il nous faut résumer très brièvement l'histoire des débuts de l'Assemblée Nationale. Dès les premières séances, on le sait, la question qui se posa aux Etats généraux fut la suivante : Fallait-il suivre l'ancien système de vote par ordre ou fallait-il voter par tête ? De ce vote dépendait l'orientation des Etats Généraux. Il est certain que si le vote par ordre était admis, le Tiers-Etat ne pourrait faire aboutir les réformes qu'il envisageait. Ce fut donc là une question qui agita tous les esprits pendant des semaines, et lorsque les deux premiers ordres se décidèrent à conserver l'ancien système de vote, la cause révolutionnaire semblait déjà perdue. Le 17 juin, le Tiers-Etat, irrité par l'attitude des deux ordres privilégiés, déclara que « la seule dénomination qui lui convenait était celle de l'Assemblée nationale ». Le roi, effrayé par cette déclaration, fit fermer la salle des Menus où les députés avaient l'habitude de s'assembler. Le résultat de son action fut le fameux serment de ne pas se séparer jusqu'à ce que la Constitution fût établie.

Le roi tenta, le 23 juin, un coup d'Etat. Ce même jour, à la séance plénière, d'où Necker était absent, il déclara vouloir que « l'ancienne distinction des trois ordres fût conservée en son entier », et ordonna l'an-

nulation des « délibérations prises par les députés de l'ordre du Tiers-Etat ». Puis il ordonna aux députés de se séparer tout de suite. Ils refusèrent. Mirabeau, suivi par ses collègues, s'écria que l'on « ne sortirait que par la force ». La Cour, n'osant pas employer ses troupes, le Tiers-Etat resta dans la salle et continua à délibérer. Le coup d'Etat échoua piteusement,

Irrité par cet échec, la Cour fit des préparatifs pour un coup d'Etat militaire. Au commencement de juillet, elle concentra des troupes sur Paris et sur Versailles. Il s'ensuivit une grande agitation du peuple de Paris. Mirabeau, le 8 juillet, dit devant l'Assemblée nationale : « Comment le peuple ne s'agitait-il pas lorsqu'on lui inspire des craintes sur le seul espoir qui lui reste ? Ne sait-il pas que si nous ne brisons ses fers, nous les aurons rendus plus pesants, nous aurons cimenté l'oppression. » L'Assemblée, après avoir appris que l'on concentrait des troupes sur Paris, pria le roi « de rassurer ses fidèles sujets en donnant les ordres nécessaires pour la cessation immédiate de ces mesures, également dangereuses et alarmantes, et pour le prompt renvoi des troupes et du train d'artillerie au lieu d'où on les a tirés ». Le roi répondit le 11 juillet que les troupes étaient nécessaires « pour remettre et maintenir l'ordre dans la capitale et dans les environs ». Le lendemain, Paris apprit la nouvelle du renvoi de Necker. L'agitation fut très grande. La foule jeta des pierres aux troupes allemandes massées aux Champs-Élysées et sur la place Louis XV ; les soldats répondirent par des coups de feu. Une milice bourgeoise se forma dans laquelle

se trouvaient fort peu d'ouvriers, mais l'enthousiasme du peuple ne diminua pas de ce fait, et le 14 juillet les trouva prêts à prendre part au mouvement où devait périr le symbole du despotisme.

Dans la matinée du 14, un détachement de dragons traverse le faubourg Saint-Antoine et s'approche des murs de la Bastille, bâtiment qui aurait pu devenir la base d'opération d'une partie des troupes dirigées contre Paris. Presque en même temps la foule se rend aux Invalides, d'où elle enlève vingt-huit mille fusils et cinq canons. A la fin de la journée, la Bastille est entre les mains des révolutionnaires.

Quel fut le rôle joué par les ouvriers dans cet épisode de la Révolution? Il est à noter d'abord que les dirigeants de l'attaque étaient tous des bourgeois. Regardons un peu la liste de ceux qui se distinguèrent particulièrement. Nous y trouvons les sieurs Arné, grenadier des gardes françaises; Hullin, directeur de la buanderie de la reine; Elie, officier au régiment d'infanterie de la reine; de La Reynie, jeune littérateur, et ainsi de suite. Un observateur de l'époque, Wille, graveur du roi, parlant de la prise de la Bastille, semble penser tout d'abord que, seule, la bourgeoisie aidée de soldats français, y jouait un rôle décisif. « Cette ancienne forteresse, dit-il, qui n'avait jamais été prise, le fut en deux heures de temps, par la jeunesse bourgeoise, entremêlée de soldats avec de l'artillerie. » (14). Cependant, nous savons d'autres sources, que les ouvriers de Paris s'unirent de tout cœur aux bourgeois, et que, parmi les cent combattants tués le

(14) Wille. *Mémoires et Journal*, p. ii, p. 209.

14 juillet, il y en avaient de très pauvres et de très obscurs dont les noms même restèrent inconnus pendant plusieurs semaines. Nous voyons Wille écrire quelques jours plus tard qu'un « grand nombre de motions » furent passées à l'Hôtel de Ville. « sur les moyens de procurer de quoi vivre aux habitants du faubourg Saint-Antoine et autres, qui avaient si courageusement soumis la Bastille au pouvoir de la Ville. » (15). On ne saurait nier que la classe ouvrière, aussi bien que la bourgeoisie, fit son possible pour préparer la chute du despotisme et qu'elle se donna, avec toutes ses forces, à la cause révolutionnaire.

Cependant, l'union de ces deux classes, provoquée par la nécessité de prendre la défense de la Révolution, ne fut pas de longue durée. Dans la bourgeoisie elle-même, deux partis se formèrent : l'un, qui ne voulait pas s'éloigner trop de l'ancien ordre de choses, l'autre, qui désirait pousser la Révolution jusqu'à l'avènement de la démocratie. Quant à la classe ouvrière, elle vit bientôt que ses intérêts propres différaient beaucoup de ceux de la bourgeoisie, et, tout en donnant son appui au parti bourgeois le plus avancé, elle ne laissa pas de revendiquer, avant tout, les réformes d'ordre social, telles que l'augmentation de salaire et la diminution de la durée de la journée de travail. Pourtant les ouvriers de Paris ne se désintéressaient pas de la révolution politique. Ils suivaient avec passion, par exemple, la question du veto qui, au mois d'août, fut si âprement débattue. Ils apprenaient ainsi à prendre part aux discussions publiques.

(15) Wille. *Mémoires et Journal*, t. ii, p. 210.

Un grand nombre d'ouvriers se rassemblaient autour du Palais-Royal, où, lit-on dans *les Révolutions de Paris*, « de temps en temps on entendait s'élever contre le veto un cri général auquel répondait le peuple qui était autour du café. » On parlait même d'aller à Versailles manifester contre la subjugation de l'Assemblée nationale à la volonté du roi. « Il est incroyable, dit le rédacteur des *Révolutions de Paris*, avec quelle rapidité le peuple s'est instruit de cette question vraiment délicate et profonde. » (16).

Mais la classe ouvrière se rendait bien compte que les questions politiques étaient moins importantes pour elle que les questions économiques, et que la rédaction d'une Constitution, à elle seule, ne lui donnerait pas les moyens de vivre qui lui manquaient. Nous trouverons donc, dès le mois d'août, toute une série de revendications, émanant des ouvriers qui organisaient de plus en plus. Notons que ce n'était point parmi les malheureux des ateliers de charité, que l'agitation prenait naissance, mais parmi les ouvriers de métier, tels que les tailleurs, les typographes, les ouvriers maréchaux ferrants, les charpentiers, etc.

Nous ne retrouverons pas trace ici des dissensions qui troublaient les anciennes sociétés de compagnonnage. La Révolution semble avoir apporté aux ouvriers un nouvel espoir, qui leur permit de s'organiser à la fois avec plus de fermeté et plus d'entente, pour l'amélioration de leur sort commun.

(16) *Les Révolutions de Paris*, n° 8 du 7 septembre 1789, p. 25.

PREMIERE PARTIE

LE MOUVEMENT OUVRIER D'AOUT 1789-JANVIER 1791

CHAPITRE PREMIER

Le 18 août, lisons-nous dans les *Révolutions de Paris*, les ouvriers d'un certain nombre de métiers se réunirent pour préparer des listes de revendications. Tout d'abord, les tailleurs s'assemblèrent sur le gazon en face du Louvre, au nombre d'environ trois mille. Comme ils ne voulaient point que les gens étrangers à leur condition fussent présents à la réunion, ils s'avisèrent, pour les exclure, d'un bon expédient. Pour être admis dans l'enceinte il fallait montrer « le doigt mutilé journellement par les coups d'aiguille » (1). Un orateur s'adressa aux ouvriers, et, quand son discours fut terminé, vingt délégués furent envoyés à l'Hôtel de Ville. Les demandes qu'ils y firent étaient les suivantes : 1° Qu'il leur fût accordé quarante sous par jour dans toutes les maisons. 2° Que les marchands fripiers n'eussent plus la liberté de faire des habits neufs (2).

On comprend facilement la première demande. Etant donné le prix des denrées de première nécessité, il était très difficile aux ouvriers tailleurs de vivre de leur travail. Ils voulaient donc s'assurer un salaire qui fût plus en rapport avec le coût de la vie. Prudhomme,

(1) *Les Révolutions de Paris*. t. 1, n° vi. du 16 au 22 août p. 15.

(2) *Les Révolutions de Paris*, n° vi. du 16 au 22 août 1789, p. 15.

rédacteur des *Révolutions de Paris*, admet que leur demande était raisonnable, car, dit-il, « tout homme doit vivre en travaillant ». La seconde demande peut paraître bizarre au premier abord; mais Prudhomme en fournit l'explication. Il fallait faire des uniformes pour la Garde Nationale, et c'était ordinairement les maîtres tailleurs qui entreprenaient ce travail. Or, il paraît que les marchands fripiers avaient proposé de les confectionner et « de n'exiger pour la façon de chaque habit complet » que la somme de quatre livres dix sous, prix un peu moins élevé que celui demandé par les **tailleurs** (3). Il faut tenir compte du fait que dix **sur vingt des tailleurs** qui formèrent la députation envoyée à l'Hôtel de Ville étaient des maîtres. Vraisemblablement, il fut convenu que les maîtres accorderaient à leurs ouvriers un salaire de 40 sous par jour, si ceux-ci, en retour, consentaient à appuyer leur effort pour établir le privilège souhaité par la corporation.

Levasseur (4) fait tomber sur la classe ouvrière entière la responsabilité de la revendication du privilège tant **désiré par la corporation des tailleurs**. « Il est curieux, dit-il, mais il n'est pas étonnant, à la veille du jour où l'Assemblée allait proclamer le principe de la concurrence, de retrouver encore parmi les vieilles et bizarres prétentions du privilège la querelle des tailleurs contre les fripiers. *La classe ouvrière* était, à cet égard, comme les nobles, comme le clergé, comme

(3) *Les Révolutions de Paris*, t. 1 (Paris, 1789), n° vi. du 16 au 22 août 1789, p. 15.

(4) E. Levasseur. *Histoire des Classes ouvrières depuis 1789*. Edition de 1903, t. 1, p. 49.

les marchands : *la plupart des privilégiés, grands ou petits*, cessaient de comprendre les idées au nom desquelles la France allait se transformer, dès que leur intérêt particulier était en jeu ». Il est évident que Levasseur identifie la classe ouvrière avec la corporation. **Pour lui les ouvriers seraient de « petits privilégiés »**. Pourtant, nous avons vu (voir préface et Introduction, p. 10-42), que le compagnon ne faisait pas réellement partie de la corporation au dix-huitième siècle, et que la classe ouvrière n'était nullement privilégiée. Du reste, on ne peut pas faire entrer les maîtres dans la classe ouvrière. Ce sont déjà des entrepreneurs et de petits capitalistes.

La Municipalité reconnut qu'un salaire de quarante sous par jour était fort raisonnable et fit droit à la demande des ouvriers. Mais elle rejeta l'autre requête, qui, dit le journaliste, « heurtait les opinions du jour », et ne pouvait pas être accordée (5). Prudhomme fit remarquer aussi la nouvelle liberté de se réunir, résultat de l'ébranlement de l'ancien régime. « Si l'on eût vu, dit-il, il y a six mois et davantage, trois mille individus assemblés, on eût taxé cela de rébellion, et l'alarme eût fait fermer toutes les boutiques. Aujourd'hui, celles des intéressés, des fripiers, ne l'étaient nullement. C'est qu'il n'y avait point de sédition (6) ».

Le jour même où les ouvriers tailleurs s'assemblaient en face du Louvre, les garçons perruquiers se réunirent pour tenter de faire cesser un abus qui les

(5) *Les Révolutions de Paris*, n° vi. 15 au 22 août 1789, p. 15.

(6) *Les Révolutions de Paris*, n° vi. 15 au 22 août 1789, p. 16.

gênait. Cette nouvelle assemblée créa une vive alarme dans les esprits des bourgeois modérés. Le bruit courut aussitôt que les ouvriers des ateliers de charité établis à Montmartre, s'étaient rassemblés, prêts à se livrer aux derniers excès. Prudhomme, s'étant rendu en compagnie de nombreux bourgeois, à la colline de Montmartre, n'y trouva que de « pauvres gens occupés qui remuaient docilement la terre pour obtenir du pain (7) ». Pendant qu'on s'assurait qu'il n'y avait rien à craindre de la part des ouvriers des ateliers de charité, les garçons perruquiers arrivaient en masse aux Champs-Élysées. Prudhomme explique ainsi l'abus qu'ils voulaient faire cesser : Lorsqu'un garçon avait besoin d'une place, il devait se pourvoir au bureau de la communauté, d'une carte pour laquelle il payait vingt sous. Il était obligé, en outre, de donner trois ou six livres de « gratification » au clerc du bureau, qui, « à son gré, donnait ou refusait des places (8) ». Les garçons demandaient donc que la carte leur fût délivrée pour six sous. Cette somme, disaient-ils, couvrirait les frais d'établissement, et laisserait même un reliquat. Ils exprimaient le vœu que ce reliquat fût employé « à fonder des lits à l'Hôtel-Dieu et au soulagement des garçons de leur corps qui, dans la suite, seraient malades (9) ». Nous retrouvons ici un des traits caractéristiques des sociétés de compagnonnage, à savoir, la caisse de secours.

(7) *Les Révolutions de Paris*, n° vi. 15 au 22 août 1789, p. 16.

(8) *Les Révolutions de Paris*, n° vi., p. 17.

(9) *Les Révolutions de Paris*, n° vi., p. 18.

Il est intéressant de constater que les perruquiers, qui s'étaient réunis très paisiblement, et sans armes, désireraient obtenir une autorisation pour leur assemblée. Ils envoyèrent, donc, « une députation au district le plus proche (10) » pour la demander. Les assemblées primaires de district, on le sait, étaient les plus démocratiques des assemblées électorales, aussi craignaient-elles moins que « l'assemblée des représentants de la Commune » les réunions ouvrières (11). Alors la nouvelle milice bourgeoise, s'effrayant du mouvement ouvrier, se décida à disperser les garçons perruquiers. Un officier s'approcha avec quelques fusiliers. Il traita les ouvriers, nous dit Prudhomme, en séditieux, et « frappa réellement de son sabre un des garçons ». Mais les soldats qui l'accompagnaient, indignés de l'acte brutal de leur chef, le désarmèrent, et l'assemblée ouvrière se dispersa paisiblement.

Quelques jours plus tard, lisons-nous dans *Les Révolutions de Paris*, les garçons perruquiers firent sommer les syndics des maîtres d'assister à l'installation d'un clerc de leur choix à la place de l'ancien, puisque, disaient-ils, « c'était de leur argent que l'on payait le

(10) Pour les élections, Paris avait été divisé en soixante districts, nommant ensemble 407 électeurs du second degré; ceux-ci, à leur tour, élirent les députés. Après les élections, les assemblées primaires ne furent pas dissoutes et continuèrent à se réunir.

(11) Au mois d'août 1789, c'est la bourgeoisie « modérée » qui tient le pouvoir dans Paris. Lorsqu'a lieu l'élection de l'Assemblée des représentants de la commune, seuls les citoyens qui sont maîtres de corporation ou qui payent six livres de capitation sont admis dans les assemblées électorales. Quant aux élus, ce sont presque tous des bourgeois importants et plutôt conservateurs, des banquiers, des avocats, des gros marchands.

clerc du bureau des perruquiers (12) ». Les représentants de l'Assemblée de la Commune firent défense aux ouvriers, « de troubler, dans l'exercice de ses fonctions » le clerc choisi par les maîtres. La Commune prenait déjà parti pour les maîtres, et tolérait un abus qui gênait les ouvriers, plutôt que de permettre « l'insubordination » des salariés envers leurs patrons.

A la fin du mois d'août, ce sont les domestiques de Paris qui s'assemblent. Malheureusement nous ne savons que très peu de choses sur cette réunion. Au nombre d'environ trois mille, ils se dirigèrent vers le Louvre. Avant de se réunir, ils firent imprimer, nous dit Prudhomme, une liste de requêtes (13). Il serait fort intéressant de savoir quels étaient les griefs qu'ils formulaient, mais nous les ignorons presque tous. Nous lisons, cependant, qu'ils réclamaient l'expulsion des Savoyards. Il est très probable que les Savoyards faisaient concurrence aux domestiques français et acceptaient un salaire très bas. On voit très souvent aujourd'hui même, des querelles naître de la concurrence entre les ouvriers d'un pays et ceux d'origine étrangère.

Les représentants de la Commune, déjà effrayés par le mouvement ouvrier, décident d'empêcher les domestiques de tenir la réunion. Ils font barrer les rues environnantes de façon que personne ne puisse arriver jusqu'au Louvre; ils envoient des patrouilles chargées d'arrêter les orateurs qui s'efforcent de parler. Les maîtres se plaignent de ce que leurs domestiques sont

(12) *Les Révolutions de Paris*, n° 12, p. 34.

(13) *Les Révolutions de Paris*, n° 8, p. 1-6.

en train de se révolter. Indignés de cette accusation, les domestiques écrivent quelques jours plus tard au rédacteur des *Révolutions de Paris* pour l'assurer que, tout en s'assemblant, « ils n'avaient aucun projet qui pût porter atteinte à la tranquillité publique (14) ». Prudhomme se croit bien généreux en affirmant qu'il ne fait « exception de personne, et que la justification d'un domestique lui paraît aussi importante que celle de tout autre citoyen ». Ses mots même démontrent son mépris voilé. Il accorde aux domestiques, par générosité, le titre de « citoyen » que le législateur ne voulait pas leur donner (15). Sieyès mettait les domestiques, au point de vue des droits politiques, au même rang que l'étranger. « Un domestique, dit-il, et tout ce qui est dans la dépendance d'un maître, un étranger non naturalisé, seraient-ils admis à figurer parmi les représentants de la Nation? (16) » Et même si le domestique pouvait, en payant l'impôt de trois journées de travail, s'acquitter de l'obligation du « citoyen actif » il restait « citoyen passif » en vertu de son métier servile.

Le mouvement ouvrier qui eut lieu en août 1789 manquait, on le voit bien, d'organisation sérieuse. On s'assemblait pour préparer des revendications; on ré-

(14) *Les Révolutions de Paris*, n° 10.

(15) En 1790, pour être électeur du premier degré, c'est-à-dire pour avoir le droit de voter dans des assemblées primaires, il fallait avoir vingt-cinq ans d'âge, un an de domicile, n'être pas serviteur à gages, et payer une contribution de la valeur de trois journées de travail.

(16) Sièyes. *Qu'est-ce que le Tiers-Etat?* publié par la Société de l'Histoire de la Révolution française (Paris, 1888), p. 41.,

digeait une liste de doléances que l'on espérait, en la soumettant aux autorités municipales, faire écouter des patrons. Mais l'idée commençait à germer que le moyen le plus efficace pour aboutir à l'augmentation des salaires, était l'union de tous les ouvriers de même métier, pour l'obtention d'un prix minimum au-dessous duquel ils refuseraient de travailler. C'est ainsi que le mois suivant les ouvriers cordonniers tentèrent de réaliser cette idée en s'efforçant de constituer un véritable syndicat. Toutefois, comme on devait s'y attendre, leur organisation était fort incomplète et rudimentaire.

Le 4 septembre, lisons-nous dans *Les Révolutions de Paris*, les garçons cordonniers s'assemblèrent aux Champs-Élysées (17). D'abord des orateurs firent des discours, puis les ouvriers prirent des mesures pour établir une organisation permanente. Ils nommèrent un comité qui devait veiller aux intérêts des cordonniers, et décidèrent que chaque membre de l'association payerait une cotisation de quelques sous, pour fonder une caisse de secours mutuels. Les ouvriers s'avisèrent que le seul moyen d'obtenir un relèvement du prix de leur travail était de ne jamais accepter un prix plus bas que celui fixé par l'association. Mais comment s'assurer que personne ne vendrait son travail meilleur marché que les autres? Après délibération, les cordonniers déclarèrent que « tous ceux qui feraient une paire de souliers au-dessous d'un prix convenu seraient de droit exclus du royaume (18) ». Arrêté absurde qui prouve leur inex-

(17) *Les Révolutions de Paris*. N° 8, p. 31.

(18) *Les Révolutions de Paris*. N° 8, p. 32.

périence, mais qui indique que les ouvriers avaient très bien saisi le principe du prix minimum du travail.

Nous ne savons rien de cette association après l'assemblée du 4 septembre 1789. Elle a dû être supprimée avec les autres au mois de juin 1791, si elle existait encore à cette date.

CHAPITRE II

En même temps que les cordonniers, les ouvriers des manufactures royales de Paris se réunissaient, et revendiquaient le droit de fixer un prix minimum pour leur travail. De là, un mouvement très intéressant qui se prolongea jusqu'au mois de juin 1791, et finit par le triomphe des artisans (1).

Déjà, en 1779, certains ouvriers des manufactures des Gobelins et de la Savonnerie se plaignirent que la hausse des denrées avait été telle qu'il leur était devenu impossible d'entretenir une famille. Le Directeur général des bâtiments du Roi ordonna donc que des secours hebdomadaires fussent attribués aux ouvriers pères de famille. En octobre 1783, ces paiements furent suspendus. Les artisans travaillaient à la tâche, et les entrepreneurs, qui recevaient une certaine somme par aune carrée de tapis, se plaignirent que les ouvriers qui recevaient les secours hebdomadaires fournissaient moins d'ouvrage que les autres (2). Au printemps de l'année 1789 les ouvriers des manufactures se trouvaient dans une situation désespérée, au point que l'ouvrier consciencieux était

(1) Voir Paul Reynoard. *Les Ouvriers des Manufactures nationales sous la Révolution* (1788-1799) et, aux Archives Nationales, les séries 0¹ 2052 B, 0¹ 2057 A, 0¹ 2052 et 0¹ 2053.

(2) Arch. Nat., 0¹ 2052 B.

dans l'impossibilité de subvenir à ses besoins les plus élémentaires. Guillemot, directeur de la manufacture des Gobelins, convenait lui-même que, « si l'on exigeait une bonne fabrication, les ouvriers ne pouvaient absolument point vivre (3) ».

Certains d'entre les artisans s'étaient avisés, il est vrai, d'un moyen de fournir assez d'ouvrage pour ne pas mourir de faim, mais ce moyen diminuait la valeur de leur travail. Afin de gagner du temps, ils doubtaient les fils, et fabriquaient un tissu plus grossier, plus lâche. Les ouvriers se réunirent donc et demandèrent au comte d'Angiviller, « directeur général des bâtiments du roi » une augmentation du prix de leurs travaux.

Le comte répondit en accordant un secours hebdomadaire de vingt sous par tête, plus dix sous par enfant incapable de travailler (4). Mais les ouvriers savaient bien que ce secours pourrait être supprimé, comme le fut celui de 1779-1783, sous le prétexte qu'ils fournissaient moins d'ouvrage qu'autrefois. En septembre 1789 ils soumièrent donc au directeur général un mémoire contenant leurs revendications. Ils réclamaient l'abolition du travail à la tâche et l'établissement d'un salaire suffisant (5). D'Angiviller demeura six mois sans répondre. Son silence provoqua dans les ateliers une agitation croissante que les entrepreneurs ne laissaient pas de signaler au comte. Enfin, le direc-

(3) Arch. Nat., 01 2057 A.

(4) Soulagement des ouvriers de la manufacture des Gobelins, vu la cherté des vivres. Arch. Nat. Minute. 01 2052, 2053.

(5) Arch. Nat., 01 2052 B.

teur général ordonna aux ouvriers de rédiger « un Tableau nominatif et classique au soutien de (leur) mémoire de septembre 1789 (6). » Mais le bruit courait que le comte n'avait nullement l'intention d'introduire des réformes, et qu'il attendait un moment favorable pour étouffer le mouvement de revendication. En effet, le 20 mai 1790, il écrivit aux artisans, non point pour leur promettre des réformes, mais pour leur dire que « dans un temps aussi malheureux » il ne fallait pas songer à augmenter les dépenses de la manufacture; au contraire, il fallait les diminuer. Il avait toujours présent à l'esprit le mémoire de septembre 1789, mais l'augmentation du taux des salaires n'était possible qu'à la condition de renvoyer plusieurs ouvriers; la manufacture n'existait que par la bonté du roi, et pouvait être supprimée par lui; il comptait sur la sagesse des ouvriers et leur recommandait de montrer, par leur tranquillité « la reconnaissance qu'ils devaient au roi (7) ».

Cette lettre provoqua aux Gobelins une manifestation que le comte qualifia « d'espèce d'insurrection (8) ». Le 29 mai le directeur général écrivit aux ouvriers leur promettant d'examiner « les réclama-

(6) Arch. Nat., 01 2052 B.

(7) Lettre écrite par le comte d'Angiviller *proprio pugno* pour être lue aux ouvriers, le 20 mai 1790. Arch. Nat., 01 2052 B.

(8) Lettre de M. le comte d'Angiviller aux ouvriers des Gobelins, au sujet de leur tentative d'insurrection. Arch. Nat. Minute. 01 2053.

tions contenues dans leur Mémoire (9) », et le jour suivant les artisans nommèrent, « en présence de MM. les inspecteurs (10) » dix-huit artisans chargés de rédiger le « Tableau nominatif et classique » des salaires. Le 2 juin, ils soumirent le tableau à Guillamot. Le directeur des Gobelins écrivit ce même jour au comte d'Angiviller, « La conférence avec les ouvriers, dit-il, qui a eu lieu ce matin, a été des plus paisibles : ils m'ont lu un projet de règlement fort sage ». Il allait renouveler la conférence quelques jours plus tard, ajoutait-il, « après quoi je compte être en état de vous remettre mon rapport sur cette affaire (11) ». Le comte écrivit sur la lettre de Guillamot : « Après cela, il n'y a qu'à attendre le mémoire en question. »

Les autorités royales se rendaient bien compte de la nécessité de transiger, étant donné les circonstances, et de faire des concessions aux ouvriers. Le roi visita les manufactures en 1790 et distribua parmi les artisans plusieurs centaines de livres. On écouta les plaintes des ouvriers au sujet des arrérages des salaires, et l'on promit des réformes.

En juillet 1790, les ouvriers de la Savonnerie joignirent leurs réclamations à celles des artisans des Gobelins. Ils se plaignirent que les paiements hebdomadaires étaient en retard et que « leurs gains, qui n'ont

(9) Lettre de M. le comte d'Angiviller aux ouvriers des Gobelins, au sujet de leur tentative d'insurrection. Arch. Nat. Minute. 01 2053.

(10) Lettre des ouvriers au comte d'Angiviller, le 31 oct. 1790. Arch. Nat., 01 2052 B.

(11) Lettre de Guillamot au comte d'Angiviller, le 2 juin 1790. Arch. Nat., 01 2052 B.

point été augmentés depuis plus de soixante ans se trouvent si disproportionnés avec l'augmentation du prix des vivres qu'il leur est impossible de vivre sans ce secours (12) ». Le comte d'Angiviller ne répondit pas. Le 21 juillet les artisans lui adressèrent la lettre suivante :

« Monsieur,

« Les ouvriers de la Savonnerie ont l'honneur de
« vous supplier de vouloir bien leur faire une réponse
« sur le mémoire qu'ils vous ont présenté il y a quinze
« jours, concernant l'amélioration de leur sort. Il y a
« près de deux ans que lors de la première demande
« qu'ils vous ont présentée sur ce sujet, vous avez eu
« la bonté de leur promettre une *réponse* (13) favo-
« rable, ce qui leur donne la confiance la plus entière
« dans votre bonté (14). » Le comte écrivit au bas de
la lettre : « J'ai écrit à M. Nividier qu'on s'en occupe-
« rait immédiatement après les Gobelins, qui sont en
« train (15) ».

Le comte d'Angiviller était convaincu, paraît-il, de la justice des revendications ouvrières. Mais le mauvais état des finances royales entravait la bonne volonté du directeur général. Pour introduire les réformes demandées par les ouvriers il fallait d'abord que ces finances fussent mises en ordre. En attendant, les

(12) Mémoire présenté par les ouvriers de la Savonnerie au comte d'Angiviller, le 21 juin 1790. Arch. Nat., 01 2057 A.

(13) Ce mot est illisible

(14) Lettre des ouvriers de la Savonnerie au comte d'Angiviller, le 21 juillet 1790. Arch. Nat., 01 2057 A.

(15) Arch. Nat., 01 2052 B.

(16) Arch. Nat., 01 2052 B.

ouvriers s'impatientsaient de la façon dont traînait l'affaire, et le 13 août, ils envoyèrent au comte une députation de six artisans, pour demander qu'on statuât « définitivement sur leur sort ». Celui-ci écouta leur requête et répondit qu'il était disposé à faire droit à leurs revendications mais que des obstacles graves s'y opposaient. La pénurie des moyens financiers était telle qu'il était impossible d'introduire des réformes. Mais il ajouta que, « dès que le Roi aurait nommé son Trésorier, il ferait en faveur (des artisans) auprès de Sa Majesté tout ce qu'un père pouvait faire pour ses enfants (16) ».

Les députés ouvriers n'osèrent pas révéler à leurs camarades ce que leur avait dit le directeur général, à savoir, que toute réforme était impossible tant que les finances du roi ne seraient pas mises en ordre. Afin de maintenir la tranquillité dans les ateliers, ils mitigèrent « le sens et les expressions de la conversation (17) ». Cependant, « leur réticence fut à peu près devinée et même interprétée par des hommes qui avaient un si visible intérêt d'être parfaitement éclairés (18) ». En octobre 1790, le roi nomma enfin son trésorier, et peu de temps après les ouvriers qui étaient allés en députation auprès du comte d'Angiviller lui adressèrent une lettre. Leurs réticences à l'égard de la conversation du 13 août, disaient-ils, étaient mal interprétées par leurs camarades. Elles avaient excité « une indisposition générale dans les

(17) Lettre des ouvriers des Gobelins au comte d'Angiviller, le 31 octobre 1790. Arch. Nat., 01 2052 B.

(18) Lettre des ouvriers des Gobelins au comte d'Angiviller, le 31 octobre 1790. Arch. Nat., 01 2052 B.

esprits ». L'agitation ne se manifestait pas « d'une manière contraire à l'ordre », mais il était évident qu'elle deviendrait plus sérieuse si les députés « refusaient plus longtemps aux instances pressantes qui leur étaient journellement renouvelées de réitérer la demande déjà mise sous les yeux » du comte. On pensait que, « *le Roi ayant nommé son trésorier de la Liste civile*, les obstacles qui s'opposaient à ce qu'on statuât définitivement sur leur sort étaient aplanis, et que rien ne s'opposait maintenant à ce que la bonté (du directeur général) confirmât enfin les assurances positives et flatteuses que M. Guillemot n'avait cessé de leur donner, toutes les fois qu'ils avaient été forcés de l'importuner pour cet objet ». Les ouvriers laissaient voir leur mécontentement de l'ancienne forme du gouvernement, qui, « ne leur avait jamais permis de se dissimuler les dangers auxquels ils se fussent exposés en s'expatriant pour conserver leur subsistance à l'aide du seul état qu'ils eussent embrassé (19) ».

La réponse du comte d'Angiviller à cette lettre fut à tel point favorable qu'un rapport anonyme du 31 octobre est rédigé ainsi : « D'après les espérances que M. le directeur général a donné aux ouvriers des Gobelins, ils se flattent de voir supprimer le bâtonnage (le travail à la tâche) à compter du premier janvier prochain, et à être payés suivant le tarif qu'ils en ont présenté ». D'après le « tableau classique » rédigé par

(19) Lettre des ouvriers des Gobelins au comte d'Angivillers, le 31 octobre 1790. Arch. Nat., 01 2052 B.

les artisans, les ouvriers étaient divisés en cinq classes : ceux de la première classe devaient recevoir un salaire de 24 livres par semaine, soit 80 sous par journée de travail : ceux de la seconde classe 70 sous, et ainsi de suite jusqu'à l'ouvrier de la cinquième classe qui recevait 40 sous par jour. Le règlement allait jusqu'à dresser le taux des salaires des apprentis. Ceux des première et seconde années devaient recevoir deux livres par semaine, ceux de la troisième année trois livres, et ainsi de suite. De plus, les heures de travail étaient réglées. Dix heures de travail par jour dans « la belle saison » et pendant le reste de l'année du commencement du jour jusqu'aux « premières ombres (20) ». C'était là une journée de travail très courte par rapport à celle des ouvriers d'autres métiers.

Le nouveau règlement entra en vigueur le 10 janvier 1791. Il ne s'appliqua d'abord qu'aux ouvriers de la manufacture des Gobelins, mais au commencement du mois de mai 1791, les tapissiers de la Savonnerie obtinrent, à force de réclamations, le bénéfice du nouveau régime de travail et de salairé.

Un rapport anonyme de l'année 1790 s'indigne de cette réforme dans la gestion des manufactures royales. On appelle le mouvement ouvrier « une révolte ouverte ». Les artisans, dit-on, au moyen de leur projet de règlement, adopté par le directeur général, « établissaient tous les moyens de se rendre légalement maîtres de la gestion de la manufacture ». Comment se prêter à l'idée « que des ouvriers qui, en quelque lieu que ce soit, sont licenciables *ad nutum*,

(20) Arch. Nat., 01 2052 B.

se feront de leur admission dans une manufacture d'autant plus royale qu'elle est directement stipendiée par le Roi, un titre pour se subordonner à des comités permanents, à des comités particuliers ». En effet, le mouvement parmi les artisans des manufactures royales des Gobelins et de la Savonnerie, aboutit à toute une petite révolution. Que les autorités aient accepté des mains des ouvriers le règlement des salaires et la durée de la journée de travail voilà qui est vraiment frappant. « Il m'a fallu céder aux circonstances », est toute l'explication offerte par d'Angiviller. Nul doute qu'il ne fasse allusion à la faiblesse de la monarchie qui se sentait alors dans une position équivoque et dangereuse. Elle ne voulait pas faire appel aux autorités nouvelles pour réprimer le mouvement de ses propres ouvriers, alors qu'elle n'était pas assez forte pour le supprimer elle-même. Une lettre du directeur de la manufacture de Sèvres, au sujet du mouvement parmi ses ouvriers, nous montre qu'il admettait franchement cette explication. « La royauté, dit Montucla, ne serait que prudente en ménageant les ouvriers, puisque, à défaut de popularité, elle ne se sentait pas assez de force pour contenir, au besoin, le peuple des faubourgs ».

Il n'en était pas de même de la nouvelle autorité bourgeoise dont la position, nous le verrons plus tard, était assez stable pour qu'elle n'hésitât pas à supprimer l'organisation ouvrière. Heureux les artisans des manufactures royales qui surent profiter du moment propice pour s'assurer une existence moins pénible que celle de la plupart des travailleurs.

Toutefois la Commune de Paris ne fut pas aussi dure envers les ouvriers que l'avait été l'autorité sous l'ancien régime. Nous l'avons vue appuyer la demande des ouvriers tailleurs pour un salaire de 40 sous par jour. Elle rendit justice aussi aux ouvriers des carrières de Paris qui depuis longtemps souffraient d'une réduction de salaire. En 1776, lisons-nous dans la pétition adressée par les ouvriers au Conseil d'Etat, l'échelle des salaires avait été la suivante (22). Les carriers recevaient 55 sous par jour, les maçons 38 sous, les terrassiers 38 sous, les « garçons » 30 sous. L'année suivante les salaires furent abaissés, de sorte que les carriers reçurent 30 sous, les « limousins » 28 sous, les terrassiers et les garçons 20 sous. En 1784, les ouvriers présentèrent au roi une pétition dans laquelle ils demandaient à être payés « d'après le traitement fixé en 1776 ». Ils accusaient « le sieur Coeffier », qui était chargé de les payer, d'avoir détourné à son propre profit les sommes retenues sur les différentes journées (23). Leur protestation, disaient-ils, « fut étouffée par le crédit du citoyen Guillamot, contrôleur des carrières ». On traita les ouvriers en

(21) Arch. Nat., 01 2052 B.

(22) Pétition des ouvriers employés aux carrières de Paris en 1790. Bib. Nat., 40 F3 (35328-35362) 35344.

(23) En 1792, le tribunal constata que Coeffier avait fait une fortune de « plusieurs millions », et il fut condamné à diverses restitutions qu'il effectua en partie. Marat l'appelle « coquin de premier ordre ». « Chargé, naguère, dit-il en 1791, de la paye des ouvriers des carrières, ayant à ses ordres la maréchaussée et ayant volé à l'Etat plus de deux millions, il s'est bâti des magasins considérables à la Courtille; il a toujours maltraité et volé les ouvriers. » Voir p. 129.

séditieux et l'on en incarcèra quelques-uns pendant
séditieux et l'on en incarcère quelques-uns pendant
plusieurs mois. « Les ouvriers, dirent les pétitionnai-
res, furent obligés de plier sous l'autorité. »

En juin 1790, ils revinrent à la charge. Ils s'assem-
blèrent en masse « près de la mairie » et revendiquè-
rent de renvoi du sieur Coëffier et le rétablissement
du taux des salaires de 1776. Nouveau refus de la
part de l'autorité royale (24). Enfin, le 26 juin 1790,
ils s'adressèrent à la Municipalité, qui reconnut la
justice de leurs plaintes et fût droit à leur requête (25).

(24) Déclaration de M. d'Angiviller, directeur général des
bâtiments, à l'occasion des mouvements séditieux que ve-
naient de provoquer, près de la mairie, des ouvriers des car-
rières. 18 juin 1790. Arch. Nat. 0¹ 1183, fol. 352.

(25) Lacroix (S.). *Actes de la Commune de Paris*. (Paris,
L. Cerf, 1895.) 1^{re} série, t. 6, p. 274.

DEUXIEME PARTIE

LE MOUVEMENT OUVRIER DE JANVIER-JUIN 1791

CHAPITRE PREMIER

L'année 1790 marqua l'apogée du mouvement ouvrier de 1789-1791, non pas tant au point de vue de l'organisation qu'à celui de l'aboutissement des revendications ouvrières. Les artisans des manufactures royales surtout, nous l'avons vu, tirèrent quelque profit de l'ébranlement de l'ancien régime. L'année suivante l'organisation du mouvement ouvrier atteignit son plus grand développement; ce développement même finit par effrayer les autorités du nouveau régime, qui s'efforcèrent de l'étouffer, et, faisant machine arrière, ressuscitèrent les réglementations policières en vigueur sous la monarchie absolue.

En mars 1791 l'Assemblée Nationale abolit définitivement les corporations, déjà fort affaiblies. En juin, elle promulgua le décret qui faisait défense aux ouvriers de s'associer. Entre ces deux dates se place un mouvement qui présente le plus vif intérêt et mérite une étude détaillée. Il s'agit d'un effort bien organisé pour obtenir un relèvement du taux des salaires, lequel, s'il avait abouti, aurait élevé le niveau d'existence des artisans de Paris.

La plupart des historiens ont vu, dans l'agitation ouvrière du printemps de 1791, un résultat de la misère

croissante de la classe ouvrière, misère provenant en grande partie du manque d'activité des industries. Ainsi M. Germain Martin, parlant des dons patriotiques des ouvriers entre 1790 et 1792 dit : « Ces sacrifices ne sauraient être un indice de bien-être. La misère règne dans toutes les manufactures (1) ». C'est aussi la thèse des Frères Goncourt qui prétendent que l'industrie française fut tuée par la Révolution. Mais pour en arriver à cette conclusion il faut, comme l'ont fait du reste les Goncourt, s'appuyer sur des écrits et des journaux contre-révolutionnaires, et non pas sur des documents officiels. Les contre-révolutionnaires prétendaient que l'équilibre de la vie économique de Paris dépendait entièrement de la noblesse, dont une partie s'était déjà réfugiée à l'étranger. Ceux qui haïssaient la Révolution, ou avaient subi une perte du fait de l'abolition des privilèges, déclarèrent toujours que la prospérité du pays avait été ruinée par la chute de l'ancien régime. Les fabricants de toiles peintes appartenant à des villes autrefois privilégiées envoyèrent à plusieurs reprises à l'Assemblée des pétitions dans lesquelles ils prédisaient la ruine complète de l'industrie si l'on permettait la concurrence des autres villes (2). Pourtant, on sait que l'industrie des toiles peintes prit un nouvel essor après l'abolition des privilèges. Nous devons donc dire avec Levasseur qu'il « ne faut accepter que sous bénéfice

(1) Germain Martin. *Les Associations ouvrières au dix-huitième siècle*, p. 208.

(2) Voir les pétitions dans la *Collection Rondonneau*, 2^e partie, p. 333, signalées par Levasseur. *Histoire des Classes ouvrières*, p. 43 (édition de 1903).

d'inventaire les prédictions alarmantes des parties intéressées (3) ».

Il est vrai, comme le disent les Goncourt, qu'un certain nombre de nobles avaient déjà quitté la France en 1791. D'autre part, il est faux de supposer que toute la vie économique de Paris dépendait d'eux. On sait que même avant la Révolution une grande partie de la richesse du pays était entre les mains de la bourgeoisie. La Révolution avait grandement accru l'importance économique de cette classe. A Paris, la présence des mille députés créait une activité au moins égale à celle qui avait fait la renommée de la ville avant la Révolution. Des salons de riches bourgeois s'ouvraient, ainsi que des sociétés et des cercles révolutionnaires. Au lieu d'habiller les laquais des nobles, les tailleurs fabriquaient des livrées pour la Garde Nationale.

Nous trouvons dans un rapport du ministre de l'Intérieur, présenté à la Convention le 20 décembre 1792, des indications très intéressantes sur l'état de prospérité de la France en 1791. Il signale un mouvement commercial qui devait résulter de l'activité économique de l'année 1791. Traitant du commerce extérieur durant le premier semestre de 1792, le ministre dit : « Le montant de nos ventes à l'étranger s'éleva, pour le premier semestre, à 382 millions, et, afin de mieux fixer l'opinion, j'ajoute qu'année moyenne les ventes ne s'élevaient qu'à 357 millions, ce qui présente 25 millions d'excédent pour un semes-

(3) Levasseur. *Op. cit.*, p. 43.

tre sur la somme de commerce d'une année (4) ». Ce rapport signale également une grande exportation de vins, et ajoute que, « nos toileries se sont soutenues sur les marchés extérieurs. Les batistes, dentelles, draperies, offrent quelques augmentations, mais les étoffes de soie, les gazes, les rubans et la bonneterie de soie ont trouvé dans ce premier semestre une faveur de débit depuis longtemps inconnue, puisque, année moyenne, les ventes de cette nature ne s'élevaient pas à plus de 30 millions, et qu'elles ont monté pour cette dernière époque à 45 millions, parties entièrement pour l'Allemagne ».

Notons en passant que l'on remarque un accroissement d'exportations principalement sur les industries de luxe.

Il faut se rendre compte que ces chiffres sont d'autant plus élevés que le prix des marchandises avait haussé, mais Roland lui-même ajoute à ce sujet : « Ce débouché est autant le résultat d'une augmentation dans les quantités vendues qu'un surhaussement dans les prix. »

Il est vrai que la baisse des assignats avait déjà commencé. Pourtant, il semble que, tout d'abord, cette baisse ne nuisit pas au commerce de la France, Les exportateurs pouvaient même en profiter. Pour les marchandises qu'ils vendaient à l'étranger, ils étaient payés en or. Ils pouvaient ensuite convertir cet or en assignats avec bénéfice. Dans la séance des Jacobins, qui eut lieu le 1^{er} novembre 1791, Rœderer

(4) Archives parlementaires, de 1787 à 1860, 1^{re} série, tome 55, p. 226.

signale une grande activité dans le commerce, activité qui avait dû être préparée durant toute l'année. « Dans ce moment, dit-il, où les manufactures sont dans la plus grande vigueur, il est certain que l'argent rentre en France (5). » Il faut remarquer que, parmi ses auditeurs, se trouvaient des manufacturiers et des artisans qui auraient protesté si ses paroles n'avaient pas été conformes à la vérité.

Une autre indication, laissant à supposer que la France, au moment de 1791, était plus prospère que durant les deux années précédentes, se trouve dans le fait que plusieurs villes manufacturières, notamment Lyon, avaient créé des billets de confiance, échangeables contre des assignats. Le manque de numéraire rendait nécessaires ces billets, que le public acceptait volontiers. A Paris, des maisons de commerce, des caisses patriotiques, même certains cafés, mirent en circulation des billets de crédit. Une caisse patriotique fut établie rue des Filles-Saint-Thomas. Son but était de « fournir gratuitement au public en échange d'assignats forcés, des billets libres de petites souches ». Elle échangeait « sans frais ni escompte » les assignats contre des billets de 5, 10, 20, 25 livres, et des billets contre des assignats. On n'a aucune raison de supposer que ces petits billets subirent une dépréciation au printemps de 1791. On sait que les petits assignats, lorsqu'ils furent mis en circulation en juin, furent recherchés par la spéculation, de sorte qu'ils firent prime sur tous les autres.

(5) Aulard. *La Société des Jacobins* (Paris, Librairie Jonaust, 1892), t. 3, p. 233.

Quel était le sort de l'ouvrier dans cette période de prospérité croissante? Nous avons vu qu'à la suite de leurs revendications, le salaire des ouvriers de certains métiers avaient haussé. Dans le cas même où le salaire nominal n'avait pas changé, le salaire réel était plus grand à cause de la diminution du prix du pain. A la fin de l'année 1788, l'ouvrier payait le pain de quatre livres 11 sous 6 deniers; au printemps de 1791, il le payait seulement 8 sous (6). La baisse du prix du pain améliorait considérablement le sort du travailleur. Heureusement pour le succès de la Révolution française, la récolte de 1790 fut très bonne, et le pain ne manqua pas à Paris au commencement de l'année 1791. On ne saurait trop insister sur l'importance de cette diminution de presque quarante-cinq pour cent sur le prix de cette denrée de première nécessité.

D'après certains témoins, le prix des autres denrées diminua au printemps de 1791, époque où la dépréciation des assignats n'avait pas encore produit une hausse de prix. En 1788, le prix d'une livre de viande était de 17 sous 6 deniers. En octobre, on ne la payait plus que de 10 à 12 sous (7).

Le 1^{er} mai, les octrois de Paris furent abolis, réforme longuement réclamée par les ouvriers et très

(6) Extrait du registre des délibérations du Corps municipal. Bib. Nat., Lb. 40/1. 17 août 1791. « En novembre dernier (1790), le prix des quatre livres était déjà réduit à dix sous et, depuis lors, il est descendu jusqu'à huit. Aujourd'hui, il remonte par la même liberté qui l'a fait descendre. »

(7) « Traité sur les quatre objets de première nécessité », le 24 octobre 1790. Bib. Nat. Mss. fr. nouv. acq. 2644, fol. 128.

appréciée par eux. Ce fut donc une journée de grande réjouissance à Paris. « C'est aujourd'hui, lisons-nous dans une brochure que les Français vont commencer à goûter le fruit des pénibles travaux que la Révolution leur a coûtés. » Dans une autre brochure, publiée le 30 avril, nous trouvons le programme « de toutes les réjouissances et cérémonies qui auront lieu demain, à l'occasion de l'ouverture des barrières et de la liberté des entrées » (7).

Une chanson imprimée sur un éventail fabriqué à cette époque, nous donne quelque idée de la joie du peuple, qui voyait disparaître le grand mur d'octroi qui encerclait Paris et qui avait provoqué tant de haine (8).

L'HEUREUSE EPOQUE DE L'ABONDANCE

ou l'Abolition des Entrées

le 1^{er} mai 1791.

Chantons, ayons le cœur gai

Dans toute la France,

Ce jour, longtemps désiré,

Donne l'abondance.

Le canon ronfle partout

Pour cette nouvelle,

Les Mallotiers sont debout

La mort les appelle.

Nous aurons la poule au pot

Du Vœu d'Henri quatre,

Et tout l'infâme tripot

N'en peut rien rabattre.

(8) Le grand mur d'octroi fut fini en 1784. Le 14 juillet, la foule l'attaqua, aussi bien que la Bastille.

Nous aurons d'excellent vin
A six sous la pinte.
Le savetier, l'écrivain
Boiront sans contrainte.
Que vos transports sont joyeux
Jeunes Demoiselles.
Vous brillerez à nos yeux
Avec des dentelles.
De nos fermiers généraux
Grande est la tristesse
Voici la fin de nos maux
Chantons d'allégresse.

Selon les entrepreneurs maréchaux ferrants, il résulta de cette suppression des droits d'entrée une diminution du prix des denrées. « Tout diminue, disaient-ils, par la suppression des entrées... le pain et le vin sont à meilleur marché (9). » Les entrepreneurs charpentiers, aussi bien que les maréchaux ferrants, basèrent sur cette baisse de prix leur opposition à la demande d'augmentation de salaire de leurs ouvriers.

On a souvent prétendu que les ouvriers, au printemps de 1791, souffraient déjà de la baisse des assignats (10). Mais il faut tenir compte du fait que, jusqu'à la fin du mois de juin, il n'y eut pas d'assignats

(9) Réponse des maîtres maréchaux ferrants au mémoire des garçons maréchaux ferrants. Archives Nationales. A. D., XI, 65.

(10) Voir par exemple Germain Martin. *Les Associations ouvrières au dix-huitième siècle*, p. 208. « La misère règne dans toutes les manufactures, et les salaires sont d'autant plus bas que les denrées ont augmenté et que l'on paye en papier-monnaie déprécié. »

inférieurs à 50 livres. Certes, la loi du 13 mai 1791 décréta la fabrication de 100 millions de petits assignats, mais ils ne furent mis en circulation qu'après que la loi Le Chapelier eût mis fin au mouvement de revendication parmi les ouvriers de diverses professions. Au début de l'année 1791, l'ouvrier ne recevait pour prix de ses quelques journées de travail que 13 ou 14 livres, de sorte que l'entrepreneur était obligé de le payer en argent. Il est vrai, cependant que certaines catégories d'ouvriers, recevant leur salaire chaque mois, étaient payées en assignats. C'est ainsi que nous voyons les maréchaux ferrants (dont l'état n'était pas semblable à celui de la plupart des ouvriers, vu qu'ils étaient logés chez le maître) se plaindre d'être payés en assignats, et, par suite, de subir, « *toutes les fois qu'ils devaient les changer en argent (11)* » une perte considérable.

Il est à remarquer que les garçons maréchaux ferrants, tout en signalant l'augmentation du prix des denrées depuis 1764 disaient que leurs réclamations n'étaient pas nouvelles; ils ne se plaignaient point d'une récente hausse des denrées.

Il est vrai que les ouvriers étaient fort gênés par le manque de numéraire, mais il ne semble pas qu'ils aient subi, de ce fait, une diminution du prix de leur travail. Marat qui, dans sa haine de la municipalité de Paris, aimait à pousser au noir le tableau des conditions matérielles d'existence dans la ville, et sur-

(11) *Mémoire présenté par les garçons maréchaux ferrants à M. le Maire et à MM. les officiers municipaux.* Arch. Nat. A. D., XI, 65.

tout des conditions ouvrières, mentionne cette gêne, mais ne parle point d'une souffrance exceptionnelle du peuple. « Hier, raconte un de ses correspondants, je me trouvais dans la boutique du patriote Garin. Un ouvrier achète un pain et présente un coupon d'assignats (12) de 4 livres 19 sous. On fait dix boutiques pour le changer; enfin, on apporte de la petite monnaie parmi laquelle se trouvent plusieurs pièces fausses. Affligé de la peine à changer ses petits effets, l'infortuné s'écrie : « Comment pouvons-nous vivre dans un pays où nous sommes abandonnés par ceux qui devraient nous soutenir. » Puis il ajouta, dit le correspondant de l'*Ami du Peuple* : « Mais, doucement, ils prennent notre patience pour de la peur; nous sommes vingt mille ouvriers dans Paris, tous forts et vigoureux, qui mettrons fin un jour à toutes ces taquineries; nous ne nous laisserons plus endormir par les bourgeois comme nous avons fait jusqu'à présent (13). »

Une enquête sur la condition matérielle des ouvriers, au commencement de l'année 1791, démontre que leur sort n'était pas aussi malheureux alors qu'en 1789 ou même qu'en 1790, M. Charavay constate qu'il avait plus de « citoyens actifs » en 1791 qu'en 1790 (14). Même, en 1790, on trouve des exemples de dons patriotiques offerts par des ouvriers. Le 19 août, les ouvriers tailleurs de pierres envoyèrent 100 livres

(12) Les billets de crédit couraient souvent sous le nom d'assignats.

(13) Marat. *Ami du Peuple*, numéro du 25 mars 1791, p. 8.

(14) E. Charavay. *Assemblée électorale de Paris*, 18 novembre 1790-15 juin 1791, p. IX.

pour les soldats partis aux frontières, avec promesse de verser paruille somme chaque mois (15). Ces dons montrent que les ouvriers ne se trouvaient plus menacés de mourir de faim.

Il est très intéressant de constater que, pendant les premiers mois de la Révolution, alors que les ouvriers vivaient dans un état de dénuement — résultat d'une mauvaise récolte et du contre-coup des événements politiques — il n'y avait point parmi eux d'organisations en vue d'améliorer leur sort commun. Le seul mouvement ouvrier de cette période revêtit le caractère d'une émeute désespérée. En 1790, alors que la vie économique de Paris était plus ou moins rétablie, se manifestent des revendications organisées, pour la plupart timides et naïves, mais plus hardies parmi les ouvriers des manufactures royales. En 1791, au moment où le sort de l'ouvrier s'améliorait et où l'on croyait que la France entraît dans une époque de prospérité, s'élevèrent toute une série de revendications, sérieuses, bien organisées, où l'idée même de la coopération de tous les ouvriers ne manquait pas.

Les ouvriers de 1791 commençaient à croire possible une organisation sociale dans laquelle l'ouvrier pourrait gagner suffisamment sa vie en travaillant dix ou douze heures par jour, au lieu de treize ou quatorze pour un salaire intime. Ceux qui nourrissaient ces espérances n'étaient pas des êtres complètement écrasés par le malheur et par la privation; c'étaient

(15) Archives nationales. C. 75. N° 747. Cité par Germain Martin. *Op. cit.*, p. 207.

des gens qui avaient déjà joui de conditions améliorées par la baisse des denrées et qui, dès ce moment, entrevoyaient les moyens d'élever encore, par leurs propres efforts, le niveau de leur existence.

CHAPITRE II

Il y avait, au commencement de l'année 1791, une demande considérable de main-d'œuvre à Paris, fait qui, en soi-même, prouve l'état de prospérité de la capitale. Cependant, comme nous savons qu'en 1791 il y avait plus de 15.000 ouvriers (1) qui travaillaient dans les ateliers de charité, cette déclaration, à première vue, peut paraître paradoxale. Mais il faut se rendre compte du fait que Paris, au commencement de la Révolution, avait été envahi par une foule d'ouvriers venus de province, et qu'un très grand nombre de ceux qui travaillaient dans les ateliers de charité ne faisaient pas partie de la classe ouvrière de Paris. On constate que, chez les ouvriers qualifiés, domiciliés à Paris depuis des années, il n'y avait pas de chômage.

Cette demande de main-d'œuvre est prouvée par les affirmations des patrons eux-mêmes. Les maréchaux ferrants se plaignaient que leurs ouvriers tâchaient « de leur faire la loi » dès que le besoin de main-d'œuvre se faisait sentir (2). Les entrepreneurs charpentiers reprochaient aux travailleurs d'avoir

(1) Lettre du département des travaux publics à la Municipalité, juin 1790, publiée par Tuetey. *L'Assistance publique à Paris pendant la Révolution française*, tome 2, p. 137.

(2) Voir dessous, p. 152-153.

profité, pour présenter leurs revendications, d'un moment d'activité dans l'industrie du bâtiment.

Il est hors de doute que les ouvriers de Paris saisirent le moment propice pour faire valoir leurs demandes; leur sentiment d'avoir le droit de participer à la prospérité du pays, joint à la conscience de leur force qui leur permettait d'exiger une part de cette prospérité, furent les sources du mouvement ouvrier du début de l'année 1791. Même quelques membres de la Constituante se rendirent compte que le mouvement était, sans aucun doute, un résultat de l'activité générale. Par exemple, dans le discours que le duc de La Rochefoucauld prononça le 16 juin, deux jours après le vote de la loi Le Chapelier, nous trouvons ce passage qui présente un intérêt frappant : « Le commerce reprend une grande vigueur, les ateliers de toute espèce sont dans une activité depuis longtemps oubliée; les maîtres ouvriers, nommément ceux de la capitale, se plaignent de ne pouvoir trouver des compagnons et répondre aux ouvrages qui leur sont commandés.

« L'espèce de coalition même de plusieurs ouvriers, qui s'entendent pour demander un grand haussement dans leurs salaires, semble prouver seule qu'il y a moins d'ouvriers que de moyens de travail (3). » Cette « espèce de coalition » dont parle le duc de La Rochefoucauld se rencontre parmi les ouvriers de différents métiers, notamment parmi les charpentiers, les maréchaux ferrants et les typographes.

(3) Archives parlementaires. Première série (Paris, 1884), t. 27, p. 265.

Le 22 avril 1791, la municipalité fit faire un rapport sur les « coalitions pratiquées par les compagnons charpentiers et imprimeurs pour faire augmenter leurs journées et empêcher les autres compagnons de travailler à d'autres prix et contre leur gré » (4). Le rapport, rédigé par M. Maugis, n'a pas été conservé. A l'aide du journal du « Club typographique ou philanthropique » et d'un document conservé au British Museum, à Londres, nous pouvons reconstituer en partie l'histoire de la coalition des imprimeurs. Nous lisons dans le document coté R. 379 au British Museum, qu'il existait en 1790 une « Assemblée typographique », composée de certains philanthropes et hommes de lettres, d'une part, et d'ouvriers imprimeurs d'autre part. En juin 1790, cette Assemblée rédigea un « Règlement général pour le corps typographique » (5), que « l'Assemblée générale des représentants des ouvriers » discuta et adopta. D'après ce règlement, chaque imprimerie associée et composée de plus de vingt ouvriers devait nommer deux représentants, « choisis sur la totalité des ouvriers ». Par ces représentants, les imprimeries devaient faire connaître leurs vœux « sur les affaires qui seraient traitées à l'Assemblée. Les ouvriers de chaque imprimerie de-

(4) Sigismund Lacroix. *Actes de la Commune de Paris*, deuxième série, tome 3, p. 700.

(5) *Règlement général pour le corps typographique, fait et arrêté par l'Assemblée typographique pour l'organisation du corps des ouvriers imprimeurs en lettres de Paris, ce 27 juin 1790. (Signé: Béguin, président, etc.) Discuté et adopté par l'Assemblée générale des Représentants des ouvriers imprimeurs en lettres de Paris, ce 27 juin 1790. (Signé: Miot, président, etc.)* British Museum. R. 379.

vaient payer une cotisation à la bourse commune, et, de plus, tenir exactement la main à l'exécution du Règlement des Apprentis, ainsi qu'au Règlement général de l'Assemblée.

Chaque ouvrier imprimeur désirant entrer dans le corps typographique devait payer la somme de douze livres, « en un ou plusieurs paiements », et devait être « sain de corps et d'esprit et de bonnes mœurs ». Après avoir versé cette somme, il avait le droit d'assistance en cas de maladie, recevant 15 livres par semaine aussi longtemps que la maladie durait, jusqu'à la limite de trois mois. Le corps typographique versait en outre des pensions aux associés devenus trop âgés pour travailler.

Il était défendu aux ouvriers associés de faire la grève sans y avoir été autorisés par l'Assemblée. L'article 5 du règlement prévient que : « Chaque imprimerie veillera à ce qu'il ne soit fait aucun tort aux Bourgeois; en conséquence, lorsqu'un ouvrier associé emportera du salé ou commettra quelque malversation, elle le fera dénoncer à l'Assemblée (5 bis).

En 1791, l'Assemblée se désignait sous le nom de « Club Typographique ou Philanthropique »; malgré ce changement de nom, le président, M. Béguin, était toujours le même. Durant la séance du 17 avril 1791, le président du Club fit lecture d'une lettre qui avait été envoyée au commissaire de la section des Thermes-de-Julien par un des administrateurs du département de la police. Voici la lettre (6) :

(5 bis) Cette phrase paraît quelque peu obscure. Pourquoi du salé et pas du pain ou du vin? Serait-ce parce que les ouvriers mangeaient très rarement de la viande?

« Monsieur,

« Je suis instruit qu'il se tient, rue de la Huchette, une assemblée d'imprimeurs, laquelle tient un comite les mardis et vendredis, que les membres de ce comité vont dans les imprimeries forcer les ouvriers à quitter l'ouvrage s'ils travaillent à un moindre prix que celui qu'ils ont fixé. »

La lecture faite, M. Béguin s'écria : « Quelle fausseté ! Ce n'est pas ainsi que l'on trompera impunément, sous un siècle de liberté et l'empire des lois, un de leurs premiers organes. » Le compte rendu de la séance, publié dans le journal du « Club Typographique », nous dit que cette lettre consterna les membres de la Société.

Le président les rassura en disant qu'il ne lui avait pas été difficile de détromper les administrateurs du département de la police. Il leur avait dit que le Club n'était qu'un rassemblement d'hommes bienfaisants et patriotes. Le commissaire de la section des Thermes-de-Julien, qui lisait le journal de la Société, avait été « outré d'une dénonciation aussi calomnieuse contre un club qui n'exerçait que la philanthropie et ne s'occupait qu'à vider les différends qui survenaient entre les ouvriers et les propriétaires d'imprimeries ».

M. Béguin, pour montrer que la Société avait un caractère tout à fait anodin, cita les noms de quelques-uns de ses membres. Parmi ses affiliés se trouvaient des littérateurs bourgeois, tels que M. Perlet, l'éditeur

(6) S. Lacroix. *Actes de la Commune*, 2^e série, tome 3, p. 710.

d'un journal important, le *Journal de Perlet*, et M. Couret, l'éditeur de divers journaux à Orléans, et du *Journal des Sections de Paris*. Le président accusa les propriétaires d'imprimerie de tenir des assemblées secrètes, de se concerter afin de réprimer ce qu'ils appelaient « l'insolence » des ouvriers. Mais, dans les assemblées de la Société de typographes, dont les séances étaient publiques d'ailleurs, il ne s'agissait que du soulagement des malheureux. Si les propriétaires étaient humains et amis de la Révolution, dit M. Béguin, ils auraient dû, eux aussi, s'occuper de ces choses-là. Il terminait en disant que les typographes devaient beaucoup de reconnaissance au commissaire de la section, qui avait éclairé l'administration de la police sur les véritables buts de la Société lorsqu'il était question de fermer les portes du club.

Le numéro suivant du même journal fait allusion au « Règlement général » que nous avons déjà examiné. Le 7 janvier, lisons-nous (7), une certaine « assemblée encyclopédique » le dénonça à la municipalité qui nomma un comité pour l'examiner. « Ce règlement, dit M. Béguin, ayant été fait dans un temps où l'esprit public n'avait pas encore fait des progrès, il n'est pas étonnant qu'il renferme quelque vice. » Or, un autre règlement avait été rédigé, qui devait être présenté à la municipalité. Il n'y était plus question de la grève des typographes, et il est évident que les craintes de la police au sujet du club avaient été apaisées.

(7) S. Lacroix. *Actes de la Commune*, 2^e série, t. 3, p. 711.

Pourtant M. Béguin ne nie point qu'il y ait eu quelque agitation parmi les ouvriers imprimeurs. Comme nous l'avons vu, il accuse les propriétaires de tenir des assemblées secrètes en vue de réprimer ce qu'ils appelaient « l'insolence » de leurs ouvriers. Il est possible que l'assemblée ouvrière que l'on dénonçait parce qu'elle avait fixé un salaire minimum pour les typographes ait été « l'Assemblée générale des représentants des Ouvriers ». Cependant, la lecture des articles du « Règlement général » du Club présidé par M. Béguin indique nettement que celui-ci a parfaitement raison lorsqu'il déclare que la société « n'exerçait que la philanthropie » et s'occupait en outre de « vider les différends entre les ouvriers et les propriétaires des imprimeries ». Il est à remarquer que l'Assemblée ouvrière que l'on dénonçait tenait un comité les mardis et vendredis, tandis que le Club Typographique tenait ses séances les dimanches. aussi est-il certain que les deux associations ne sont pas identiques. D'autre part, il est évident que celui-ci avait rendu service aux ouvriers en leur donnant une espèce d'organisation. Une fois que « l'Assemblée générale des Représentants des Ouvriers » avait été formée, il lui était facile de tenir des séances séparées, où l'on ne s'occupait plus de philanthropie, mais des intérêts ouvriers. L'auteur de la lettre dénonciatrice voulait faire supprimer non seulement l'association ouvrière, mais aussi le club philanthropique qui avait aidé les ouvriers à s'organiser. Il est clair, du reste, que les membres de ce dernier sympathisaient plutôt avec les ouvriers qu'avec les propriétaires des imprimeries.

Tandis que nous ne pouvons reconstituer qu'incomplètement l'histoire de la coalition des ouvriers typographes, nous sommes bien documentés sur le mouvement parmi les charpentiers.

Au commencement de l'année 1791, les ouvriers charpentiers demandèrent à la municipalité qu'il leur fût permis de s'assembler dans la salle de l'archevêché, et la permission leur fut accordée (8). Dans leurs réunions, ils prirent la décision de profiter de la demande de main-d'œuvre et de la prospérité générale des affaires pour exiger une augmentation du prix de leurs travaux. Au mois d'avril, les charpentiers invitèrent les entrepreneurs à collaborer avec eux pour établir une réglementation des salaires. Les ouvriers ont-ils été influencés par la réussite des revendications des artisans employés aux Gobelins et à la Savonnerie? Ils ne le disent pas, mais l'hypothèse ne serait peut-être pas trop hasardeuse. Les entrepreneurs refusèrent d'aller à la réunion des ouvriers, parce que, dirent-ils, ils la regardaient comme illégale (9).

Les ouvriers attendirent pendant quatre jours, du 14 au 18 avril, dans l'espoir que les entrepreneurs se décideraient à venir pour concourir à la formation des règlements. Pendant ce temps, quelques-uns d'entre eux trouvèrent du travail qu'ils entreprirent

(8) Voir le précis des ouvriers en l'art de la charpente de la ville de Paris, présenté à l'Assemblée Nationale, le 26 mai 1791. Bib. Nat., 4^o F³, 35347. Les salles de l'Archevêché étaient sous le contrôle de la Municipalité en 1791.

(9) Précis présenté à l'Assemblée Nationale par les entrepreneurs de charpente de la ville de Paris, le 22 mai 1791. Imprimerie Millet, s. d. in-4°. Bib. Nat., 4^o F³ 35345.

pour leur propre compte. Ces nouveaux entrepreneurs offrirent un minimum de 50 sous par jour aux ouvriers qu'ils occuperaient. Tous les ouvriers tombèrent d'accord pour accepter ce prix comme base de leurs règlements. Ils établirent des règlements en huit articles qui furent approuvés par tous les nouveaux entrepreneurs, et par « la plus grande partie des anciens » (10), selon la déclaration des charpentiers. Ensuite, ils voulurent les faire approuver par tous les intéressés et savoir « si ces règlements pouvaient s'effectuer sans faire tort aux propriétaires », et en laissant aux entrepreneurs un gain légitime et honnête (11). Dans ce but, les ouvriers se présentèrent au maire, le priant de se rendre médiateur dans l'affaire et d'inviter les ci-devant maîtres « à se réunir aux ouvriers pour concourir à la fixation du prix des journées ». Mais, nous l'avons déjà vu, la municipalité était effrayée par les coalitions ouvrières, et le maire répondit qu'en vertu même de l'idée de liberté, il était impossible d'imposer aux patrons une décision quelconque. De plus, le 22 avril, le corps municipal arrêta que « les administrateurs du département de la police », conjointement avec deux membres de la municipalité, rédigeraient un avis aux ouvriers « pour les rappeler aux principes et leur faire connaître l'inconséquence de leurs demandes » (12). Cet avis, signé

(10) Précis des ouvriers en l'art de la charpente de la ville de Paris. Bib. Nat. 4^o F³ 35347.

(11) Précis des ouvriers en l'art de la charpente de la ville de Paris. Bib. Nat. 4^o F³ 35347.

(12) *Actes de la Commune de Paris*, tome 3, deuxième série, p. 700.

par Bailly, maire de Paris, et par son secrétaire Dejoly, fut publié le 26 avril (13). Le ton modéré de l'affiche et la permission, accordée tout d'abord aux ouvriers, de s'assembler dans la salle de l'archevêché donnèrent lieu plus tard à des protestations de la part des entrepreneurs, qui se plaignirent de « la faiblesse » de la municipalité.

Le corps municipal déclarait que personne ne pouvait ignorer « que la classe estimable et laborieuse des ouvriers avait toujours donné les preuves les moins équivoques de son attachement à la constitution et de son obéissance à la loi ». Pourtant, on accusait les ouvriers d'avoir employé les menaces et la violence pour faire quitter leur travail à ceux qui ne voulaient pas se soumettre à leurs règlements.

Les rédacteurs prétendaient que l'objet de l'affiche était d'éclairer « ceux que l'erreur ou des insinuations avaient pu porter à ces démarches licencieuses et condamnables », et de faire connaître les « principes de l'éternelle Raison, qui sont ceux de la Loi ». Il est évident que la municipalité voulait à tout prix faire admettre que les coalitions étaient illégales. Si les ouvriers commettaient des voies de fait, ils pouvaient être condamnés par la loi, mais existait-il des lois contre les coalitions ouvrières? Non point. Les décrets contre les associations de compagnonnage avaient été abrogés du fait de l'abolition des corporations (14),

(13) Extrait de registre des délibérations du corps municipal du mardi 26 avril 1791. Bib. Nat. L/40, b/1.

(14) Lorsque nous traiterons, plus tard, de la loi Le Chapelier, nous aurons à examiner la question suivante : — Pourquoi l'Assemblée nationale, en supprimant les corporations,

Dès qu'on voulut s'appuyer sur la loi, on se trouva embarrassé, parce qu'il n'existait plus de lois contre les associations ouvrières (15).

Toutefois, les rédacteurs de l'affiche du 26 avril 1791 s'obstinaient à dire que les coalitions ouvrières constituaient une « violation de la loi, l'anéantissement de l'ordre public, une atteinte portée à l'intérêt général ». En fin de compte, la municipalité adopta le moyen qui consistait à assimiler les associations ouvrières aux jurandes et aux maîtrises, et, de cette façon, les fit paraître illégales. « La loi a anéanti les corporations qui entretenaient le monopole..., pourrait-elle autoriser des coalitions qui, en les remplaçant, établiraient un autre genre de monopole » ? Enfin, satisfait d'avoir trouvé une loi qui pouvait, au besoin, impliquer l'interdiction des associations ouvrières, le corps municipal déclara que « ceux qui entreraient dans ces coalitions, qui les exciteraient ou les fomenteraient, seraient donc évidemment des réfractaires à la loi, des ennemis de la liberté, punissables comme perturbateurs du repos et de l'ordre public ».

n'a-t-elle pas suivi l'exemple de Turgot qui, dans l'édit de 1776 qui abolit les jurandes et les maîtrises, fit défense « à tous maîtres, compagnons, ouvriers et apprentis des dits corps et communautés de former aucune association ou assemblée entre eux, sous quelque prétexte que ce puisse être » (article 14).

(15) Le décret du 21 août 1790 avait reconnu à tous les Français la faculté de se réunir et de se concerter. « L'Assemblée nationale, après avoir entendu son Comité des rapports, déclare que les citoyens ont le droit de s'assembler paisiblement et de former entre eux des sociétés libres, à la charge d'observer les lois qui régissent tous les citoyens. » Cité par Paul Louis. *Histoire du Mouvement syndical en France, 1789-1906*. Paris, Félix Alcan, 1907, p. 39.

Ceux qui rédigèrent l'affiche ne se bornèrent pas à dire que les coalitions étaient illégales. Ils essayèrent de prouver que les associations ouvrières nuiraient à la longue aux intérêts ouvriers. « Tous les citoyens, dirent-ils, sont égaux en droits, mais ils ne le sont point en facultés, en talents et en moyens. » Il était donc « impossible qu'ils se flattassent de faire tous les mêmes gains ». « Une coalition d'ouvriers pour porter le salaire de leurs journées à un prix uniforme et forcer ceux du même état à se soumettre à cette fixation serait donc évidemment contraire à leurs véritables intérêts. »

Il semble que la municipalité n'ait pas vu les articles rédigés par les ouvriers, dans lesquels ils disaient que *le plus bas prix* de la journée de travail serait désormais 50 sous. Leur but à eux était seulement d'établir un salaire minimum. Ils ne voulaient pas empêcher les ouvriers qui étaient plus forts ou plus habiles que les autres de gagner plus de 50 sous par jour.

Les salaires, dit le maire, ne devaient pas être abaissés sous le prétexte que les denrées de première nécessité seraient moins chères à la suite de l'abolition des droits d'entrée : « Ce serait renouveler l'ancien état de choses et tromper le Vœu de la Nation, en faisant tourner l'avantage de la loi au bénéfice seul des riches. » D'autre part, dit-il, il serait injuste que les ouvriers saisissent l'occasion pour forcer les entrepreneurs « à augmenter encore le prix de leurs journées ».

L'affiche du 26 avril proclame que la liberté du travail établirait une situation favorable aux intérêts ouvriers aussi bien qu'aux intérêts patronaux et déclare que « chaque ouvrier, lorsqu'il se présentait à un propriétaire ou à un entrepreneur pour lui offrir son travail, devait être parfaitement libre de lui demander le salaire qu'il croyait pouvoir gagner ». Sous l'ancien régime, dit-il, « l'autorité, toujours appesantie sur la classe des infortunés, fixait arbitrairement le prix du travail de chaque individu ».

Nous retrouverons dans les écrits des entrepreneurs cette même idée que les ouvriers étaient libres d'exiger un prix suffisant pour leur travail, et qu'ils n'avaient donc pas besoin de recourir aux coalitions.

Les rédacteurs de l'avis terminèrent en faisant appel au patriotisme des ouvriers; on les invita à « ne pas démentir les preuves qu'ils en avaient données jusqu'à présent ». Bref, on espéra que l'avis serait suffisant pour faire cesser les coalitions ouvrières.

Il est probable que les charpentiers n'ignoraient pas que leur association n'était point illégale, puisqu'ils continuèrent à se réunir dans la salle de l'archevêché.

CHAPITRE III

Le jour même où la municipalité publia « l'avis aux ouvriers », Bailly adressa une lettre à de Gouvion, major général de la garde nationale (1). Voici cette lettre :

« Il y a dans les salles de l'archevêché, Monsieur, une assemblée de charpentiers qui nous inquiète, et surtout demain, à la reprise des travaux (2). Je vous prie de donner des ordres pour que, si l'assemblée a lieu demain, on surveille alentour, et mettez à l'ordre que l'on surveille particulièrement les ateliers des maîtres charpentiers, parce qu'on va quelquefois leur enlever leurs garçons de force et les empêcher de travailler afin qu'ils fassent comme les autres.

« Tous ces actes de violence sont des désordres dangereux et qui seraient bientôt imités par les ouvriers des autres ateliers, s'ils n'étaient pas réprimés. »

La réponse de M. de Gouvion est intéressante en ce qu'elle démontre que la garde nationale n'avait pas eu connaissance des actes de violences dont les ouvriers étaient accusés par la municipalité et par les entrepreneurs. « J'ai l'honneur d'observer, dit-il, que, si

(1) Bib. Nat. Manusc. reg. 11697, fol. 146, publiée dans *Les Actes de la Commune de Paris*, deuxième série, tome 4, p. 20.

(2) Le travail avait été suspendu durant les fêtes de Pâques, le 24 et 25 avril.

on recommande à l'ordre une surveillance particulière sur les ateliers des maîtres charpentiers, elle se réduira à rien, beaucoup de commandants de bataillon ignorent absolument dans quelle partie de l'arrondissement de leur bataillon ces ateliers sont situés. » Les charpentiers n'aient d'ailleurs avoir commis des actes de violence. Ils avaient seulement tenté, disaient-ils, par « toutes les voies que la prudence leur avait suggéré, et sans s'écarter des bornes prescrites par la loi », de convaincre les entrepreneurs de l'injustice qu'ils commettaient en refusant de se réunir avec les ouvriers pour régler la question des salaires. Quant aux accusations portées par les ci-devant maîtres, ils déclaraient qu'elles étaient « absolument dénuées de preuves et de fondements » (3). Il était évidemment de l'intérêt des entrepreneurs de faire croire à la municipalité et à l'Assemblée nationale que les coalitions ouvrières constituaient une menace pour l'ordre public, tandis que les nombreuses lettres au sujet des ouvriers des ateliers de charité, adressées par Bailly aux commandants de la garde nationale, et que nous reproduisons ailleurs, démontrent que le maire de Paris était facilement effaré par les moindres bruits de désordre. Les accusations des entrepreneurs exceptées, il n'existe aucune preuve que les charpentiers aient commis des actes de violence envers leurs camarades.

Le major général promet, néanmoins, de surveiller l'assemblée des charpentiers. Aucune bagarre ne se

(3) Mémoire des ouvriers en l'art de la charpente. Présenté à l'Assemblée Nationale, le 26 mai 1791. Bib. Nat. 40 F³, 35347.

produisit entre les soldats de la garde nationale et les ouvriers charpentiers. ni le 26 mai, ni durant les semaines suivantes.

Quatre jours plus tard, la municipalité recevait une députation des entrepreneurs charpentiers qui firent lecture « d'une pétition relative aux assemblées illégales et aux arrêtés inconstitutionnels ainsi qu'à la coalition des ouvriers ». Comme nous le savons, les entrepreneurs s'étaient déjà adressés au département de la police, et le résultat de cette démarche avait été l'avis aux ouvriers que nous venons d'examiner. Dans la pétition, les ci-devant maîtres semblaient reprocher à la municipalité d'avoir rédigé une affiche qui n'était pas suffisamment sévère, et se plaignaient que les ouvriers n'y avaient point fait attention. Comme le maire avait déjà essayé de prouver que les associations étaient illégales, les entrepreneurs se croyaient à même de dire carrément que l'assemblée avait été formée par les ouvriers « au mépris de toutes les lois » (4). Il va de soi qu'il ne fallait pas demander quelles étaient ces lois. Les entrepreneurs savaient bien que le but des charpentiers était de fixer un salaire minimum de 50 sous par jour. Ils ne prétendaient pas que ce but était de « porter le salaire de leur journée à des prix uniformes », comme on l'avait dit dans l'affiche publiée par la municipalité. Eux aussi, ils accusèrent les ouvriers d'avoir employé la violence pour « arracher de leur travail ceux des ouvriers qui travaillaient paisiblement ».

(4) Pétition présentée à la municipalité de Paris par les ci-devant maîtres charpentiers, le 30 mai 1791. Bib. Nat., 40 F³, 35345.

Un des principaux griefs des entrepreneurs était celui-ci : Les ouvriers avaient profité, pour présenter leurs revendications, d'un moment où il y avait beaucoup de travail. Les industries de la France étaient très prospères; cette industrie en particulier était florissante. **Les ci-devant maîtres** avaient à faire face à beaucoup de commandes. Les entrepreneurs se plaignaient, donc, que la situation de plusieurs d'entre eux

les forçait de faire le sacrifice imposé pour continuer les constructions dont ils étaient chargés, et de se mettre à la discrétion de l'assemblée des ouvriers. » Au point de vue des ci-devant maîtres, il était évidemment « temps de prendre des mesures efficaces ». Comme le maire, les entrepreneurs firent allusion à la baisse des prix des denrées qui devait être un des résultats de l'abolition des droits d'entrée. Ils dirent qu'ils allaient payer à l'Etat, sous forme d'impôt, une partie des bénéfices qu'ils tiraient de cette abolition, et qu'il était juste qu'ils jouissent du reste des bénéfices. Ils déclarèrent que les entrepreneurs qui avaient « pris des engagements aux prix courants » ne pouvaient pas supporter l'augmentation des salaires demandée par les charpentiers. « Une augmentation d'un tiers sur le prix de la main-d'œuvre de la charpente est donc impraticable. » Cette phrase est intéressante en ce qu'elle nous apprend que le prix minimum de la journée de travail avait dû être de 38 sous.

Les entrepreneurs admettaient que les ouvriers ne « devaient pas être des esclaves », mais, disaient-ils, lorsqu'ils annonçaient « une volonté nuisible à la so-

ciété et une prétention injuste, la loi et la force publique devaient être employées pour les faire rentrer dans leur devoir ».

Les ci-devant maîtres demandèrent donc à la municipalité : 1° d'arrêter « la suppression et la dissolution de l'assemblée des ouvriers-journaliers » ; 2° de déclarer « nuls et comme non-avenus tous arrêtés, délibérations, règlements, lois et condamnations que cette assemblée s'était permis de faire », et 3° de se faire « rapporter les registres desdites délibérations pour en faire l'examen ».

Pour défendre leur position, les entrepreneurs firent appel aux nouvelles idées de la liberté et se joignirent aux Physiocrates pour vanter les bienfaits que la concurrence allait rendre à la société. « Plus de coalition, disent-ils, ...et la concurrence fixera naturellement les intérêts mutuels. » Les entrepreneurs prétendaient que la concurrence jouerait de part et d'autre ; de leur côté, elle les obligerait à payer un prix suffisant sous peine de manquer de main-d'œuvre ; de l'autre côté, elle empêcherait les ouvriers de demander un prix trop élevé pour leur travail. La même idée avait déjà été exprimée par la Municipalité, qui disait que les salaires devaient être fixés « de gré à gré ». « S'il en était autrement, disait-on, il n'y aurait plus de justice, ni, par conséquent, de vraie liberté (5). » Mais si nous examinons de près cette idée de la liberté au point de vue du travailleur, nous trouvons qu'en fait, la libre concurrence entre les entrepreneurs pour avoir de la main-d'œuvre n'a ja-

(5) Extrait de registre des délibérations du corps municipal du mardi 26 avril 1791. Bib. Nat. L/40 b/1.

mais existé. Il y a toujours eu des conventions entre les entrepreneurs ou patrons pour fixer le taux des salaires. Adam Smith a très bien décrit ce qu'il appelle « la conspiration tacite » des patrons. « Il y a partout, dit-il, une conspiration tacite mais constante parmi les maîtres, pour que le prix actuel du travail ne monte pas... Les maîtres se concertent aussi quelquefois pour faire baisser le salaire du travail au-dessous de son prix actuel. Ce projet est conduit dans le plus grand silence et le plus grand secret, jusqu'au moment de l'exécution, et, si les ouvriers cèdent sans résistance, le public n'en parle point (6). »

De plus, les ouvriers ne pouvaient guère chômer pendant une semaine sans être menacés de mourir de faim. Les entrepreneurs, si l'intérêt de leurs affaires le demandait, pouvaient se passer de la main-d'œuvre pendant longtemps. « Un propriétaire, dit Adam Smith, un maître manufacturier, peuvent généralement vivre une année ou deux des fonds qui sont par devers eux sans employer un seul ouvrier. La plupart des ouvriers ne pourraient pas subsister une semaine, fort peu l'espace d'un mois, et presque aucun l'espace d'un an, sans travailler (7). » Faute d'organisation, les ouvriers étaient toujours obligés de se soumettre aux conditions posées par les entrepreneurs.

Le seul avantage que les ouvriers pouvaient espérer, à défaut d'organisation, c'était la pénurie de main-d'œuvre par rapport aux besoins des entrepre-

(6) Adam Smith, *La Richesse des Nations*. Traduction Blavet (1800), tome 1, p. 124-125.

(7) Adam Smith, *Op. cit.*, tome 1, p. 124.

neurs. Or, lorsque la lutte entre les ci-devant maîtres et les ci-devant compagnons éclata, une des premières démarches des autorités de la ville fut d'enlever, autant que possible, cet avantage aux charpentiers. La position des ouvriers étant quelque peu renforcée par le manque de main-d'œuvre, les autorités des sections écrivirent aux administrateurs des ateliers de charité, les priant « de n'admettre aux dits travaux aucuns ouvriers de la partie du bâtiment, et de renvoyer ceux qui pourraient y avoir été admis jusqu'à présent » (8).

Les charpentiers de 1791 ne manquaient pas de saisir ce qu'avait de faux la prétention des entrepreneurs qui disaient que la concurrence fixerait naturellement les intérêts mutuels. Ils se rendaient compte qu'un ouvrier seul n'était jamais en mesure d'obliger un entrepreneur à lui payer un salaire suffisant. Lorsqu'un ouvrier se présentait chez un entrepreneur il était obligé d'accepter le prix qu'on lui offrait, parce qu'il savait bien que le taux avait été fixé à l'avance par plusieurs patrons, et qu'un accord avait été conclu entre eux. Les charpentiers, dans la pétition qu'ils présentèrent à l'Assemblée Nationale, le 22 mai, tâchèrent de démontrer combien leur position était faible vis-à-vis des entrepreneurs; ils essayèrent aussi de faire voir que la concurrence pour attirer la main-d'œuvre n'existait pas entre les maîtres. « Les entrepreneurs, dirent-ils, s'assemblent journellement; ils se coalisent et ils s'entendent ensemble pour ne donner

(8) Extrait des délibérations du comité de la section du Temple, le 4 mai 1791. A. Tuetey. *L'Assistance publique à Paris pendant la Révolution française*, tome 2, p. 190.

aux ouvriers que le moins qu'ils pourront, de sorte qu'un ouvrier, en se présentant chez un entrepreneur, est obligé d'accepter le prix qu'il lui offre, puisqu'il est certain d'avance de ne pas avoir davantage chez un autre (9). »

Le corps municipal, après avoir pris connaissance de la pétition des entrepreneurs, répondit « qu'il prendrait incessamment cette affaire en grande considération », et chargea les administrateurs du Département de la police de faire un rapport au sujet des coalitions ouvrières, et de consulter le « conseil de département ». Il semble que le bruit d'une assemblée ouvrière était déjà parvenue au conseil, puisque, le même jour, l'arrêt suivant fut lu au corps municipal durant la séance (10).

« Le Directoire,

« Informé que des particuliers se permettent, sans aucune autorisation, de tenir des assemblées dans les salles, cloîtres, et autres lieux dépendant des maisons ci-devant ecclésiastiques;

« Obligé de prévenir des abus que l'on pourrait faire de ces objets qui sont confiés à sa surveillance et d'empêcher qu'il s'y commette des dégradations;

« Le procureur général syndic entendu;

« Arrête que la Municipalité sera tenue de faire incessamment fermer tous les lieux vacants dans lesdites maisons ci-devant ecclésiastiques... sauf à en permettre l'usage quand l'utilité publique l'exigera. »

(9) Mémoire présenté à l'Assemblée Nationale par les ouvriers en l'art de la charpente. Bib Nat. 4^o F³, 35347.

(10) *Actes de la Commune*, deuxième série, tome 4, p. 83.

Il était inexact, comme nous le savons, de dire que les assemblées des charpentiers avaient été tenues « sans aucune autorisation », puisque la Municipalité leur avait accordé la permission de se réunir dans la salle de l'archevêché, et ce ne fut que le 11 mai que les portes de cette salle furent fermées.

La Municipalité, de son côté, rédigea une nouvelle affiche, défendant aux ouvriers de se coaliser, qui fut publiée le mercredi 4 mai (11). Elle se plaignait que l'avis publié le 26 avril n'avait pas produit l'effet « qu'on avait le droit d'en attendre ». Elle se rendit au vœu des entrepreneurs et déclara « nuls, inconstitutionnels et non obligatoires » les arrêtés pris par des ouvriers de différentes professions pour fixer le prix des journées de travail, et pour s'interdire les uns aux autres de travailler à d'autres prix que ceux fixés par ces arrêtés.

Les mots « de différentes professions » semblent indiquer que des ouvriers autres que les charpentiers avaient formé des associations dans le but de fixer un salaire minimum. Comme nous l'avons vu, il est fort probable qu'il y eut une coalition parmi les ouvriers imprimeurs pour fixer un prix minimum de leur travail. Nous savons, de plus, qu'il y avait, parmi les chapeliers, une coalition dont nous aurons l'occasion de parler plus tard. Dans la pétition que les maréchaux de Paris présentèrent à l'Assemblée Nationale, le 7 juin 1791, ils signalèrent une

(11) Arrêté concernant les ouvriers. Par le maire et les officiers municipaux, du mercredi 4 mai 1791. Bib. Nat. L/40 b/1 (n° 38).

« coalition générale de 80.000 ouvriers dans la capitale » (12). Quoiqu'il soit fort probable que ce chiffre ait été exagéré, il est certain que les charpentiers ne furent pas les seuls ouvriers qui aient essayé d'améliorer leur sort en constituant des associations. Le corps municipal déclara ensuite que le prix du travail des ouvriers devait être fixé « de gré à gré entre eux et ceux qui les employaient ». « Les forces et les talents des individus, dit-il, étant nécessairement dissemblables, les ouvriers et ceux qui les employaient ne pouvaient être assujettis à aucune taxe ni contrainte. » Si les ouvriers employaient la violence pour empêcher le travail de ceux d'entre eux qui ne voulaient pas obéir aux arrêtés pris par les associations, la police devait se rendre sur les lieux où quelque désordre était commis, pour écrouer les agitateurs. Elle devait ensuite envoyer sans délai les procès-verbaux à l'accusateur public de l'arrondissement.

Dans les documents relatifs à la lutte entre les entrepreneurs et les charpentiers, il n'existe aucune indication laissant croire que la police fut jamais appelée à « se transporter, à la première réquisition, avec force suffisante » pour arrêter des ouvriers qui commettaient des actes de violence. Il semble qu'il n'y eut pas occasion de faire intervenir la police. Les charpentiers continuaient à s'assembler dans la salle de l'archevêché et à demander un salaire minimum de 50 sous par jour. Quant à leur conduite vis-à-vis de ceux de leurs camarades qui consentaient à accep-

(12) Pétition présentée à l'Assemblée Nationale par les maréchaux de Paris, le 7 juin 1791. Bib. Nat. 4^o F³. 35355.

ter un salaire au-dessous de ce prix, nous n'en savons rien. Il est probable qu'ils étaient peu nombreux. La fermeté des charpentiers, ainsi que leur tranquillité, rendirent difficile la position de la municipalité. A la moindre violence, ou au plus léger désordre commis par les ouvriers, la municipalité pouvait sur-le-champ faire écrouer les coupables, mais elle n'en eut pas l'occasion. Quant aux ouvriers qui se réunissaient dans la salle de l'archevêché, on pouvait les en chasser, mais on ne pouvait guère les arrêter ni les empêcher de s'assembler ailleurs.

CHAPITRE IV

Le 5 mai 1791, les charpentiers, de leur côté, présentèrent une pétition à la municipalité (1). Malheureusement, elle n'est pas reproduite dans le compte rendu de la séance. Prudhomme, dans le numéro du 7-11 mai des *Révolutions de Paris*, nous donne quelques renseignements à son sujet. « Les charpentiers, dit-il, montraient leur société comme une institution bienfaisante, dont le but est de se soulager mutuellement dans leurs infirmités et dans leur vieillesse (2). » Ils répondaient « pied à pied » aux objections faites par les ci-devant maîtres contre la coalition. Ils niaient avoir commis des actes de violence et persistaient à demander que la municipalité, « après s'être fait rapporter les mémoires des ci-devant maîtres », jugeât de la légitimité des revendications ouvrières.

Après avoir pris connaissance de la pétition, le maire, au nom du corps municipal, répondit que nulle autorité ne pouvait fixer les journées des ouvriers, ni contraindre les maîtres à augmenter leur salaire. Il les exhorta « à ne pas se coaliser pour empêcher leurs camarades de travailler à un taux au-dessous de celui qu'ils prétendaient fixer ». Ils devaient, dit-il,

(1) *Actes de la Commune de Paris*, deuxième série, t. 4, p. 139.

(2) *Les Révolutions de Paris*, n° 96, p. 251.

retourner à leurs travaux, et défendre légalement leurs intérêts vis-à-vis de ceux qui les employaient. Les ouvriers devaient « user de la liberté en ne pas troublant la paix ». En d'autres termes, liberté du travail, en ce qui concernait l'ouvrier, signifiait l'isolement obligatoire de l'ouvrier en face du patron, l'isolement du faible en face du fort.

Le jour même où les charpentiers présentaient leur pétition au maire, une députation des ouvriers du pont Louis-XVI (aujourd'hui le pont de la Concorde) s'adressait à la municipalité (2). Elle demandait, au nom des 500 hommes qui travaillaient au pont, une augmentation de salaire de 6 sous par jour. On les payait 30 sous par jour, salaire très faible, étant donné le prix des denrées. Le maire répondit « dans les termes et par les principes consignés dans l'arrêté » de la veille. Les salaires devaient être fixés, de gré à gré, entre les ouvriers et ceux qui les employaient, et les ouvriers du pont Louis-XVI seraient coupables s'ils persistaient dans leur coalition. Ils devaient retourner à leur ouvrage, rentrer dans l'ordre, et mériter ainsi l'appui de la municipalité (3). Pourtant, il est évident que la municipalité ne considérait pas qu'un salaire de 36 sous par jour était exagéré parce que, deux jours plus tard, elle augmenta ses propres carriés, qui devaient désormais recevoir 38 sous par jour, tandis que le salaire des maçons fut porté de 28 sous à 32 sous par jour. Cette augmentation de

(2 bis) *Actes de la Commune de Paris*, deuxième série, t. 4, p. 136.

(3) *Actes de la Commune de Paris*, deuxième série, t. 4, p. 137.

salaire fut le résultat de la pétition des ouvriers des carrières que nous avons déjà examinée (p. 84-85).

Malgré les affiches publiées par la municipalité, la coalition entre les ouvriers charpentiers continuait. Le 7 mai, nouvelle députation des entrepreneurs. Ils se plaignirent une fois de plus de l'assemblée qui se tenait à l'archevêché, et qui « leur imposait des conditions auxquelles ils ne se croyaient point obligés de se soumettre » (4). La municipalité répondit en rendant compte de ce qu'elle avait fait pour dissoudre la coalition, et invita les entrepreneurs « à se reposer sur la sagesse du Corps municipal ». Le lendemain, dans le journal de la municipalité de Paris, parut la notice suivante au sujet des associations ouvrières :

« Il règne toujours une grande fermentation parmi les ouvriers, pour exiger une augmentation de prix sur les journées; les charpentiers, notamment, se sont coalisés, et parcourent les chantiers pour faire abandonner les travaux à ceux qui y restent attachés. Le Corps municipal a arrêté que ces perturbateurs de la tranquillité seraient arrêtés et poursuivis par l'accusateur public (5). »

Cette brève notice est tendancieuse. Elle donne l'impression que la grève parmi les charpentiers était complète, tandis que, nous le savons, il y avait beaucoup de charpentiers qui travaillaient à 50 sous par jour. Quelques-uns étaient employés par les nouveaux

(4) *Actes de la Commune de Paris*, deuxième série, t. 4, p. 169.

(5) *Actes de la Commune de Paris*, deuxième série, t. 4, p. 130.

entrepreneurs dont nous avons parlé, et d'autres par des ci-devant maîtres qui avaient accordé l'augmentation de salaire demandée par les ouvriers.

Les entrepreneurs étaient loin de « se reposer sur la sagesse » du Corps municipal. Ils s'adressèrent au « directoire du département » (6) et, le 11 mai, renouvelèrent leur plainte à la municipalité contre « la coalition continuelle de leurs garçons charpentiers » (7). Le maire répondit que des mesures avaient été prises, qui seraient mises à exécution le lendemain. Quelles étaient ces mesures? La lettre adressée, le 11 mai, par Bailly à de Gouvion nous éclaire à ce sujet. Nous y lisons que la municipalité, conformément à l'arrêté du département du 30 avril, s'était décidée enfin à fermer les portes de la salle de l'archevêché. Pourtant, dix jours s'étaient déjà écoulés depuis la publication de l'arrêté du département. Pourquoi la municipalité avait-elle différé sa décision pendant tout ce temps? C'était évidemment parce qu'elle avait elle-même accordé la permission aux charpentiers de se réunir dans la salle. Elle avait espéré que les deux affiches publiées par elle suffiraient à faire cesser les réunions à l'archevêché, sans qu'elle eût à révoquer la permission qu'elle avait accordée aux ouvriers. Dès qu'elle eut constaté que ses affiches restaient inutiles et que la coalition des charpentiers continuait, elle se décida à appliquer la me-

(6) Précis présenté à l'Assemblée Nationale par les entrepreneurs en l'art de la charpente, le 22 mai 1791. Bib. Nat. 40 F3, 35346.

(7) *Actes de la Commune de Paris*, deuxième série, t. 4, p. 221.

sure prise par le département.

Voici la lettre adressée au major général de la garde nationale :

« Je vous prévien, monsieur, que, conformément
« à un arrêté du département qui défend toute assem-
« blée **dans les bâtiments nationaux** qui n'ont pas été
« loués par les sociétés qui les occupent, M. Tiron a
« été chargé de fermer ce matin les portes de la salle
« de l'archevêché, où s'assemblent les garçons char-
« pentiers, et celle (*sic*) des Cordeliers (8).

« J'en ai déjà prévenu M. de la Chesnaye, mais je
« vous prie de donner des ordres pour faire assurer
« l'exécution de cet arrêté. Vous jugez, monsieur, que,
« surtout aux Cordeliers, la surveillance sera néces-
« saire ce soir, et peut-être les jours suivants, à l'heure
« des assemblées. Je m'en rapporte entièrement à
« votre prudence pour prendre toutes les précautions
« pourque l'ordre public ne soit point troublé (9). »

Il est évident que le maire se rendait compte que les affiches publiées par la municipalité ne suffiraient point pour faire se dissoudre les coalitions. Comme il n'avait pas le droit d'arrêter de paisibles ouvriers qui se réunissaient journellement, il ne trouva rien de mieux que de fermer les portes de la salle où les charpentiers avaient l'habitude de s'assembler.

Il faut remarquer encore une fois le calme observé par les charpentiers vis-à-vis des soldats de la garde nationale. Les ouvriers se dispersent sans qu'aucun

(8) La Société des Amis des Droits de l'homme et du citoyen, dite le Club des Cordeliers.

(9) Copie. Manusc. Bib. Nat., reg. 11697, fol. 254, et Lacroix, *Actes de la Commune*, 2^e série, t. 4, p. 221.

désordre se produise, mais leur tranquillité ne veut point dire qu'ils renoncent au droit de s'assembler. La salle de l'archevêché leur est fermée, mais ils se réuniront ailleurs.

Comme nous l'avons vu, les entrepreneurs s'étaient adressés au « directoire du département ». Le directoire envoya, le 16 mai, un arrêté « relatif à plusieurs coalitions d'ouvriers pour forcer les maîtres à augmenter leurs salaires » (10). Il paraît bizarre que le département n'eût aucune connaissance des affiches publiées par la municipalité, le 26 avril et le 4 mai. D'après ce que dirent les ci-devant maîtres dans la pétition qu'ils présentèrent à l'Assemblée Nationale, le 22 mai, le directoire aurait envoyé, le 13 mai, au Corps municipal, un arrêté que le maire devait faire publier. Mais, comme cet arrêté « ne prescrivait rien de plus que celui de la Municipalité, elle a consulté le Directoire avant de le publier ». « Il paraît, continuent les entrepreneurs, que le Directoire et la Municipalité ont pensé qu'une troisième publication ne ferait pas plus d'effet que les deux autres (11). » Les entrepreneurs semblent avoir été assez mal renseignés sur les décisions prises par le conseil du département concernant les coalitions ouvrières.

Le Corps municipal, après avoir pris connaissance de l'arrêté du directoire, ordonna au procureur de la commune de faire connaître au département les mesures prises contre les coalitions ouvrières, « mesures

(10) *Actes de la Commune de Paris*, deuxième série, t. 4, p. 264.

(11) Précis présenté à l'Assemblée Nationale par les entrepreneurs de charpente, le 22 mai 1791. Bib. Nat. 4^o F³, 35346.

qui, disait le maire, remplissaient parfaitement les intentions du Directoire ». De plus, des commissaires de la Municipalité furent chargés « de se concerter avec le Directoire du département sur les moyens qu'il pourrait y avoir à prendre pour faire cesser des coalitions également dangereuses et contraires au bien public » (12). Cette consultation fait voir très nettement que le Corps municipal se rendait compte que toutes ses démarches avaient été infructueuses. Il avait fait son possible pour appuyer les efforts des patrons pour briser les coalitions; mais, tant qu'il n'y aurait pas de loi contre les assemblées professionnelles, le pouvoir lui ferait défaut pour réaliser les vœux des ci-devant maîtres.

Les commissaires nommés par la Municipalité pour conférer avec les autorités du département rédigèrent un rapport « sur les dangers que présentent les assemblées des ouvriers et principalement des garçons charpentiers » (13). Malheureusement, aucun compte rendu de ce rapport n'est donné dans le procès-verbal de la séance du 21 mai. Nous savons qu'il existait, à ce moment, une coalition des chapeliers, qui avaient réussi à faire augmenter le prix de leurs journées (14), et il est possible que le rapport, qui

(12) *Actes de la Commune de Paris*, deuxième série, t. 4, p. 318.

(13) *Actes de la Commune de Paris*, deuxième série, t. 4, p. 346.

(14) Nous lisons, dans le procès-verbal de la séance du 21 mai du Corps municipal (*Actes de la Commune de Paris*, deuxième série, t. 4, p. 336), que le sieur Caudron, qui avait entrepris de fournir des chapeaux aux soldats de la garde nationale à raison de trois livres dix sols la pièce, demanda la résiliation du contrat, parce que, dit-il, les ouvriers cha-

fut lu durant la séance du 21 mai, fit mention de cette nouvelle coalition. Après avoir pris connaissance du rapport, la Municipalité chargea les mêmes commissaires « de se rendre au Comité de Constitution, de lui exposer les faits et de prendre son avis sur les principes qui devaient diriger la conduite de l'administration ».

Nous ne savons rien de cette députation de la Municipalité au Comité de Constitution. On pourrait supposer qu'elle se rendit auprès du comité le 22 mai. Or, ce jour-là, les entrepreneurs présentèrent une pétition à l'Assemblée Nationale, dans laquelle ils réclamaient l'intervention du législateur contre les associations ouvrières.

De cette façon, l'Assemblée aurait eu à prendre connaissance, le même jour, de deux protestations distinctes contre les réunions professionnelles.

Dans leur « précis » (5) les entrepreneurs racontent comment fut formée l'association des ouvriers, comment ils furent invités, le 14 avril, à la réunion des ouvriers, et comment ils refusèrent l'invitation à une assemblée qu'ils regardaient comme illégale, quoique les ouvriers, dans leur invitation, se soient appuyés sur la permission donnée par la Municipa-

peliers avaient formé une coalition pour faire augmenter le prix de leur travail. De plus, dit-il, il devait payer les ouvriers en argent; or, il fallait faire des sacrifices pour en procurer, étant donné la baisse des assignats contre l'argent. La municipalité éleva le prix des chapeaux par dix sous la pièce.

(15) Précis présenté à l'Assemblée nationale par les entrepreneurs de charpente de la Ville de Paris, le 22 mai 1791. Bib. Nat. 4^o F³, 35346.

lité. Ils rapportent comment, le 18 avril, à cinq heures du matin, les charpentiers « s'étaient distribués dans tous les ateliers et chantiers de Paris » pour persuader leurs camarades d'abandonner leur travail. Puis, « réunis alors en corporation, disent les ci-devant maîtres, ils se sont érigés et constitués en assemblée délibérante, et ont, en conséquence, arrêté qu'aucun ouvrier ne pourrait être payé par les entrepreneurs moins de 2 livres 10 sous, et 3 livres 10 sous, par les propriétaires, sous la réserve de taxer à leur discrétion les salaires d'ouvriers d'une capacité supérieure ». Dans les trois mots « réunis en corporation » se trouve le germe de la loi Le Chapelier qui allait défendre aux citoyens « d'un même état et profession » de rétablir les corporations « sous quelque prétexte et sous quelque forme que ce soit ». Les entrepreneurs accusent les ouvriers d'avoir eu « la témérité d'inspecter les ateliers des entrepreneurs ou propriétaires, et d'arracher par menaces et mauvais traitements les ouvriers qui osaient travailler à des prix convenus individuellement de gré à gré entre eux et les propriétaires ou entrepreneurs ».

On se demande quel était le rôle joué par les propriétaires des maisons dont il est souvent question dans cette lutte entre les entrepreneurs et les charpentiers. Quoique les ouvriers aient demandé aux propriétaires un salaire minimum de 70 sous par jour, il n'y a aucune indication laissant croire que ceux-ci prirent le parti de ceux qui voulaient briser la coalition des ouvriers. Il est fort probable qu'ils restèrent neutres. La raison de cette indifférence se trouve,

peut-être, dans le fait que les intérêts des propriétaires différaient beaucoup de ceux des entrepreneurs. Il est bien évident que les entrepreneurs voulaient tirer le maximum de bénéfice de leurs affaires. Pour cela il fallait que le prix de revient fût aussi bas que possible. Il était évidemment de l'intérêt des entrepreneurs de refuser l'augmentation de salaire demandée par les charpentiers, et d'employer tous les moyens pour briser l'association dont l'objet était d'obliger les ci-devant maîtres à payer cette augmentation. D'autre part, il était très peu de l'intérêt des propriétaires de s'opposer violemment à cette augmentation, puisque leur bénéfice n'avait qu'un rapport très infime avec le travail des charpentiers. Mais si tous les locataires avaient formé une association dans le but de réduire le prix des loyers, il est probable que les propriétaires auraient fait des démarches aussi vigoureuses que celles faites par les entrepreneurs charpentiers.

Les entrepreneurs mentionnent ensuite les différentes démarches qu'ils avaient faites de concert avec la municipalité, et l'échec de leurs efforts. Ils prétendent présenter leur pétition pour démontrer « les dangers inséparables de l'assemblée corporative d'ouvriers qui tendraient à augmenter les salaires et qui en forceraient par la cessation des travaux » (*sic*). Selon l'avis des entrepreneurs, l'établissement des associations ouvrières serait fatal au commerce de la France. L'Assemblée Nationale, disent les entrepreneurs, avait fait de son mieux pour que le commerce du pays se développât, mais elle n'avait pas prévu

« qu'une corporation se formerait pour en détruire l'activité par des prétentions aussi injustes ». Les ci-devant maîtres déclarent qu'ils sont en droit d'attendre que l'Assemblée Nationale vote une loi pour empêcher « la formation de toute espèce de corporation nuisible au progrès du commerce et à sa liberté ».

Les charpentiers, de leur côté, ne manquèrent pas de défendre énergiquement leur association et d'adresser, à leur tour, une pétition à l'Assemblée Nationale (16). Une des principales bases de la défense de leur association se trouve dans le fait que les réunions des charpentiers n'étaient point illégales. La Municipalité n'avait pas réussi à faire accroire aux ouvriers que leurs associations étaient contraires aux lois. Ils déclarent que leurs assemblées sont « entièrement soumises aux lois » et rappellent aux députés la permission de se réunir qu'ils avaient obtenue de la Municipalité. Quant aux actes de violence dont on les accusait, ils étaient, affirment-ils, « absolument dénués de preuves et de fondements ».

Les charpentiers avouent qu'à la suite du refus des entrepreneurs de se réunir aux ouvriers pour fixer le prix de la journée de travail, ils avaient essayé de faire « sentir toute l'injustice du procédé » des ci-devant maîtres, « par toutes les voies que la prudence leur avait suggéré », mais, ajoutent-ils, « sans s'écarter des bornes prescrites par la loi ». Les charpen-

(16) Mémoire présenté par les ouvriers en art de la charpente de la Ville de Paris, le 26 mai 1791. Bib. Nat. 4^o F³, 35347.

tiers indiquent combien il était de l'intérêt des ci-devant maîtres d'exagérer le récit des actes de violence commis par les ouvriers, dans le but de les faire paraître ennemis de la société. « Les entrepreneurs, disent les charpentiers, se sont permis les plus affreuses calomnies contre les ouvriers, dans la coupable intention de les montrer comme ennemis du bien général. »

Ensuite, ils se défendent de l'intention que leur prêtaient les entrepreneurs de vouloir rétablir les corporations. Ils indiquent qu'un des principaux buts de leur association était de « se secourir mutuellement les uns les autres dans leurs infirmités et dans leur vieillesse ». Si l'on appelle cette espèce d'association une corporation, demandent les ouvriers, « comment nommera-t-on une société de bienfaisance? ». Les ci-devant compagnons démontrent comment, sous l'ancien régime, c'étaient les ci-devant maîtres qui étaient les privilégiés. Ils ne crurent pas nécessaire de mentionner ce que nous avons démontré, c'est-à-dire, qu'un compagnon du dix-huitième siècle n'avait aucun espoir de devenir maître, à moins que son père ne le fût, ou bien qu'il ne pût verser une somme d'argent considérable.

Dans un dernier écrit, publié le 2 juin, les ouvriers accusent les ci-devant maîtres d'être « encore attachés à ces lois dévorantes et arbitraires de jurande et de maîtrise, encore entêtés de ces privilèges révoltants (17) ». « Nous savons bien, disent-ils, que la corpo-

(17) Réfutation des ouvriers en l'art de la charpente à la réponse des entrepreneurs, le 2 juin 1791. Archives Nationales. A. D., XI, 65.

ration faisait notre malheur, nous ne nous permettrons jamais d'en composer une. »

Les ouvriers demandent aux députés de l'Assemblée Nationale ce qu'ils pensent des coalitions des entrepreneurs. Il était facile aux entrepreneurs de se coaliser pour fixer les salaires des ouvriers à un certain taux. Ils pouvaient se réunir sans attirer l'attention, étant très peu nombreux par rapport aux ouvriers et n'ayant pas besoin de demander une permission à la Municipalité. Il suffisait que cinq ou six des ci-devant maîtres se soient rencontrés autour d'une table pour que le taux des salaires fût fixé pour quelques mois.

« Les entrepreneurs, déclarent les charpentiers, s'assemblent journellement, ils se coalisent, et ils s'entendent ensemble, pour ne donner aux ouvriers que le moins qu'ils pourront, de sorte qu'un ouvrier, en se présentant chez un entrepreneur, est obligé d'accepter le prix qu'il lui offre, puisqu'il est certain d'avance de ne pas avoir davantage chez un autre. Ils le nieront, sans doute, mais les preuves en existent. »

De plus, les charpentiers accusent certains des entrepreneurs d'avoir convenu « de gré à gré avec plusieurs ouvriers individuellement, lesquels, après avoir travaillé pendant quinze jours, n'ont obtenu que ce que les entrepreneurs ont bien voulu leur donner ».

Les charpentiers signalent le fait que, sans organisation, ils ne pouvaient rien faire contre cette espèce de fraude. Ils démontrent combien leur situation était malheureuse, puisque leurs vies dépendaient absolu-

ment des entrepreneurs, tant que ceux-ci avaient le droit « de ne donner aux ouvriers que ce qu'ils voulaient ». Ils constatent que les fortunes rapides faites par maints entrepreneurs étaient la conséquence des bas salaires payés aux ouvriers, de sorte que ces fortunes avaient été faites « au dépens du talent et de la peine des dits ouvriers ».

L'idée que les gros profits des entrepreneurs avait été la conséquence des bas salaires des ouvriers se trouve au commencement même de la pétition des charpentiers. Ils se plaignent que l'invitation faite aux entrepreneurs de se rendre à la réunion dans la salle de l'archevêché ait été méprisée par ceux qui auraient dû respecter et chérir les ouvriers « parce que c'est d'eux qu'ils tiennent leur fortune ».

Selon eux, ce n'était qu'un petit nombre d'entrepreneurs qui refusaient de signer les réglementations faites par les charpentiers. Nous avons déjà signalé le fait que plusieurs d'entre ces derniers avaient entrepris de travailler pour leur propre compte. C'était ces nouveaux entrepreneurs qui avaient proposé de fixer un salaire minimum de 50 sous par jour. Les réglementations « en huit articles » qui furent faites par les ouvriers furent approuvées par ces nouveaux patrons et, selon les charpentiers, par « la plus grande partie des anciens ». Il est possible que le septième article de ces réglementations plût aux ci-devant maîtres. Dans cet article, les ouvriers s'engagent « à ne jamais profiter de ce qu'un maître aurait de l'ouvrage bien pressé pour le faire payer davantage que le prix convenu ». Il se peut, en effet, que ce que les ou-

ouvriers disaient fût vrai, et que leurs règlements eussent été reconnus « conformes à la justice par le plus grand nombre des ci-devant maîtres et de tous les nouveaux entrepreneurs ». Les charpentiers déclarèrent ensuite qu'ils avaient cru « devoir faire approuver les réglementations par tous les intéressés », puisqu'il était question de savoir si on pouvait les mettre à exécution « sans faire du tort aux propriétaires » et en laissant « un gain légitime et honnête aux entrepreneurs ». Or, c'était pour les faire approuver par ceux des ci-devant maîtres qui ne les avaient pas signés, que les charpentiers le présentèrent au maire en le priant « de vouloir bien se rendre médiateur dans cette affaire ».

Enfin, les charpentiers font appel aux Droits de l'Homme. Ils n'étaient pas assez mal renseignés pour croire que le droit d'association faisait partie de la Déclaration des droits de l'homme. D'autre part, ils faisaient appel à cette déclaration comme à l'expression de tout ce qu'il y avait de bon et de généreux dans la Révolution. Elle proclamait que l'homme devait jouir de la liberté; or, les charpentiers n'étaient point libres tant que leurs vies dépendaient absolument de la volonté des ci-devant maîtres. « L'Assemblée Nationale, disaient les charpentiers, en déclarant les droits de l'homme, a certainement prévu que cette déclaration servirait à quelque chose à la classe la plus indigente, qui a été si longtemps le jouet du despotisme des entrepreneurs. » Les ci-devant maîtres avaient déclaré que l'Assemblée Nationale devait détruire les associations ouvrières. Les

charpentiers disaient qu'ils étaient en droit, eux, d'attendre « de la sagesse de l'Assemblée Nationale qu'elle ne protégerait pas la coalition des entrepreneurs ». Enfin, les charpentiers accusaient ceux des entrepreneurs qui essayaient de briser leur association d'être des « ennemis jurés de la Constitution, puisqu'ils méconnaissaient les droits de l'homme, qu'ils étaient les plus zélés partisans de l'aristocratie la plus outrée et, par conséquent, ennemis du bien général ».

CHAPITRE V

Parmi ceux qui nous ont laissé quelques observations au sujet de la lutte entre les ouvriers charpentiers et les entrepreneurs, l'éditeur des *Révolutions de Paris* occupe une place importante (1). Il nous apprend que les charpentiers désignaient leur association par le nom de l' « Union fraternelle des Ouvriers en l'art de la charpente ». Il signale à ses lecteurs qu'un « différend s'était élevé entre les ouvriers charpentiers de la ville de Paris et les ci-devant maîtres de la même profession ». Le point de vue de Prudhomme est fort intéressant. C'était un élève de la nouvelle école de la liberté du commerce et du travail, un défenseur du principe de non-réglementation. « La manie réglementaire, dit-il, est la perte du commerce; laissez passer et laissez faire, ces quatre mots forment toute la théorie de sa prospérité (2). » Il va sans dire que ce partisan de la liberté du commerce et du travail condamnait nettement toute réglementation au sujet du prix du travail. Il désapprouvait d'autant plus le projet de règlement des charpentiers qu'il croyait (ayant lu, comme

(1) Prudhomme. *Les Révolutions de Paris*, tome 8, n° 96, du 7 au 14 mai 1791, p. 250-252.

(2) Prudhomme. *Les Révolutions de Paris*, tome 8, n° 92, du 9 au 16 avril 1791, p. 35.

tout le monde, l'affiche de la Municipalité) que les ouvriers voulaient fixer un prix uniforme de 50 sous par jour pour tous. D'autre part, il ne trouvait point que le salaire demandé par les charpentiers fût exagéré, étant donné le prix des denrées. « Les ouvriers charpentiers, dit-il, demandent que le prix de leurs journées ne puissent jamais être moindre de 2 livres 10 sous. Nous sommes loin de penser que ce prix soit trop cher, mais pourquoi vouloir le fixer pour tous ? Il est tel parmi eux qui ne serait pas assez payé à 3 livres, et tel autre qui le serait peut-être trop à quarante-cinq sous (3). » Il nous semble que sa pensée est assez confuse à cet endroit : D'une part, il déclare qu'il « faut que... le prix de la main-d'œuvre soit fixé de manière que l'ouvrier ait une existence assurée ». D'autre part, il dit que quelques ouvriers, plus faibles que les autres, seraient trop payés en recevant 45 sous par jour. salaire qui, dans les huit ou neuf premiers mois de la Révolution, avait été loin de satisfaire aux besoins élémentaires des ouvriers et de leurs familles, et qui devait devenir encore plus insuffisant lorsque la baisse des assignats eut entraîné une nouvelle hausse du prix des denrées.

Toujours prêt à prendre la défense de la Révolution en l'opposant à l'ancien régime, Prudhomme constate que, pendant les années qui avaient précédé la Révolution, les maîtres avaient « longtemps vexé les ouvriers, longtemps ils s'étaient engraisés de leurs sueurs ». Il leur recommande « de se défaire promptement des vieilles habitudes qu'ils ont contractées sous

(3) Prudhomme. *Les Révolutions de Paris*, n° 96, p. 252.

l'ancien régime, à l'ombre de leurs privilèges », et déclare que « les grandes et rapides fortunes ne sont pas dans l'esprit de la Constitution ». Il termine ses observations en déclarant « qu'en général, à Paris, les anciens maîtres charpentiers sont assez riches pour que le public et les ouvriers qu'ils emploient n'aient point à se plaindre ».

Il est donc intéressant de constater que Prudhomme, au point de vue pratique, se rangeait du côté des ouvriers, et ne trouvait pas du tout exagérée leur demande d'un salaire de 50 sous par jour. Mais il les blâmait d'avoir tâché de persuader la Municipalité de se constituer médiatrice entre patrons et salariés, et de se faire rapporter « les mémoires des ci-devant maîtres ». « Il y a, dans cette contestation, dit-il, une erreur de droit qu'il est essentiel de relever. La Municipalité n'a pas le droit d'exiger des ci-devant maîtres charpentiers qu'ils produisent leurs mémoires; et à moins qu'ils ne consentent à s'arranger à l'amiable avec les ouvriers, par la médiation de M. le Maire, ni lui ni personne n'a le droit de fixer les salaires de ces derniers, contre le gré de ceux qui doivent les payer : en effet, si la Municipalité avait ce droit pour les ouvriers charpentiers, elle l'aurait pour toutes les professions, et l'on voit d'avance où nous mènerait ce ridicule système. Ceci se réduit au principe simple, qu'entre celui qui travaille et celui qui fait travailler, il est tyrannique et absurde qu'un tiers puisse, contre le gré d'un des contractants, donner sa volonté pour convention. »

Il semble que les historiens qui ont signalé ce pas-

sage aient laissé échapper la distinction faite par Prudhomme entre son point de vue pratique et son point de vue théorique. Ils n'ont pas remarqué que, laissant de côté ses théories en matière d'économie politique, il considère comme juste et raisonnable la demande d'un salaire de 50 sous par journée de travail (4).

En décrivant la lutte entre les charpentiers et les entrepreneurs nous avons tâché de rassembler tous les documents se rapportant aux événements dont il a été question. Pourtant, il y en a un qui nous manque. Il paraît que les entrepreneurs, après avoir pris connaissance de la pétition adressée par les charpentiers à l'Assemblée Nationale, ont eu l'idée d'afficher un exposé des faits tels qu'ils leur apparaissaient. Cette affiche aurait été, en quelque sorte, une réponse à la pétition des charpentiers, et aurait incité les citoyens de Paris à se ranger de leur côté. Malheureusement, pour autant que nous le sachions, elle n'existe plus. Ce sont les charpentiers eux-mêmes qui en signalèrent l'existence. Le 2 juin 1791 ils publièrent, à leur tour, un appel aux citoyens de Paris, une *Réfutation des ouvriers en l'art de charpente à la réponse des entrepreneurs* (5). » Il est fort probable que les entrepreneurs, dans leur affiche, avaient accusé les charpentiers de vouloir rétablir les corporations. Or, les ouvriers, eux, accusaient les entrepreneurs de vouloir conserver leurs anciens privilèges,

(4) Voir E. Levasseur. *Op. cit.*, édition de 1903, vol. 1, p. 52, note 2.

(5) *Réfutation des ouvriers en l'art de charpente à la réponse des entrepreneurs*, ce 2 juin 1791. A. N. A. D., 11, 65.

qui leur permettaient de disposer à leur gré des forces des ouvriers qu'ils employaient et d'être « encore attachés à ces lois dévorantes et arbitraires de jurande et maîtrise. » Comme ils l'avaient fait dans la pétition du 26 mai, ils déclaraient que les entrepreneurs avaient élevé des fortunes rapides « sur le gaspillage continu du salaire des ouvriers. » Ils demandaient aux citoyens de Paris s'ils trouvaient qu'un salaire de 50 sous par jour était exorbitant « pour un homme attaché, par état, à des travaux tour à tour pénibles et dangereux, et, de plus, susceptible de manquer de travail dans la saison rigoureuse. » Pendant la saison « qui faisait l'effroi de la nature » selon leur phrase pittoresque, ils ne demandaient que 45 sous par jour.

Il est vrai que des accidents arrivaient souvent aux ouvriers charpentiers. Par exemple, le 28 mai 1791, les administrateurs du département des Travaux Publics avaient à faire un rapport sur « l'accident arrivé aux nommés Menaden, Ferret, Pieresson et Laurent, compagnons serruriers et charpentiers, qui ont été grièvement blessés, en travaillant à la dépose des grilles des barrières le dernier jour d'avril de la présente année (6), » On peut relever de nombreux exemples d'accident de cette espèce.

« L'homme honnête, disaient les ouvriers, cherche à adoucir le sort de ses semblables. » Tel était leur but à eux. Ils tâchaient de former une caisse de secours mutuels pour secourir les infirmes « si fréquents dans leur état ». Pour que cette société fût

(6) *Actes de la Commune de Paris*, deuxième série, t. 4, p. 428.

utile à tous ses membres, ils étaient en train d'établir « une école fraternelle » où l'on pouvait apprendre comme il faut l'art de la charpente. Mais quel était le but des entrepreneurs? C'était de réaliser autant de bénéfices que possible. Et, de plus, disaient les charpentiers, ils faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour empêcher les efforts de ceux qui voulaient améliorer le sort de leurs semblables. Ils s'opposaient de toutes leurs forces à l'établissement d'une société de secours mutuels parmi les charpentiers. Ils ne leur donnaient pas même le temps de prendre toutes les précautions nécessaires pour garantir la vie dangereuse et pénible qu'ils menaient. Enfin, les charpentiers déclaraient que « tranquilles et à l'abri des tyranniques accusations, ils attendaient des lois la douce satisfaction d'être reconnus pour amis de la vérité et, persuadés de leur protection, ils veilleraient avec toute l'exactitude que demandait la sagesse de leur ordonnance, à ne s'égarer jamais du sentier de la vertu. » En hommes libres, disaient-ils, ils se feraient toujours un devoir de dévoiler à la nation entière « que des citoyens tels que les ci-devant maîtres ne prononçaient le mot sacré de patriotisme que pour séduire sous les apparences de fraternité. » Le 14 juin, précisément douze jours après avoir publié cette éclatante profession de foi, les charpentiers allaient perdre toutes leurs illusions à l'égard des législateurs de l'Assemblée Nationale.

CHAPITRE VI

La loi Le Chapelier, qui allait porter un tel coup à l'espérance ouvrière, fut l'aboutissement non seulement des efforts et des pétitions des ci-devant maîtres charpentiers, mais aussi de ceux des maréchaux ferrants de Paris.

Tout au commencement de juin 1791, les ouvriers **maréchaux ferrants de Paris**, suivant l'exemple des **charpentiers**, présentèrent un mémoire à la municipalité, dans lequel ils réclamaient une augmentation de salaire, et priaient M. le maire de se constituer médiateur dans leur affaire (7). Ils exposaient la condition précaire de leur état, qui était « le plus pénible, le plus fatigant et le plus dangereux. » On les payait fort mal, disaient-ils. En 1741, on les avait payé 30 sous par jour. On leur donnait la même somme en 1791, bien que toutes les denrées nécessaires à la vie eussent augmenté. Leur réclamation n'était pas nouvelle. « Ils l'avaient portée en 1764, en 1769 et en 1786 par-devant MM. les lieutenants de police, qui tous en avaient reconnu la justice, mais dont ils n'avaient retiré que des promesses vaines et

(7) Mémoire présenté par les garçons maréchaux ferrants à M. le Maire et MM. les officiers municipaux. Archives Nationales. A. D., XI, 65.

infructueuses. » Ils se plaignaient de fournir, pour la somme de 39 sous, une très longue journée de travail. Ils travaillaient de 4 heures du matin à 7 heures du soir. « Souvent ils ne trouvaient pas le temps de prendre de la nourriture, car, tant qu'il y avait des chevaux à ferrer, il leur était interdit de se reposer. »

Cette vie si peu réglée, disaient-ils, cette journée de travail à la fois longue et pénible, finissait par abîmer la santé des garçons. Même, s'il leur arrivait de prendre deux heures de repos pour les repas — ce qui n'était pas toujours possible, d'ailleurs — il leur restait une journée de travail de treize heures, et, disaient-ils, « treize heures d'un travail aussi pénible, dans un état qui ne connaît point de jour de repos » était une tâche excessive pour les forces humaines. Ils voulaient qu'on leur accordât la permission de commencer leur travail à 5 heures du matin au lieu de 4 heures, afin d'avoir une journée de travail de douze heures au lieu de treize.

En même temps, ils réclamaient un salaire de 40 sous par jour ou, tout au moins, de 36 sous. Ils n'avaient pas demandé cette augmentation au commencement de la Révolution, « dans des temps de troubles et de fermentations », parce qu'ils ne voulaient pas ajouter aux embarras et aux préoccupations de l'administration. Animés par le plus pur civisme, ils avaient différé leurs revendications jusqu'à ce que Paris eût repris sa tranquillité et sa prospérité. Ils ne connaissaient, disaient-ils, que les voies légales et constitutionnelles. Les maréchaux, ajoutaient-ils, avaient augmenté le prix du ferrage, mais

le **salaire des ouvriers** restait le même dans la plupart des boutiques. Pourtant, plusieurs patrons, de leur propre mouvement, avaient déjà accordé une augmentation de 10 sous par jour, et offraient même 4 livres de plus par mois aux ouvriers les plus adroits. Les autres patrons, déclaraient les garçons, ne devraient pas contester la justice de leur revendication. Les ouvriers se plaignaient, en outre, qu'on les payât en assignats alors que les assignats commençaient à baisser.

Le 4 juin, les maréchaux, à leur tour, remirent à la municipalité des « Observations sur le Mémoire des garçons ». Ils commençaient par accuser les garçons d'avoir fait la grève et d'avoir forcé à abandonner leur travail « ceux d'entre eux que la bonne volonté, l'amour du travail, ou le besoin, avaient fait rester dans les boutiques. » Ils démontraient absolument ce dont les ouvriers s'étaient plaint, à savoir, que le salaire était resté le même depuis 1741. Cette année-là, disaient-ils, et même en 1756, les garçons maréchaux étaient nourris et gagnaient 12 ou 15 livres par mois. Quant à leurs réclamations en 1764, en 1769 et en 1786, « éclairées » comme elles l'avaient été par les observations des maréchaux, elles avaient été rejetées par la police. Les garçons maréchaux ferrants, disaient les maîtres, travaillaient toute la semaine, les dimanches et les jours fériés y compris. Or, ils étaient payé pour les jours de fête, quoique, selon l'avis des maréchaux, il y eût moins à faire ces jours-là. Quant à l'affirmation des ouvriers que leur journée de travail était trop longue, « la

débauche et le libertinage, disaient les maîtres, dans cet état comme dans tous les autres, les ruinait plus que le travail. » L'état des garçons maréchaux, déclaraient-ils, ne pouvait être comparé à celui des charpentiers ou des couvreurs, dont les métiers étaient non seulement pénibles et fatigants mais même dangereux pour la santé.

Par suite de la suppression des droits d'entrée, le prix des denrées diminuait, aussi leur demande d'augmentation était-elle injuste. Pour ce qui était du paiement en assignats, il n'y avait que très peu de temps que quelques-uns des maîtres avaient été forcés de les payer en papier. Récemment encore, un très grand nombre de maîtres payaient leurs ouvriers en argent. Les maréchaux ferrants signalaient le fait que les garçons étaient logés, et déclaraient que « leur état de détresse n'était que simulé ». Il est à remarquer que les patrons profitaient, en quelque sorte, du fait qu'ils offraient le logement, car, de cette façon, ils étaient assurés de n'embaucher que des ouvriers célibataires et n'avaient pas à payer à leurs garçons un salaire suffisant pour entretenir une famille. A la déclaration des ouvriers disant qu'ils n'avaient pas réclamé une augmentation de salaire pendant les deux premières années de la Révolution, ne voulant pas ajouter aux embarras de l'administration, les patrons ripostaient que ce n'était point le patriotisme qui les en avait empêchés, mais le chômage. « A cette époque, les boutiques diminuaient tous les jours; celles de cinq ou six garçons se réduisaient à plus de moitié, et les ouvriers, en grand nombre sans ouvrage, ne cher-

chaient pas alors à faire la loi comme aujourd'hui ». Les maréchaux ferrants se rendaient bien compte que le mouvement de revendication organisé parmi les ouvriers était un des résultats de l'accroissement de prospérité qui eut lieu en France au commencement de 1791.

Enfin les patrons déclaraient que, d'après les principes de liberté décrétés par l'Assemblée Nationale, les magistrats ne pouvaient pas faire droit à la requête des garçons. Les salaires devaient être fixés de gré à gré entre les patrons et les ouvriers. En effet, les garçons maréchaux semblaient croire que la municipalité avait encore le pouvoir de faire des réglementations au sujet du prix de travail. Ils faisaient appel à la municipalité en 1791 comme ils l'avaient fait en 1764, en 1769 et en 1786. Pourtant, cette fois, ils s'étaient décidés à former une coalition dans le but de contraindre les maîtres à accepter leurs revendications. Les maréchaux terminaient en disant que cette coalition, formée par les ouvriers, de même que les résolutions qu'ils s'étaient engagés par serment à faire exécuter, par la force s'il en était besoin, étaient une véritable « inquisition » qui devait être proscrite « dans un moment de liberté générale ».

A cette pétition des maréchaux ferrants, Bailly ne répondit pas. A la requête des garçons le priant de se rendre médiateur dans leur affaire, il avait répondu qu'il ne pouvait pas disposer de la bourse de ceux qui les employaient et, comme nous le savons, la municipalité avait déjà envoyé une députation à l'Assemblée Nationale pour lui demander quel parti elle devait

prendre à l'égard des associations ouvrières.

De leur côté, les maréchaux ferrants prirent la résolution de faire cause commune avec les ci-devant maîtres charpentiers.

Ceux-ci, nous le savons, avaient présenté une pétition à l'Assemblée Nationale le 22 mai. Les maréchaux décidèrent d'associer leurs plaintes à celles des charpentiers et, le 7 juin, ils déposèrent une pétition adressée à « Monsieur le président du comité de Constitution de l'Assemblée Nationale (8). »

Dans leur pétition, les maréchaux ferrants signalent une chose fort intéressante : la formation de coalitions parmi les ouvriers de plusieurs autres métiers. « Les serruriers, les cordonniers, les menuisiers commencent déjà à suivre les traces des charpentiers et des maréchaux ; les autres n'attendent que la réussite des premiers pour suivre les mêmes errements (9). » Il est encore plus intéressant de voir que les maréchaux ferrants craignaient une coalition générale des ouvriers de Paris. Ils estimaient le nombre des ouvriers qui faisaient partie de cette coalition générale à 80.000. Pouvons-nous nous représenter cette « coalition générale » dont parlaient les maréchaux ferrants comme une première ébauche en quelque sorte de la Confédération Générale du Travail ? Nous ne le croyons pas (9 bis). D'abord, on ne trouve aucune

(8) Pétition présentée à l'Assemblée nationale par les maréchaux de Paris, le 7 juin 1791. Bibliothèque Nationale, 4^o F³, 35355.

(9) Pétition présentée à l'Assemblée nationale par les maréchaux de Paris, le 7 juin 1791. Bibliothèque Nationale, 4^o F³, 35355.

(9 bis) Cf., à cet égard, le cours professé, en 1923-24, au Conservatoire national des Arts et Métiers, par M. Marc

mention d'une association générale des ouvriers nulle part ailleurs.

Le Chapelier, rapporteur de la loi qui faisait défense aux ouvriers de s'associer, déclare que les assemblées ouvrières à Paris avaient établi des correspondances avec des assemblées ouvrières de province (10), mais il se montre incrédule quant à cette « coalition générale de 80.000 ouvriers dans la capitale. » Il est probable qu'elle n'existait que dans l'imagination des patrons. De plus, le but des entrepreneurs — qu'ils atteignirent, d'ailleurs — était d'effrayer les députés et de leur faire croire que les mouvements ouvriers à Paris constituaient une véritable menace pour la tranquillité de la capitale. Ils croyaient que le moyen le plus efficace de les inquiéter était de parler de « coalition générale de 80.000 ouvriers dans la capitale » et d'une « réunion d'une masse immense d'hommes qui croyaient être divisés d'intérêts et de principes avec le reste de leurs concitoyens ».

Il est bien possible qu'il y ait eu une espèce d'entente entre la coalition des charpentiers et celle des garçons maréchaux ferrants, entente qui existait indubitablement d'ailleurs entre les patrons des deux métiers. Cette coopération entre les deux associations

Anenry. On y trouve d'intéressants détails sur l'origine des Associations ouvrières et leur évolution et, sur le point qui nous occupe, une opinion conforme à la nôtre.

(10) *Archives Parlementaires*, 1^{re} série, t. 27, p. 210. « Les assemblées, qui se propagent dans le royaume, ont déjà établi entre elles des correspondances. Cette correspondance est prouvée par une lettre reçue par la Municipalité d'Orléans, et dont la Municipalité a renvoyé une copie certifiée véritable. »

aurait donc donné quelque léger fondement à la déclaration des maréchaux, qu'ils existait une coalition générale des ouvriers.

Après avoir représenté la coalition générale, probablement chimérique, du reste, comme une menace pour la tranquillité de Paris, les maréchaux disaient qu'elle allait répandre des idées d'insurrection dans les provinces. « Si vous croyez, disaient-ils aux députés, que cette coalition n'a rien de dangereux sous vos yeux, Messieurs, et qu'elle ne puisse entraîner de suites fâcheuses dans la capitale, il peut en résulter un autre inconvénient plus à craindre sans doute; une foule de ces ouvriers, entraînés par l'esprit d'insurrection, se reportent dans les différents départements d'où ils sont sortis, et ils y répandent les principes dont ils sont pénétrés, principes capables d'occasionner les plus grands désordres parmi cette autre portion de citoyens que l'enlèvement prochain de récoltes rassemble en grand nombre dans les campagnes. »

Ensuite, les maréchaux ferrants se plaignaient que la cause de tous les désordres se trouvait dans la faiblesse de la municipalité, et dans son ignorance de ses devoirs. La municipalité, à leur avis, avait protégé et toléré les rassemblements d'ouvriers, et, lorsque, « éclairée par le cri général, elle avait senti ses torts, il était trop tard pour y remédier. » Comme nous le savons, la municipalité avait accordé aux charpentiers la permission de se réunir dans la salle de l'archevêché. L'octroi de cette permission fut, paraît-il, la faiblesse dont se plaignaient les maréchaux. La défaillance de la municipalité, disaient-ils, fut la cause du

profond mépris manifesté par les ouvriers à l'égard des avis publiés par le maire. Ces avis, d'ailleurs, avaient bientôt disparus.

Les maréchaux disaient qu'ils associaient leurs plaintes à celles des entrepreneurs de charpente, « venus déposer dans le sein de l'Assemblée Nationale les sollicitudes que l'insurrection et les vexations de leurs ouvriers leur occasionnaient. » Les ci-devant maîtres charpentiers, aussi bien que les maréchaux, attendaient de l'Assemblée un remède au mal dont le public et eux étaient les victimes. Les uns et les autres demandaient à être « soustraits de l'espèce de tyrannie que leurs ouvriers exerçaient contre eux. » Ils réclamaient l'exécution des décrets de l'Assemblée. C'était, sans doute, aux décrets qui avaient supprimé les corporations que les maréchaux faisaient allusion. Comme nous le savons, les entrepreneurs de charpente prétendaient que leurs ouvriers s'étaient « réunis en corporation (11) » et que, ce faisant, ils auraient contrevenu au décret des 2-17 mars 1791.

(11) Précis présenté à l'Assemblée Nationale par les entrepreneurs de charpente de la Ville de Paris, le 22 mai 1791. B. N. 4^o F³, 35346.

CHAPITRE VII

Le lendemain de la pétition des maréchaux à l'Assemblée Nationale, et six jours avant le vote de la loi Le Chapelier parut, dans l'*Ami du Peuple*, une lettre relative au conflit entre les entrepreneurs et les ouvriers charpentiers. Elle fut publiée en tête de la feuille, en gros caractères. Voici la lettre (1) :

« A l'Ami du Peuple,

« Cher prophète, vrai défenseur de la classe des
« indigents, permettez que des ouvriers vous dévoilent
« toutes les malversations et les turpitudes que nos
« maîtres maçons trouvent pour nous soulever en
« nous poussant au désespoir. Non contents d'avoir
« amassé des fortunes énormes aux dépens des
« pauvres manœuvres, ces avides oppresseurs, ligüés
« entre eux, font courir contre nous d'atroces libelles
« pour tâcher de nous enlever nos travaux; ils ont
« poussé l'inhumanité jusqu'à s'adresser au législateur
« pour obtenir contre nous un décret barbare, qui
« nous réduit à périr de faim.

« Ces hommes vifs, qui dévorent dans l'oisiveté le
« fruit de la sueur des manœuvres et qui n'ont jamais
« rendu aucun service à la Nation, s'étaient cachés
« dans les souterrains les 12, 13 et 14 juillet. Lorsqu'ils

(1) Marat. *L'Ami du Peuple* (Paris, 1791), n° 487 du 12 juin 1791, p. 1-5.

« ont vu que la classe des infortunés avait fait seule
« la Révolution, ils sont sortis de leurs tanières pour
« nous traiter de brigands, puis, lorsqu'ils ont vu les
« dangers passés, ils ont été cabaler dans les districts
« pour y raccrocher des places, ils ont pris l'uniforme
« et les épaulettes : aujourd'hui qu'ils se croient les
« plus forts, ils voudraient nous faire ployer sous le
« joug le plus dur; ils nous écrasent sans pitié et sans
« remords.

« Voici, cher ami du peuple, quelques-uns de ces
« oppresseurs ignorants, rapaces et insatiables, que
« vous dénoncent les ouvriers de Sainte-Geneviève :

« **Poncé**, maître maçon de la nouvelle église Sainte-
« Geneviève, né à Chalon-sur-Saône, charretier de
« profession, n'ayant nulle connaissance de l'art de
« bâtir, mais entendant si parfaitement celui des
« rapines, qu'il s'est fait 90.000 livres de rente aux
« dépens de ses ouvriers.

« **Campion**, né à Coutances, d'abord manoeuvre à
« Paris, aujourd'hui maître maçon de l'église Saint-
« Sauveur, quoique très ignorant, ayant subtilisé le
« petit hôtel Tabarin, et jouissant actuellement de
« 90.000 livres de rentes.

« **Quillot**, ayant pris une femme au coin de la borne,
« et s'étant fait maître maçon on ne sait trop comment,
« riche aujourd'hui de 50.000 livres de rentes.

« **Bievre**, né à Argenton, commis de MM. Roland
« et C^{ie} qu'il a ruinés par ses sottises entreprises dans
« les travaux du palais marchand, ayant mis de côté
« une fortune de 30.000 livres de rentes.

« **Montigny**, né à Argenton, chargé des réparations

« des Quinze-Vingts du faubourg Saint-Antoine, et
« possédant en propre trois superbes maisons à Paris.
« possédant quatre beaux hôtels.

« *Coneffié* (2), coquin de premier ordre, chargé
« naguère de la paye des ouvriers des carrières, ayant
« à ses ordres la maréchaussée et ayant volé à l'Etat
« plus de deux millions; il s'est bâti des magasins
« considérables à la Courtille; il a toujours maltraité
« et volé les ouvriers.

« *Delabre*, fils d'un marchand de chaux à Limoges,
« ayant commencé par grapiller sur les bâtiments de
« la Comédie italienne, possédant aujourd'hui plus
« de 40.000 livres de revenu.

« *Gobert*, ignorant, brutal et inepte, qui a volé plus
« de 200.000 livres sur la construction des bâtiments
« de Bruna, et qui s'est ensuite construit des bâtiments
« sur le boulevard pour plus de 500.000 livres.

« *Perot*, manœuvre bourguignon, protégé par les
« administrateurs des hôpitaux pour avoir épousé une
« bâtarde de feu Beaumont, archevêque de Paris; il
« vient de se retirer avec 200.000 livres de revenu.

« *Rougevin*, manœuvre champenois, maître maçon
« depuis cinq ans, et déjà riche de 50.000 livres de
« rentes.

« Voilà une esquisse des moyens de parvenir de
« nos vampires et de leurs fortunes scandaleuses.
« Gorgés de richesse comme ils le sont, croiriez-vous
« qu'ils sont d'une avarice, d'une rapacité sordide et
« qu'ils cherchent encore à diminuer nos journées de
« 48 sols que l'administration nous a octroyés; ils ne

(2) Voir p. 784.

« veulent pas faire attention que nous ne sommes
« occupés au plus que six mois dans l'année, ce qui
« réduit nos journées à 24 sols et, sur cette chétive
« paye, il faut que nous trouvions de quoi nous nour-
« rir, nous loger, nous vêtir et entretenir nos familles
« lorsque nous avons femme et enfants; ainsi, après
« avoir épuisé nos forces au service de l'Etat, mal-
« traités par nos chefs, exténués par la faim et rendus
« de fatigue, il ne nous reste souvent autre ressource
« que d'aller finir nos jours à Bicêtre, tandis que nos
« vampires habitent des palais, boivent les vins les
« plus délicats, couchent sur le duvet, sont trainés
« dans des chars dorés et qu'ils oublient dans l'abon-
« dance et les plaisirs nos malheurs, et refusent sou-
« vent à la famille d'un ouvrier blessé ou tué à moitié
« du jour, le salaire du commencement de la journée.
« faites valoir nos justes réclamations dans ces mo-
« ments de désespoir ou nous voyons nos espérances
« trompées, car nous étions flattés de participer aux
« avantages du nouvel ordre des choses et de voir
« adoucir notre sort...

« Signé de tous les ouvriers de la nouvelle église
Sainte-Geneviève, au nombre de 340.

« Paris, le 8 juin 1791. »

Suit le commentaire de Marat sur la lettre :

« On rougit de honte et on gémît de douleur en
voyant une classe d'infortunés aussi utiles, livrés à la
merci d'une poignée de fripons qui s'engraissent de
leur sueur et qui enlèvent barbarement les chétifs
fruits de leurs travaux. Des abus de cette nature qui
privent la Société des services ou plutôt qui tentent à

détruire par la misère une classe nombreuse de citoyens recommandables auraient bien dû fixer l'attention de l'Assemblée Nationale et occuper quelques-uns de ces moments qu'elle consacre à tant de vaines discussions, à tant de débats ridicules. »

Lorsqu'on a étudié les pétitions et écrits des ouvriers au printemps de 1791, on s'étonne du style violent et acerbe de cette lettre. Elle présente un contraste frappant avec l'esprit de modération et de conciliation que les charpentiers avaient montré jusque là. On se demande si les ouvriers qui travaillaient à la nouvelle église de Sainte-Geneviève (aujourd'hui le Panthéon), étaient plus violents que leurs camarades qui travaillaient dans les chantiers. Nous avons de bonnes raisons de croire que cette hypothèse est fausse. Le 11 mai, des ouvriers étaient venus « informer la municipalité qu'ils se proposaient de faire célébrer, samedi 14 mai, dans la nouvelle église Sainte-Geneviève, un service pour Mirabeau (3) » et ils invitaient le Corps municipal à assister au service. Bailly répondait qu'un des administrateurs des Travaux Publics « se rendrait à leur invitation ». Ces ouvriers étaient ceux qui travaillaient à la construction de la nouvelle église. En même temps qu'ils envoyaient une députation à la municipalité, ils en envoyaient une à l'Assemblée Nationale pour annoncer le service qu'ils allaient célébrer.

Le samedi 14 mai, un cortège, dans lequel se trouvaient des représentants de l'Assemblée Nationale et

(3) *Actes de la Commune de Paris*, deuxième série, t. 4, p. 220.

de la municipalité, plusieurs parents de Mirabeau et les ouvriers qui travaillaient à l'église de Sainte-Geneviève, défilait tout le long de la rue Saint-Jacques. En s'arrêtant devant l'église, on pouvait lire sur le portail l'inscription suivante : « Aux grands hommes, la patrie reconnaissante (4). » Les ouvriers, lisons-nous dans le programme de la cérémonie, avaient pris à M. Soufflot, inspecteur du bâtiment, l'idée de célébrer la mémoire de Mirabeau (5). Or, il nous semble que les travailleurs qui, le 14 mai 1791, suivaient paisiblement le cortège en l'honneur du grand homme d'Etat, n'étaient vraisemblablement pas des ouvriers facilement portés à la violence.

Plus nous examinons la question, plus il nous paraît bizarre qu'ils aient rédigé le document que nous venons de reproduire. D'autre part, le style de la lettre publiée dans *l'Ami du Peuple* ressemble d'une façon étrange au style violent et exagéré dans lequel la feuille était si souvent rédigée. Examinons, par exemple, un passage qui parut dans *l'Ami du Peuple*, le 28 mars 1791, et nous y verrons des phrases ressemblant d'une manière frappante à celles de la lettre publiée le 12 juin.

« C'est de m'acquitter, dit Marat, d'un devoir sacré et cher à mon âme que de plaider aujourd'hui la cause des indigents, de ces ouvriers qui forment la plus saine, la plus utile portion du peuple..., de ces infortunés qui regardent le fripon qui s'engraisse de leurs sueurs et que repousse avec cruauté le conces-

(4) Après des discussions qui durèrent pendant des années, cette inscription, comme on le sait, fut adoptée.

(5) *Actes de la Commune de Paris*, deuxième série, t. 4, p. 231. Bib. Nat. Lb. 39/9934.

sionnaire qui boit leur sang dans des coupes d'or, de ces infortunés qui, au milieu de la mollesse du luxe et des délices dont jouit à leurs yeux l'homme puissant qui les opprime, n'ont en partage que le travail, la misère et la faim (6). »

Comparez avec ce passage la phrase suivante de la lettre publiée le 12 juin : « ... nos vampires habitant des palais, boivent les vins les plus délicats, couchent sur le duvet, sont traînés dans des chars dorés et... oublient, dans l'abondance et les plaisirs nos malheurs », ou avec la dénonciation de « ces hommes vils, qui dévorent dans l'oisiveté le fruit de la sueur des manœuvres. » Nous pensons que la lettre que l'on a supposée l'expression de la violence ouvrière n'est qu'une diatribe passionnée de la plume du fougueux journaliste, de Marat lui-même. Après avoir rédigé la lettre, il aura sollicité les signatures des ouvriers qui travaillaient à la nouvelle église de Sainte-Geneviève.

(6) *Ami du Peuple*, cité par Jaurès. *Hist. Socialiste*, édition de 1922, t. 2, p. 242.

CHAPITRE VIII

Le 14 juin 1791, Le Chapelier, député du Tiers-Etat de la sénéchaussée de Rennes, fait un rapport à l'Assemblée Nationale sur les associations ouvrières (1). Il attire l'attention de l'Assemblée sur une « contravention aux principes constitutionnels qui suppriment les corporations » et déclare que de cette contravention naissent « de grands dangers pour l'ordre public ». Plusieurs personnes, dit-il, ont cherché à recréer les corporations, en formant des assemblées de métiers dans lesquelles il a été nommé « des présidents, des secrétaires, des syndics et autres officiers. »

Il est difficile de voir comment Le Chapelier aurait pu prouver son affirmation que ceux qui avaient formé des assemblées ouvrières cherchaient à recréer les corporations. Les ouvriers eux-mêmes le niaient avec vigueur. « Nous savons bien, s'écriaient-ils, que la corporation faisait notre malheur ; nous ne nous permettrons jamais d'en composer une. » Le but des corporations avait été de soumettre les divers métiers à un contrôle rigoureux, de sorte que personne ne pouvait exercer tel ou tel métier en dehors de la

(1) Archives parlementaires, deuxième série, t. 27, p. 210 et suivantes.

corporation. Le but des ouvriers qui formaient des assemblées en 1791, d'autre part, était de fixer un salaire minimum pour leur travail, et de le garantir par une convention entre tous les ouvriers d'un certain métier. Les ouvriers de même état renonçaient tout simplement à se faire concurrence entre eux, à vendre leur travail à un plus bas prix les uns que les autres. Il fallait beaucoup élargir le sens du mot « corporation » pour que l'assemblée des charpentiers pût être ainsi qualifiée. Le Chapelier lui-même admet que « le but de ces assemblées... est de forcer les entrepreneurs de travaux, les ci-devant maîtres, à augmenter le prix de la journée de travail. »

Ensuite Le Chapelier déclare que les assemblées ouvrières « se propagent dans le royaume et... ont déjà établi entre elles des correspondances ». Cette correspondance, dit-il, est prouvée par une lettre qu'a reçu la municipalité d'Orléans, qui en a envoyée à l'Assemblée Nationale « une copie certifiée véritable ». Il y a ici l'indication d'une tentative de coopération entre les ouvriers de Paris et ceux d'Orléans et il est regrettable que cette lettre n'ait pas été conservée. Pourtant, étant donné les difficultés des communications au dix-huitième siècle, il est peu probable que cette coopération ait été très importante. Néanmoins, il faut tenir compte du fait que les compagnons des divers métiers avaient eu l'habitude, sous l'ancien régime, de faire « le tour de France ». Ce « tour de France » avait déjà établi entre les compagnons des différents districts de la France une sorte de lien qui n'avait pas été complètement rompu par l'abolition des corporations.

Le Chapelier signale les conventions faites par des ouvriers de divers métiers pour ne pas travailler au-dessous d'un taux fixé par les assemblées, et les règlements qu'ils voulaient faire signer par tous les ouvriers de même métier; il les accuse « d'employer même la violence pour faire exécuter ces règlements ». « On force les ouvriers, dit-il, de quitter leurs boutiques, lors même qu'ils sont contents du salaire qu'ils reçoivent. On veut dépeupler les ateliers, et déjà plusieurs ateliers se sont soulevés, et différents désordres ont été commis. » Les charpentiers, nous le savons, n'avaient avoir commis les actes de violence dont les entrepreneurs les accusaient, et nous n'avons d'autre preuve de ces violences que les accusations des ci-devant maîtres. A ce propos, on fera bien de se rappeler que, sous l'ancien régime, le maître fut toujours cru sur parole, tandis qu'il était défendu à l'ouvrier d'appeler des témoins pour défendre sa cause. La jurisprudence du Parlement et du Châtelet, par exemple, acceptait l'affirmation du maître dans des cas de dispute entre les deux parties, et l'idée que le maître mérite plus de confiance que l'ouvrier constitue la base de l'article 1781 du Code civil (3). Il nous semble que les législateurs de 1791, eux aussi, prêtaient l'oreille plus volontiers aux déclarations des entrepreneurs qu'à celles des ouvriers.

(2) Réfutation des ouvriers en l'art de charpente à la réponse des entrepreneurs, ce 2 juin 1791. Arch. Nat. A. D., XI, 65.

(3) « Le maître est cru sur son affirmation pour la quotité des gages, pour le paiement du salaire et pour les acomptes sur l'année courante ». Voir sur cette question, Capitant et Cuche, *Cours de Législation industrielle*, Paris, 1921, p. 183.

Le Chapelier reproche à la municipalité d'avoir accordé aux charpentiers la permission de s'assembler dans une des salles de l'archevêché. « A cet égard, dit-il, « elle paraît avoir commis une faute ». « Il doit sans doute être permis à tous les citoyens de s'assembler, mais il ne doit pas être permis aux citoyens de certaines professions de s'assembler pour leurs prétendus intérêts communs. Il n'y a plus de corporations dans l'Etat, il n'y a plus que l'intérêt particulier de chaque individu, et l'intérêt général. » Pour bien comprendre l'idée de Le Chapelier, il faut rapprocher cette condamnation de l'esprit corporatif, de sa fameuse déclaration étatiste. « C'est, à la nation, dit-il, c'est aux officiers publics, en son nom, à fournir des travaux à ceux qui en ont besoin pour leur existence et des secours aux infirmes. » C'est parce qu'il appartient à l'Etat de fournir des secours aux ouvriers malades ou sans travail qu'il ne faut pas, d'après Le Chapelier, prendre en considération la déclaration des charpentiers que leurs assemblées « sont destinées à procurer des secours aux ouvriers de la même profession, malades ou sans travail ».

L'idée de Le Chapelier est évidemment très belle. Seulement, l'Assemblée qui ôte aux ouvriers, avec tant de complaisance, les moyens de s'entr'aider par voie d'association, décrétera deux jours plus tard, avec la même complaisance, la suppression des ateliers de charité qui, pendant les deux années précédentes, avaient réalisé en partie l'idéal étatiste de Le Chapelier.

Ensuite, le rapporteur déclare que « ces malheureuses sociétés ont succédé à Paris à une autre société qui s'y était établie sous le nom de société des devoirs ». Nous devons faire ici une petite digression pour examiner une pétition présentée à l'Assemblée nationale par des compagnons charpentiers « désignés sous le nom de Renards », le 12 mai 1790. Ils se plaignent « des brigandages atroces » exercés contre les suppliants par les compagnons du Devoir. Les pétitionnaires déclarent qu'ils « ne peuvent même faire leur tour de France, qu'ils sont arrêtés partout par les compagnons se disant du Devoir, qui les battent, les volent, et en tuent même un grand nombre sur les routes et dans les villes où ils s'arrêtent pour travailler ». Les pétitionnaires réclament « un décret qui abolisse les privilèges absurdes que s'arrogent les compagnons dits du devoir, ou drilles, leur faisant défense de plus à l'avenir de troubler ni arrêter les suppliants sur les routes ni à leur travaux, même leur faire défense de s'attrouper chez leur mère (4) dans les grandes villes, sous prétexte de visite, afin qu'il soit libre à l'un ou à l'autre de travailler partout où il trouve de l'ouvrage » (5).

Une ordonnance du 11 mai 1730 (6) nous apprend que « depuis un temps immémorial les compagnons menuisiers et charpentiers, les uns appelés du Devoir

(4) On sait que les compagnons avaient l'habitude de se rendre chez une aubergiste qui s'appelait la « mère » des compagnons.

(5) Arch. Nat. D. IV, 57, 1488. Germain Martin. *Op. cit.*,

(6) Arch. départ. de la Haute-Garonne, G. 150. Germain Martin. *Op. cit.*, p. 266.

et les autres Gavots ont été dans de continuelles contestations qui ont produit des désordres infinis..., conduits par la rage et une fureur sans pareille ils se battent jusques à se faire tuer les uns les autres». Il s'agissait donc, en mai 1790, d'une de ces anciennes querelles entre les compagnons des différentes sociétés. Pourtant, il faut remarquer que Le Chapelier n'assimile point « l'Union fraternelle des ouvriers en l'art de la charpente » à la Société des Devoirs, quoiqu'il déclare qu'elle a succédé à cette ancienne société de compagnonnage. M. Germain Martin, cependant, s'efforce d'identifier l'Union fraternelle des Charpentiers avec la Société des Devoirs. « Les compagnons du Devoir, dit-il, se rassemblent à l'archevêché, près de Notre-Dame » (7). Mais cette assertion n'est appuyée par aucun document. Aucune mention de l'ancienne querelle n'est faite dans les documents relatifs au mouvement parmi les charpentiers, et il n'existe aucune indication laissant croire que seuls les compagnons de l'ancienne Société du Devoir se réunissaient dans la salle de l'Archevêché. Evidemment, quelques-uns des ouvriers qui s'y assemblaient avaient dû appartenir autrefois à ce groupement, mais il semble que l'ancienne querelle entre les compagnons des différentes sociétés ait été terminée, et que la Révolution ait fait naître dans les rangs des charpentiers, en même temps qu'un nouvel espoir de voir améliorer leur sort, une nouvelle détermination de se réunir tous afin de défendre leurs intérêts communs. Les nombreuses pétitions des entrepreneurs contre la

(7) Germain Martin. *Op. cit.*, p. 231-232.

coalition des charpentiers semblent prouver qu'ils redoutaient fort le pouvoir des associations ouvrières, mais les ci-devant maîtres ne prétendaient nulle part qu'il s'agissait de l'ancienne Société des Devoirs. Il n'est guère possible, d'ailleurs, que la municipalité de Paris ait accordé la permission de se réunir dans la salle de l'archevêché aux membres de cette redoutable association.

Le Chapelier lui-même parle de la Société comme appartenant au passé. « Ceux qui ne satisfaisaient pas aux devoirs, aux règlements de cette société, dit-il, étaient vexés de toute manière ». Puis il continue, comme s'il faisait une comparaison entre les coalitions ouvrières et le compagnonnage. « Nous avons les plus fortes raisons de croire que l'institution de ces assemblées a été stimulée dans l'esprit des ouvriers moins dans le but de faire augmenter, par leur coalition, le salaire de la journée de travail, que dans l'intention secrète de fomenter des troubles. » Ainsi, il prête aux ouvriers qui se sont organisés en vue d'obtenir une augmentation de salaire, le désir de semer le désordre. Il veut donner une tournure politique aux efforts des ouvriers lorsqu'il tentent d'améliorer, par voie d'association, un sort dont la misère avait attiré l'attention des voyageurs, tels que Arthur Young. Le Chapelier lui-même était loin de nier la misère de la classe ouvrière. « Sans examiner, dit-il, quel doit être raisonnablement le salaire de la journée du travail, et avouant seulement qu'il devrait être un peu plus considérable qu'il ne l'est à présent... » A ce point, des murmures s'élevèrent ;

plusieurs membres de la Constituante, paraît-il, ne voulaient pas avouer que la misère de la classe ouvrière était plus grande qu'elle ne devrait être. Mais Le Chapelier continue : « ...ce que je dis là est extrêmement vrai car, dans une nation libre, les salaires doivent être assez considérables pour que celui qui les reçoit soit hors de cette dépendance que produit la privation de première nécessité, et qui est presque celle d'esclavage ». Donc, Le Chapelier se rend compte, que, par suite de la hausse des denrées, le salaire de l'ouvrier n'était pas suffisant pour subvenir à ses besoins de première nécessité, et il espère que le système de la liberté du travail et de la libre concurrence va assurer à l'ouvrier un salaire qui lui fournira les moyens de vivre de son travail. C'est là un espoir très bienveillant mais dont les effets ont été nuls pour le salarié. Enfin, Le Chapelier déclare que l'objet du décret qu'il va soumettre à l'Assemblée est « de prévenir, tant les coalitions que formeraient les ouvriers pour faire augmenter le prix de la journée de travail, que celles que formeraient les entrepreneurs pour le faire diminuer ».

On se demande s'il croit vraiment que la loi arrivera jamais à empêcher les entrepreneurs de faire des conventions entre eux pour fixer le salaire de leurs ouvriers à un taux favorable aux intérêts des patrons, et défavorables aux intérêts des salariés. Il est évident qu'il était mieux renseigné sur les pétitions des ci-devant maîtres que sur la vérité de ce qu'Adam Smith avait déjà démontré, c'est-à-dire la « conspiration tacite mais constante parmi les maîtres pour que le

prix actuel du travail ne monte point » (8).

Il est probable que fort peu des membres de la Constituante avaient parcouru la *Richesse des Nations*, mais les conventions tacites des ci-devant maîtres leur avaient été dénoncées par la pétition des charpentiers, et il n'était pas difficile de voir comment le petit nombre des entrepreneurs rendait impossible la mise à exécution, en ce qui les concernait, du décret qui prohibait les coalitions. Les entrepreneurs de la charpente, par exemple, n'avaient qu'à se réunir pour dîner ensemble, et le taux de salaire pour les charpentiers pouvait être fixé sans aucun empêchement.

Après avoir présenté son rapport, Le Chapelier lut le texte du décret qui devait donner pleine satisfaction aux vœux des ci-devant maîtres de Paris. L'article 1^{er} décrète que « l'anéantissement de toutes espèces de corporations des citoyens du même état et profession étant l'une des bases fondamentales de la Constitution française, il est défendu de les rétablir de fait, sous quelque prétexte et sous quelque forme que ce soit ».

L'article 2 déclare que « les citoyens d'un même état ou profession, les entrepreneurs, ceux qui ont boutique ouverte, les ouvriers d'un art quelconque, ne pourront, lorsqu'ils se trouveront ensemble, se nommer ni président, ni secrétaires, ni syndics, tenir des registres, prendre des arrêts ou délibérations, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs ».

(8) Voir au-dessus, p. 120.

L'article 3 défend aux municipalités de recevoir des pétitions des associations professionnelles, ou d'y répondre. Elles devaient déclarer nulles toutes délibérations prises par une telle association, et « veiller soigneusement à ce qu'il ne leur soit données aucune suite ni exécution ».

L'article 4 déclare que, dans les cas où « des citoyens attachés aux mêmes professions, arts et métiers » auront fait entre eux des conventions « tendant à n'accorder qu'à un prix déterminé le secours de leur industrie ou de leurs travaux » ces conventions seront considérées comme « inconstitutionnelles, attentatoires à la liberté et à la déclaration des droits de l'homme, et de nul effet ». Les auteurs de telles conventions et tous ceux qui les auront provoquées « seront cités devant le tribunal de police... condamnés chacun à 500 livres d'amende, et suspendus pendant un an de l'exercice de tous droits de citoyens actifs et de l'entrée dans les assemblées primaires ».

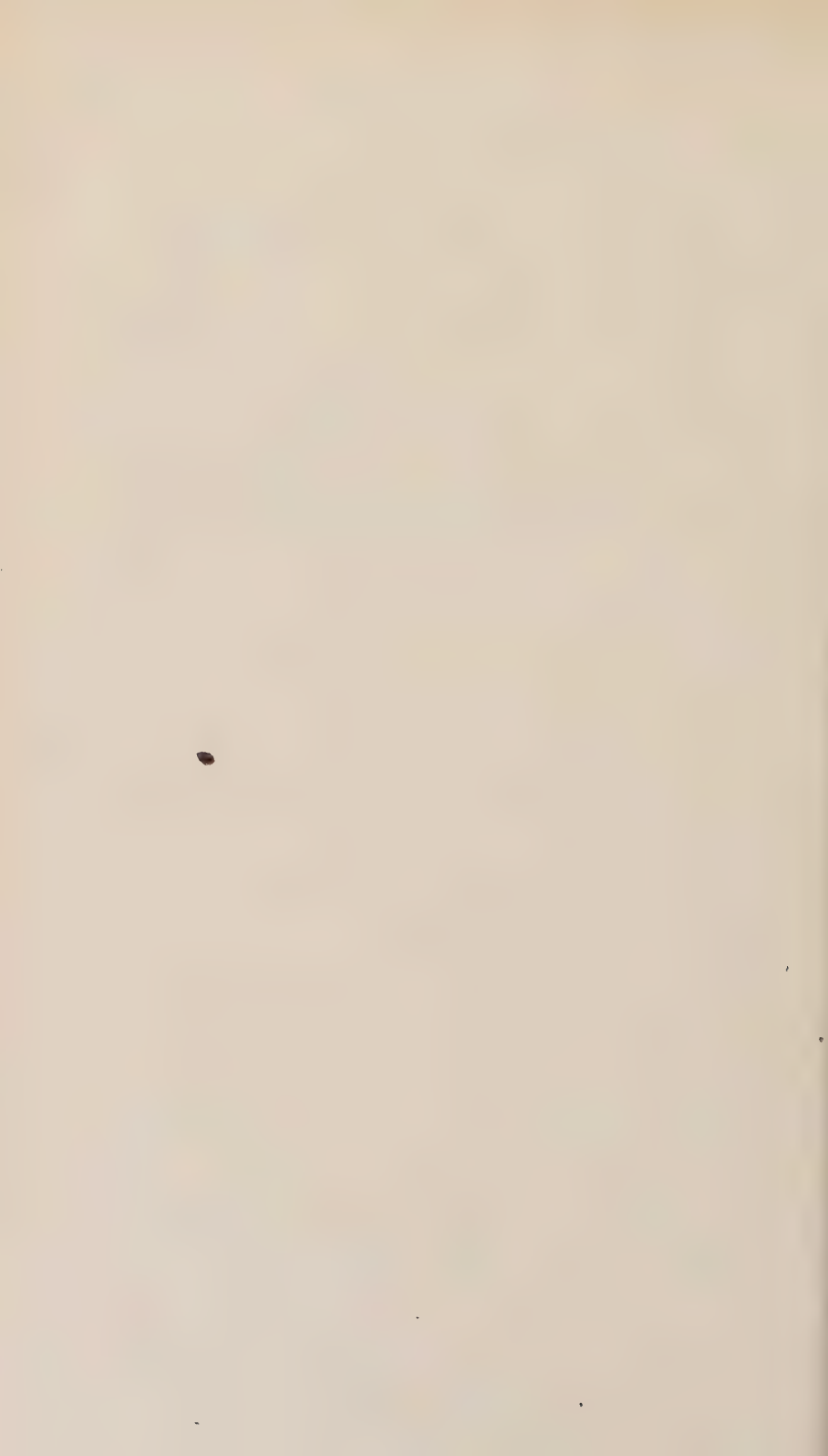
L'article 5 défend aux corps administratifs d'employer dans les travaux publics « ceux des entrepreneurs, ouvriers et compagnons qui provoqueraient ou signeraient lesdites délibérations ou conventions ».

L'article 6 décrète que « tous auteurs, instigateurs et signataires » des conventions, affiches, ou lettres circulaires contenant « quelques menaces contre les entrepreneurs, artisans, ouvriers ou journaliers étrangers... ou contre ceux qui se contenteraient d'un salaire inférieur » seront punis d'une amende de 1.000 livres chacun et de trois mois de prison.

L'article 7 déclare que tous ceux qui « useraient

de menaces ou de violence contre les ouvriers » seront punis selon la rigueur des lois comme perturbateurs du repos public.

Enfin, l'article 8 décide que « tous attroupements composés d'artisans, ouvriers... ou excités par eux contre le libre exercice de l'industrie et du travail... seront tenus pour attroupements séditieux, et comme tels, ils seront dissipés par les dépositaires de la force publique, sur les réquisitions qui leur en seront faites, et punis selon toute la rigueur des lois ».



CHAPITRE IX

Un examen du court débat qui suivit la lecture de la loi Le Chapelier nous apprend que personne, dans l'Assemblée, ne s'occupa du sort du travailleur sous le régime de la liberté forcée; d'autre part, on considéra le rapport de Le Chapelier comme très propre à éclairer les ouvriers « sur leurs devoirs ».

Le seul député qui fit la moindre opposition au décret, M. Gaultier-Biauzat, le fit au nom de la liberté de s'assembler. « Je désirerais, dit-il, qu'on ne portât pas atteinte à la liberté qu'on a de s'assembler quelquefois », et il propose de renvoyer la discussion du décret au lendemain. M. Le Chapelier répond : « qu'il serait très imprudent d'ajourner le projet de décret que nous vous présentons, car la fermentation est aussi grande dans les villes de province qu'à Paris, et il est très important qu'il soit très promptement adopté ». Les députés de gauche tâchent de faire appliquer le décret à « toutes les sociétés indistinctement », mais n'obtiennent aucun succès. Aucun, même Robespierre, ne fait la moindre objection en se plaçant au point de vue ouvrier; personne ne suggère que les mots « liberté du contrat » ne veulent rien dire pour l'ouvrier qui a faim et qui doit offrir son bras à n'importe quel prix pour avoir du pain.

On s'étonne surtout du silence de Robespierre et

de Pétion de Villeneuve. Tous deux étaient déjà entrés en lice contre Le Chapelier lorsque celui-ci présenta à l'Assemblée nationale une loi qu'ils estimaient pouvoir être nuisible aux intérêts des citoyens les plus pauvres.

Résumons brièvement les circonstances dans lesquelles de vifs incidents se produisirent à l'Assemblée, à l'occasion de l'intervention de Robespierre en faveur des droits du pauvre.

Le 26 avril 1791, l'Assemblée reçut une députation de la Municipalité qui, tout en signalant que « le calme se rétablit à Paris » par suite des mesures prises pour « ramener la paix dans la capitale troublée », réclamait une loi sur le droit de pétition et d'affiche (2).

Le 9 mai, Le Chapelier, au nom du comité de Constitution, présenta un projet de décret dont l'article 3 déclare que « le droit de pétition est le droit de tout citoyen actif », et que la pétition « ne peut être for-

(1) Voir sur cette question le *Political Science Quarterly* (New-York), Volume 38, Septembre 1923, N° 3, p. 472-473. L'article de Robert L. Hale. *Coercion and Distribution in a supposedly Non-coercive state*. « Pour l'ouvrier, dit M. Hale, quelles sont les conséquences d'un refus d'accepter les conditions d'un patron? Elles sont ou l'absence de salaire ou la soumission aux conditions d'un autre patron... Supposons donc que l'ouvrier refuse de céder à la coercition d'un patron quelconque et choisisse plutôt de remplir son devoir légal (legal duty) en s'abstenant de toucher à l'argent d'autrui. Il doit manger. Bien qu'il n'y ait, en théorie, aucune loi qui lui défende de manger, il en est une qui lui défend de consommer la nourriture existant dans la communauté, et cette loi est la loi de la propriété privée... Le moyen d'échapper à ce dilemme : mort par la faim ou obéissance, — dilemme créé par la loi — lui est donc fermé. »

(2) Arch. Parl., 1^{re} série, t. 25, p. 352.

mée sous un nom collectif » (3). Le décret semble être dirigé contre les délibérations des clubs et des sociétés fraternelles. « Les sociétés, dit Le Chapelier, ne peuvent pas collectivement faire des pétitions. Si elles possédaient ce droit, elles deviendraient bientôt des corporations. » L'idée maîtresse de Le Chapelier se montre ici, c'est qu'il ne doit pas exister d'intermédiaire entre l'individu et l'Etat.

Le Chapelier justifie l'article du décret qui enlève au citoyen « non actif » le droit de pétition, en disant que les citoyens qui ne paient pas l'impôt de trois journées de travail doivent être considérés comme des étrangers. « Il n'y a pas d'homme digne du nom de citoyen, dit-il, qui ne puisse supporter cette taxe commune... Il faudrait dire à ceux qui, presque toujours par leur faute, sont tourmentés par la misère : Remuez utilement vos bras... et vous recevrez le titre du citoyen. » Quant au droit d'afficher, il ne devra appartenir qu'aux autorités publiques.

L'article du décret qui enlève au citoyen « non actif » le droit de pétition souleva de vives protestations de la part de Pétion de Villeneuve. Lorsqu'il défendit le droit du pauvre de présenter des pétitions, des murmures s'élevèrent dans l'Assemblée. L'honneur d'avoir décidé l'Assemblée à modifier le projet de la loi revient principalement à Robespierre. Même sous un régime despotique, s'écrie-t-il, les hommes ont le droit de pétition qu'ils n'auront pas en France libérée. Ce sont des Français qui m'ont délégué, « je les défendrai tous, surtout les plus pauvres ».

(3) Arch. Parl., t. 25, p. 678.

Des applaudissements indiquent que quelques-uns des députés écoutent ses paroles avec sympathie. Il continue : « Plus un homme est faible et malheureux, plus les prières lui sont nécessaires. Et vous refuseriez d'accueillir les pétitions qui vous seraient présentées par la classe la plus pauvre... Qu'êtes-vous donc ? N'êtes-vous point protecteurs du pauvre ?... Oui, messieurs, il n'y a de lois sages, de lois justes, que celles qui se conforment aux lois de l'humanité, de la justice... Et si vous n'êtes pas les promulgateurs de ces lois... vous n'êtes plus les législateurs, vous êtes plutôt les oppresseurs du peuple. »

Cette fois encore son éloquence provoqua des applaudissements. Le lendemain, après un discours de l'abbé Grégoire, qui affirme que l'Assemblée, « après avoir anéanti les ordres... les recrée, en quelque sorte, sous une autre forme par la division des citoyens en actifs et non actifs » (4), l'article 3 du décret fut modifié de sorte que le mot « actif » fut rayé. « Le droit de pétition est individuel, et ne peut pas se déléguer. » Robespierre dit que l'article n'indique pas clairement que le droit de pétition appartient à tous les citoyens sans exception. Pendant son discours, on l'interrompt sans cesse. Il s'écrie enfin : « Je demande, à monsieur le Président, une fois pour toutes, qu'il ne souffre pas que l'on m'insulte continuellement autour de moi, lorsque je défends les droits les plus sacrés des citoyens. »

Le 14 juin, Robespierre se tait, — lui qui avait défendu la cause des pauvres avec tant de vigueur, deux

(4) Arch. Parl., 1^{re} série, t. 25, p. 687.

mois auparavant. — pendant le débat sur la loi Le Chapelier. On cherche en vain l'explication de son silence. Jaurès a suggéré que Robespierre croyait peut-être que les corporations pourraient se rétablir par la voie des associations ouvrières (5), mais cette explication nous paraît insuffisante. Robespierre, nous le savons, n'était pas un partisan convaincu de la liberté du commerce et du travail. Son silence s'explique peut-être par le fait qu'il n'avait pas l'habitude d'improviser et écrivait toujours ses discours. Aussi est-il possible qu'il ne se fût pas préparé à prendre part, ce jour-là, au débat sur la loi Le Chapelier. Serait-ce pour cette raison que M. Gaultier-Biauzat tâcha de renvoyer la discussion au lendemain? En tous cas, il semble que, sans l'appui de Robespierre, les députés de la gauche n'aient pas eu le courage de reprendre la défense du pauvre qu'ils avaient entreprise les 9 et 19 mai.

La plus grande partie du débat sur la loi Le Chapelier est occupée par une certaine « corporation des ci-devant procureurs au Chatelet » qui, paraît-il, avait « arrêté de ne pas admettre les autres avoués, qui n'ont pas été procureurs, de faire des enchères dans les cas de vente ».

Un amendement faisant exception pour les Chambres de commerce fut adopté, afin de ne pas « empêcher les commerçants de causer ensemble de leurs affaires ». Ensuite on proposa de prohiber les clubs, mais un membre s'écrie : « Laissez, laissez-les faire, ils sont à l'agonie. » M. Camus demande que le rap-

(5) Jaurès. *Histoire Socialiste*, t. 2, p. 267 (nouv. édition).

port de *Le Chapelier* soit imprimé, parce qu'il le croit « très propre à éclairer les ouvriers sur leurs devoirs ». *Le Chapelier*, nous le savons, avait, dans son rapport, attiré l'attention de l'Assemblée sur les devoirs de la société envers les malheureux, envers l'ouvrier qui était malade ou qui chômait, mais dans le cours du débat il ne fut question que des devoirs de l'ouvrier, d'abord envers le patron, ensuite envers la société.

Comme il fallait s'y attendre, la discussion sur la loi *Le Chapelier* ne fut pas reprise par les journaux. *Les Révolutions de Paris* se bornent à donner le texte du décret. *La Chronique de Paris*, il est vrai, ajoute au texte de la loi un résumé du rapport de *Le Chapelier*, dans lequel on souligne le fait que le but du décret « était de faire ordonner la suppression de toutes les compagnies d'ouvriers » qui s'étaient formées pour faire augmenter le prix de la journée de travail. On ne dit pas que la défense de s'associer s'applique aussi bien aux entrepreneurs qu'aux ouvriers. En effet, il est clair que la *Chronique de Paris* prend nettement le parti des entrepreneurs, et fait, en quelque sorte, de la propagande pour eux. Nous reproduisons ici son résumé du rapport de *Le Chapelier*, parce qu'il est intéressant de voir comment le rédacteur, d'une façon extrêmement subtile, charge les associations ouvrières, de sorte que le lecteur est porté à blâmer les ouvriers, sans s'apercevoir de quelle façon il est influencé par l'artifice du journaliste.

« M. *Le Chapelier*, dit la *Chronique de Paris*, a de-

mandé, au nom du comité de Constitution, la parole pour un rapport, dont le but était de faire ordonner la suppression de toutes les compagnies d'ouvriers qui, s'établissant à l'instar des anciennes compagnies dites du devoir, s'arrogeaient le droit de forcer les ouvriers de demander un salaire plus considérable que celui qu'ils auraient exigé. Ces compagnies vexent, dit M. le rapporteur, les personnes qui font des entreprises : on les a vues se porter dans les ateliers, et en arracher les ouvriers honnêtes qui, n'ayant pas voulu s'associer à elles, n'en avaient pas moins la confiance très entière des personnes qui les employaient.

« M. Le Chapelier a exposé que les corporations ressusciteraient bientôt toutes les vexations et tous les abus des anciennes maîtrises. Il a donc insisté sur leur suppression; en conséquence, il a proposé un projet de décret que l'Assemblée a adopté, et dont voici les dispositions... (6). »

Après avoir examiné la soi-disant lettre des ouvriers publiée par l'*Ami du Peuple*, on attend de la feuille de Marat une condamnation violente de la loi Le Chapelier, mais le texte même du décret ne paraît pas dans les numéros des 15, 16 ou 17 juin. C'est seulement dans le numéro du 18 que nous trouvons quelque mention de la loi, et d'une façon fort inattendue, qui fait voir que Marat ne comprit rien au mouvement ouvrier qui eut lieu au printemps de 1791. Il prétend que l'objet du décret était d'empêcher les citoyens de s'occuper de « la chose publique », et

(6) *La Chronique de Paris*, t. 4, p. 664, du mercredi 15 juin 1791.

que la loi Le Chapelier devait être considérée comme un attentat de la part de la Constituante contre la souveraineté de la Nation, comme faisant partie même du complot contre-révolutionnaire qu'il dénonce sans cesse. « Les nobles, dit-il, font cause commune avec le roi pour rétablir le despotisme sur les ruines de la liberté conquise par le peuple. » Il déclare que les desseins des contre-révolutionnaires n'auraient pas été dangereux « si les députés du peuple avaient eu quelque vertu », mais, d'après lui, « ce n'étaient presque tous que des intrigants accoutumés à ramper devant les valets des ministres », et ces députés, dit-il, étaient « presque tous prostitués à la Cour ». Ensuite, il déclare que l'Assemblée voulait enchaîner le peuple par des moyens divers, et il énumère ces moyens. D'abord la loi martiale, puis le décret qui enlève, à une grande partie de la population, le droit au titre de « citoyen actif », les mesures prises par les représentants du peuple pour dissoudre les assemblées des sections; et, lorsqu'ils n'osèrent pas les dissoudre complètement, le décret qui les asservissait « à leurs agents municipaux, seuls autorisés à les convoquer et à leur indiquer l'objet de leur délibération ».

De plus ils auraient voulu dissoudre les sociétés fraternelles (7) où se réunissaient « la partie la plus saine de la Nation ». N'osant les dissoudre, dit Marat, les députés du peuple ont pris le parti de les rendre nulles en interdisant... toute pétition faite par une association

(7) Les sociétés fraternelles étaient ouvertes aux citoyens passifs. Les clubs ne l'étaient pas.

quelconque, sous prétexte que le droit de se plaindre est un *droit individuel*. Enfin Marat parle de la loi Le Chapelier, pour la dénoncer comme un autre attentat de la Constituante contre la souveraineté du peuple. Pour prévenir les rassemblements nombreux du peuple qu'ils redoutent si fort, ils ont enlevé à la classe innombrable des manœuvriers et des ouvriers le droit de s'assembler, pour délibérer en règle de leurs intérêts, sous prétexte que ces assemblées pourraient ressusciter les corporations qui ont été abolies (8). »

Ainsi, quoique Marat admette que les ouvriers s'assemblent pour délibérer sur leurs intérêts, il prétend que les membres de la Constituante s'effrayaient, non pas des revendications sociales des ouvriers, mais de leurs revendications politiques. Pour lui, la loi Le Chapelier est une résultante des complots contre-révolutionnaires auxquels les députés, « accoutumés à ramper devant les valets des ministres », se prêtaient. Il se méprenait complètement sur les véritables buts des ouvriers qui souhaitaient d'améliorer leur sort par voie d'association, et qui ne s'occupaient point, dans leurs assemblées, de « la chose publique ». Marat lui-même s'occupe trop de la politique pour voir le caractère nettement social et économique du mouvement ouvrier qui eut lieu au commencement de l'année 1791. Il gémit sur les moyens employés par l'Assemblée pour empêcher le peuple d'exercer sa souveraineté, mais il ne s'aperçoit point que la Constituante, tout en suivant les préceptes des économistes

(8) Marat. *L'Ami du peuple*, n° 493, p. 7-8.

tels que Clicquot de Blervache, faisaient tout bonnement le jeu des entrepreneurs qui réclamaient la suppression des associations qui les forçaient à payer plus cher le prix de la main-d'œuvre.

CHAPITRE X

Le Chapelier, nous l'avons vu, présenta la loi faisant défense aux ouvriers de s'associer comme une mesure d'ordre public (1). Ce point de vue est-il justifié par les faits? C'est là une question qui mérite d'être examinée. Pour M. Germain-Martin, les craintes du législateur de 1791, au sujet des ouvriers, seraient fondées, et, tout en admettant que « les principes dont les membres de l'Assemblée étaient imbus ne devaient pas les éloigner de voter une loi qui paraissait assurer à tout jamais l'abolition du régime corporatif », il déclare que « la loi Le Chapelier est bien une loi de circonstance et non l'œuvre d'un législateur obéissant aux idées de l'école physiocratique ».

Sur quelles preuves cette assertion est-elle appuyée? Ce sont les suivantes : La crise économique qui sévissait à Paris et qui, pense M. Germain-Martin, se serait continuée jusqu'au commencement de 1791, fournissait l'occasion à « certains meneurs » d'entretenir « le peuple dans une agitation constante » (2). Il cite le cas d'un certain Félix Bodrand, accusé

(1) « Il serait très imprudent d'ajourner le projet de décret que nous vous présentons, car la fermentation est aussi grande dans les villes de province qu'à Paris, et il est très important qu'il soit promptement adopté. »

(2) Germain Martin. *Associations ouvrières*, p. 230.

d'avoir tenu aux ouvriers du Champ-de-Mars « des propos incendiaires tendant à les soulever en les excitant à piller les hôtels de Paris » (3). Ensuite, M. Germain-Martin signale la correspondance entre Bailly et La Fayette, au sujet des désordres qui auraient pu avoir lieu à l'occasion de la suppression des droits d'entrée aux barrières de Paris (1^{er} mai 1791). « Mais, dit-il, ce furent surtout les désordres suscités par les membres des compagnonnages qui retinrent surtout l'attention du législateur », et il donne, à ce propos, quelques-uns des documents relatifs à la lutte entre les ouvriers charpentiers et maréchaux ferrants, d'une part, et les entrepreneurs, appuyés par la municipalité, d'autre part. Nous avons déjà vu que M. Germain-Martin s'efforce d'identifier les ouvriers charpentiers qui formaient des coalitions afin de faire augmenter leur salaire, avec les compagnons de l'ancienne société des Devoirs. Il qualifie « d'émeute » la coalition des charpentiers, et de « séditions ouvrières » le mouvement de revendication qui eut lieu au printemps de 1791 (4).

Puis M. Germain-Martin mentionne quelques émeutes de province qui, elles aussi, avaient attiré « l'attention du législateur ». Il signale les troubles qui eurent lieu en juin 1790, dans les départements du Cher, de la Nièvre, de l'Allier et de la Corrèze, où l'on appliqua la loi martiale (5). « Ainsi, dit-il, tant les émeutes de la province que les séditions ouvrières

(3) Germain Martin. *Op. cit.*, p. 230, et Arch. Nat., Y., 14584.

(4) Germain Martin. *Op. cit.*, p. 223 et 242.

(5) Germain Martin. *Op. cit.*, p. 242. *Encycl. Méth. Jurispr.*, tome 2, p. 798.

de la capitale, prédisposent le législateur de 1791 à voter sur la motion de Le Chapelier. » Après avoir cité le passage du rapport de Le Chapelier où il déclare qu'on a « les plus fortes raisons de croire que l'institution de ces assemblées a été stimulée dans l'esprit des ouvriers, moins dans le but de faire augmenter par leur coalition le salaire de la journée de travail que dans l'intention secrète de fomenter des troubles », M. Germain-Martin conclut : « Ainsi, nous nous trouvons en présence d'un groupe de factieux, toujours prêts à fomenter des émeutes. »

Quoique nous soyons loin de nier que la Constituante ait eu peur des ouvriers de Paris, et que cette peur la disposât à voter la loi qui supprimait les associations ouvrières, nous ne pouvons pas accepter une définition qui qualifie d'émeute le mouvement ouvrier qui eut lieu au printemps de 1791. Les ci-devant maîtres eux-mêmes, tout en accusant les membres de l'Union fraternelle de la Charpente d'avoir employé la violence afin de débaucher les ouvriers qui ne voulaient pas quitter leur travail, ne les accusaient pas de faire des émeutes. Il va de soi qu'il n'était pas nécessaire de faire une loi pour que les ouvriers qui se rendaient coupables de voies de fait fussent écroués. La Municipalité, comme nous l'avons vu, avertit les ouvriers que les perturbateurs de la paix publique seraient arrêtés sur-le-champ. Nous pouvons déduire de ce que nulle arrestation ne fut effectuée qu'aucun affilié de l'Union fraternelle ou de la coalition des ouvriers maréchaux ferrants ne fut pris

en flagrant délit. Nous avons déjà remarqué le calme des charpentiers vis-à-vis de la garde nationale qui surveillait leurs mouvements. De Gouvion, lorsque Bailly le pria de surveiller étroitement les chantiers des maîtres, répliqua qu'il faudrait lui faire savoir où ils se trouvaient, puisque les gardes nationaux l'ignoraient. Donc, les désordres qui s'y étaient produits n'avaient pas dû être très sérieux. En effet, dans les documents relatifs à la coalition des charpentiers, nous n'avons rien trouvé qui indique que la grève ait dégénéré en émeute.

Quant à la correspondance entre Bailly et La Fayette, sur laquelle M. Germain-Martin appelle notre attention, elle ne fait que signaler les craintes, — sans fondement d'ailleurs, — de celui-ci à l'occasion de la suppression des droits d'entrée. Voici la lettre :

« Déjà, monsieur, nous avons eu occasion de parler à M. de Gouvion des précautions à prendre de
« prévenir toute espèce de désordre au moment où
« les droits d'entrée cesseront d'être perçus aux barrières de Paris. On menace de détruire les bâtiments
« qui entourent Paris. Cependant, l'Assemblée nationale en a décrété la conservation pour en faciliter
« la vente. Les ouvriers des ateliers se proposent, dit-on, dans la journée du samedi 30 avril, d'arrêter les
« premières voitures de vin pour boire toute la nuit
« par forme de réjouissance. De pareilles violences ne
« peuvent pas être tolérées...

« sordres que nous redoutons (7). »

« Nous vous serons obligés, monsieur, d'ordonner
« des dispositions qui puissent nous garantir des dé-

Les désordres que Bailly craignait n'eurent pas lieu. Il est vrai que le peuple de Paris fêta la suppression des droits d'entrée, qu'il but du vin auprès des barrières, mais on ne voit rien dans cette fête qui ait pu effrayer le législateur ou le prédisposer à voter la loi Le Chapelier. On sait qu'il n'était pas difficile d'effrayer Bailly, ainsi que le démontre sa correspondance avec de Gouvion.

Cette correspondance se rapporte aux ouvriers des ateliers de charité, dont le nombre formidable faisait peur aux autorités de la Ville de Paris. Bailly écrit, à plusieurs reprises, au commandant de la garde nationale, le priant de surveiller étroitement les ouvriers des ateliers de charité, parmi lesquels « l'esprit d'insurrection ne règne que trop ». Le 20 mai, la correspondance suivante eut lieu entre le maire et le commandant, correspondance que nous reproduisons ici aussi bien en raison de son caractère vraiment plaisant que parce qu'elle montre combien les autorités de la Ville étaient effrayés par les bruits des émeutes ouvrières. Voici d'abord une lettre de Bailly à de Gouvion, le 20 mai :

« MM. les administrateurs des Travaux publics
« m'assurent, monsieur, qu'ils sont assez tranquilles
« sur les ateliers de secours pour la journée de de-
« main; il y aura toujours une surveillance nécessaire,
« parce qu'il y a en général de la fermentation parmi
« les ouvriers de ces ateliers et parmi ceux des manu-
« factures particulières. »

(7) A. Tuetey. *L'Assistance publique à Paris pendant la Révolution française*, tome 2. *Les ateliers de Charité et de Filature*. 1789-1791, p. 195.

De Gouvion répond le même jour :

« J'ai l'honneur d'observer à monsieur le Maire
« qu'il serait nécessaire que je connaisse quels sont les
« ateliers sur lesquels il faudrait établir, demain, une
« espèce de surveillance. Il y en a de répandu autour
« de tout Paris, il faudrait mettre beaucoup de monde
« sur pied pour que chacun d'eux fût surveillé. Si mes-
« sieurs les administrateurs indiquaient quels sont
« ceux sur lesquels ils peuvent avoir quelques crain-
« tes, on pourrait répondre de leur tranquillité. »

Bailly ne répond pas. Il faut croire qu'il n'est pas à même de renseigner de Gouvion sur les ateliers où des troubles pourraient se produire. L'après-midi du même jour, de Gouvion lui écrit encore :

« J'ai l'honneur de prier monsieur le Maire de me
« faire savoir s'il y a quelques dispositions à faire de-
« main, relativement aux ateliers publics, et, dans le
« cas où il y en aurait, de m'indiquer les lieux où il
« faudra porter des forces. Je désirerais avoir la ré-
« ponse avant onze heures du soir, afin d'avoir le
« temps d'envoyer des ordres. »

M. de Gouvion ne reçoit pas de réponse avant onze heures. Mais, vers minuit, on lui apporte la lettre suivante de M. Bailly :

« 20 mai 1791, à 11 heures du soir.

« On m'apporte, dans ce moment, des avis qui m'in-
« quiètent. J'ignore s'ils sont fondés; je cherche à les
« vérifier. Je vous manderai dans une heure ce que
« j'aurai appris et je vous indiquerai les mesures qui
« me paraîtront nécessaires. Ne vous couchez pas, à

« moins que vous n'aimiez mieux venir me voir. »

M. de Gouvion ne vient pas. Peut-être s'est-il déjà couché! Le matin, de très bonne heure, il reçoit la lettre suivante de M. le Maire :

« Je vous envoie, monsieur, un avis que je reçois;
« il en résulte qu'il y a des projets contre l'Hôtel de
« Ville. Voyez, je vous prie, que la garde y soit suffi-
« sante et sûre, tant en infanterie qu'en cavalerie, sur-
« tout ce soir. Mandez à M. de Lajard d'y passer la
« soirée, et veillez autour et dans le reste de Paris par
« des patrouilles. Il paraît que les inquiétudes qu'on
« m'avait données hier au soir n'étaient pas fondées,
« du moins rien ne se manifeste à cet égard. Renvoyez-
« moi le papier ci-joint. »

De Gouvion répond de suite :

« J'ai l'honneur de renvoyer à M. le Maire l'avis
« qu'il m'a fait passer. J'en ai envoyé copie à M. de
« Lajard; je vais écrire à tous les chefs de division
« d'être aujourd'hui sur leurs gardes et de faire faire
« des patrouilles.

« J'aurai l'honneur de voir M. le Maire aujourd'hui
« dans la matinée (9). »

Le lendemain, tout comme la veille, le calme règne à Paris. On voit qu'on ne peut pas s'appuyer sur les craintes exprimées par Bailly dans sa correspondance avec le commandant de la Garde Nationale pour prouver l'existence des émeutes ouvrières.

Somme toute, il nous semble que la thèse de M. Ger-

(8) A. Tuetey. *L'Assistance publique à Paris pendant la Révolution française*, tome 2. *Les Ateliers de Charité et de Filature*. 1789-1791, pp. 193-196.

Copies. Bib. Nat. Mss. fonds français. 11697, fol. 256-259.

main Martin, présentant la loi Le Chapelier comme une loi de circonstance, provoquée par les désordres du mouvement ouvrier, est difficile à soutenir. Il y avait, sans doute, beaucoup d'agitation à Paris au printemps de 1791, et même des mouvements populaires (10), mais cette agitation, conséquence logique de l'attitude équivoque du roi, et surtout de la reine, n'avait rien à faire avec les associations ouvrières, et ne pouvait certainement pas être visée par la loi Le Chapelier.

(10) Paris ne fut pas toujours tranquille au printemps de 1791. Il y eut des émeutes auxquelles les ouvriers de Paris prirent part. Par exemple, à l'occasion de l'émigration des tantes du roi, en février, le peuple de Paris s'émut. On exprime la crainte qu'elles n'aillent négocier avec les souverains étrangers contre la Révolution. Des femmes se rendent à la résidence des tantes du roi, mais elles sont déjà parties. Le 28 février, le bruit court que la Municipalité va transformer le donjon de Vincennes en une nouvelle Bastille. Grande agitation de la part du peuple de Vincennes et du faubourg Saint-Antoine. L'insurrection est réprimée par La Fayette. Le 18 avril, le roi va partir pour Saint-Cloud. Cette nouvelle reçue, une immense foule, composée des patriotes des sections, des ouvriers et de plusieurs gardes nationaux, se rend au Carrousel et sur la place Louis XV. On arrête le carrosse où se trouvent le roi, la reine, le dauphin, Madame Royale et Madame Elisabeth. Les gardes nationaux, en dépit des ordres de Bailly et de La Fayette, refusent d'ouvrir le passage. Enfin Louis XVI dit : « On ne veut donc pas que je sorte ? Il n'est donc pas possible que je sorte ? Eh bien, je vais rester. » Et il rentre au château. Le caractère nettement politique de ces émeutes est bien évident.

CHAPITRE XI

Karl Marx a vu dans la loi Le Chapelier un « coup d'Etat bourgeois ». Sous prétexte que les ouvriers portaient atteinte à la liberté du travail, dit-il, « la bourgeoisie française osa dépouiller la classe ouvrière du droit d'association que celle-ci venait à peine de conquérir... Ce décret qui, à l'aide du Code pénal et de la police, trace, à la concurrence entre le capital et le travail, des limites agréables aux capitalistes, a survécu aux révolutions et aux changements de dynasties. » Son explication de la loi Le Chapelier comme « coup d'Etat bourgeois » est évidemment trop simpliste. Elle ne tient pas compte du fait que le décret, sous certains aspects, n'est qu'un complément du décret qui abolit les jurandes et les maîtrises. Turgot, nous le savons, en supprimant les corporations en 1776, défend « à tous maîtres, compagnons, ouvriers et apprentis... de former aucune association ou assemblée entre eux sous quelque prétexte que ce puisse être. » Les économistes du dix-huitième siècle, parmi lesquels était Turgot, s'étaient fait un article de foi de l'abolition complète de toute entrave « à la liberté du travail ». Les écrivains de l'école physiocratique, tels que Cliquot de Blervache et, plus particulièrement, Bigot de Saint-Croix, prêchèrent, à partir de

1758, la liberté complète du travail et les bienfaits de la concurrence illimitée.

« La concurrence entre les ouvriers et les fabricants met au rabais leurs salaires et leurs travaux. Tous s'offrent à l'envi et s'efforcent d'obtenir la préférence en se bornant eux-mêmes au seul gain nécessaire et légitime (1). » Et encore : « Ce serait retomber dans tous les abus des jurandes que de permettre aux agents d'une même profession d'avoir entre eux aucun point de ralliement... La loi doit porter une défense générale et expresse à tous les membres d'une même agrégation de s'assembler entre eux, ni d'élire des gardes ou jurés (2). »

Cliquot de Blervache exprime la même idée. « On doit convenir, dit-il, que... moins il y a d'ouvriers dans une même profession, plus ils sont maîtres d'imposer des conditions dures à celui qui a besoin de leurs ouvrages. On ne peut empêcher ce monopole que lorsque le consommateur pourra choisir entre le plus grand nombre d'ouvriers du même art. Cette possibilité de choix laisse la liberté à l'acheteur de comparer et de s'adresser à celui qui met son travail à plus bas prix. L'ouvrier lui-même, instruit de la préférence qu'on veut donner à un autre, se relâche de ses prétentions et se contente d'un gain plus modique; c'est l'effet de la concurrence (3). »

(1) Bigot de Sainte-Croix. *Essai sur la liberté du Commerce et de l'Industrie*. Amsterdam et Paris. Lacombe, 1775, p. 4.

(2) Bigot de Sainte-Croix. *Essai sur la liberté du Commerce et de l'Industrie*, p. 129.

(3) Cliquot de Blervache. *Considérations sur le Commerce*, Amsterdam. 1758, p. 47-48.

Lorsque les économistes de l'école physiocratique formulaient la doctrine de la liberté du commerce et du travail, le régime corporatif était déjà moribond. Les grandes industries commençaient à se multiplier sous la protection royale. Au moment où la Révolution éclata, le commerce et l'industrie avaient presque réussi à s'affranchir des entraves des corporations. L'édit du 2-17 mars 1791 ne faisait qu'enregistrer le changement qui avait déjà eu lieu, et supprimait en même temps les corporations qui existaient encore. Le rapporteur qui monte à la tribune le 15 février 1791 pour déposer un projet de loi sur le nouvel impôt des patentes et sur les suppressions des maîtrises et des jurandes, est imprégné d'idées physiocratiques. Il reproduit presque textuellement les arguments des physiocrates sur la nécessité de la liberté du travail et les bienfaits de la concurrence. « Craindrait-on la multiplicité des ouvriers ? Mais leur nombre se compose toujours en raison de la population, ou, ce qui revient au même, en raison des besoins de la consommation (3). » Il ne fait que répéter avec moins de clarté les mots de Cliquot de Blervache. « Le nombre des ouvriers peut être quelquefois trop petit, mais ne peut jamais être trop grand et ne l'est jamais, en effet, parce que la consommation le réduit toujours dans la juste proportion des besoins (4). »

Pourquoi d'Allarde, à l'instar de Turgot, n'a-t-il pas inséré dans son projet de loi qui devait supprimer les corporations, un article interdisant toute association

(3) Archives Parlementaires, 1^{re} série, tome 23, p. 199-200.

(4) Cliquot de Blervache. *Op. cit.*, p. 21.

ouvrière ou patronale? On trouve peut-être une partie de la réponse à cette question dans les théories d'Adam Smith, théories qui n'étaient pas inconnues en France à l'époque de la Révolution. Il ne faut pas croire que le « père de l'Economie Politique » fût bien disposé envers les associations professionnelles. Au contraire. « Les gens du même métier, dit-il, se rassemblent rarement, même pour se divertir et prendre de la dissipation, sans que la conversation aboutisse à une conspiration contre le public ou à quelque invention pour renchérir leur travail. » Pourtant Smith ne recommande point à un gouvernement, quel qu'il soit, de faire des lois défendant aux ouvriers de s'assembler. Les économistes du dix-huitième siècle, soit les physiocrates, soit Adam Smith, se méfiaient de toute réglementation au sujet du commerce ou du travail. « Il est impossible, dit-il, d'empêcher ces assemblées par aucune loi qui soit exécutable et qui soit compatible avec la liberté et la justice; mais si les lois ne peuvent les empêcher, elles ne doivent rien faire pour les faciliter, ni, à plus forte raison, les rendre nécessaire (5). » Adam Smith accepte avec regret les associations ouvrières, et l'Assemblée Nationale, en supprimant les corporations, s'abstient de défendre aux ouvriers du même métier de s'assembler.

Pourtant, rien ne prouve que le rapporteur du décret du 2-17 mars 1791 ait été au courant des théories d'Adam Smith, et il se peut que l'omission d'une

(5) Adam Smith. *La Richesse des Nations*, traduction Blavet. 1800. tome premier, p. 124-125.

clause interdisant les associations professionnelles fût un simple oubli.

Quelle que soit l'explication de cette omission, il est clair que la loi Le Chapelier n'est, dans un sens, qu'un complément au décret du 2-17 mars 1791. Cependant, il est peu probable qu'il fût venu à l'esprit du législateur de combler la lacune, si les entrepreneurs de Paris n'avaient pas protesté contre les associations ouvrières. Les associations patronales, dont la nature discrète et silencieuse a été si bien décrite par Adam Smith (6), auraient pu exister sans attirer l'attention du législateur. Mais, une fois l'attention de l'Assemblée attirée sur les associations, elle se rend compte que les coalitions ouvrières, entravant la liberté du travail, suppriment la concurrence entre les ouvriers; elle porte ainsi atteinte à cette liberté, qui, selon les physiocrates, devait amener la société à se conformer à l'ordre naturel voulu par Dieu.

Il est donc évident que la loi Le Chapelier est l'œuvre d'une assemblée imprégnée des idées de l'école physiocratique. Tout en repoussant la définition de la loi comme « un coup d'Etat bourgeois » on est porté à se demander si le monde, tel que les physiocrates l'ont vu, n'est pas un monde créé par une Providence bénigne pour le bonheur presque exclusif des classes possédantes, sinon de la classe bourgeoise. D'après les physiocrates tous les rapports entre les hommes sont régis par des lois naturelles, de sorte qu'il existe un « ordre naturel » qui est l'ordre voulu par Dieu pour le bonheur des hommes. Selon l'abbé Baudeau, l'ordre

(6) Voir note p. 175 et Adam Smith. *Op. cit.*, p. 124-125.

naturel est « la législation unique, éternelle, invariable, universelle (7) », et, par conséquent, cette législation « est évidemment divine et essentielle (8). » Il s'ensuit que chacun doit se conformer à cet ordre naturel, qui est « évidemment le plus avantageux au genre humain ». Pour être assuré que les hommes se conforment aux lois de l'ordre naturel, il suffit que chacun d'entre eux soit libre de trouver la voie qui lui est la plus avantageuse. Si l'on suit les règles de cet ordre « l'intérêt particulier » ne sera jamais séparé de « l'intérêt commun de tous ». Sous le régime de la liberté, dit Mercier de la Rivière, la société progresse toujours « vers son meilleur état possible (7) ». Pour être sûr que les hommes progressent vers cet état de félicité, il suffit de maintenir les deux remparts de l'ordre naturel : la propriété et la liberté. « Le maintien de la propriété et de la liberté, dit Mercier de la Rivière, fait régner l'ordre le plus parfait sans le secours d'aucune autre loi (10). » Le rôle de l'Etat se trouve donc réduit à abolir les lois inutiles, pour laisser agir celles « de la raison suprême qui gouverne l'univers » (11), et à maintenir la propriété, la liberté et la sûreté. « Propriété, sûreté, liberté, s'écrie Mercier de la Rivière, voilà donc l'ordre social tout entier. » Le gouvernement, pour que les hommes se confor-

(7) Baudeau, *Les Physiocrates*, Paris, Librairie de Guillaumin, 1846. *Ephémérides d'un citoyen*, 1, p. 820.

(8) Baudeau. *Les Physiocrates*, Paris, Librairie de Guillaumin, 1846, II, p. 617.

(9) Mercier de la Rivière. *L'Ordre naturel des Sociétés politiques*. (*Les Physiocrates*, Paris, 1846), II, p. 617.

(10) Mercier de la Rivière. II, 617.

(11) Quesnay. *Maximes*. I, p. 390.

ment à cet ordre social, doit donc maintenir la propriété et la liberté, punir ceux qui y porteraient atteinte et enseigner les lois de l'ordre naturel.

Quel est le sort du travailleur dans cet ordre créé par une Providence bénigne? D'après Mercier de la Rivière son bonheur serait assuré par l'ordre même. « Je ne sais si dans cet état nous apercevrons des malheureux, mais s'il en est, ils seraient en bien petit nombre et celui des heureux est si grand que nous ne devons plus être inquiet sur les secours dont ceux-là peuvent avoir besoin (12). » Turgot, plus clairvoyant que Mercier de la Rivière, analyse nettement la position de l'ouvrier sous le système de liberté préconisé par les physiocrates.

« Le simple ouvrier, dit-il, qui n'a rien que ses bras et son industrie, n'a rien qu'autant qu'il parvient à vendre à d'autres sa peine. Celui qui paye son travail... le paye le moins cher qu'il peut; comme il a le choix entre un grand nombre d'ouvriers, il préfère celui qui travaille au meilleur marché. Les ouvriers sont donc obligés de baisser le prix à l'envi les uns les autres. En tout genre de travail il doit arriver, et il arrive en effet, que le salaire de l'ouvrier se borne à ce qui lui est nécessaire pour lui procurer sa subsistance (13). »

Ainsi, le « gain nécessaire et légitime » dont parle Bigot de Sainte-Croix et dont le travailleur, selon les physiocrates, doit se contenter, est un salaire à peine suffisant pour lui permettre de vivre et de perpétuer

(12) Mercier de la Rivière.

II, p. 638.

(13) Turgot. *Réflexions sur la Formation et la Distribution des Richesses*, p. 12.

la race des ouvriers. Une hausse subite du prix des denrées entraînera pour lui la menace de mourir de faim. La clairvoyance de Turgot au sujet de la condition de l'ouvrier sous le système de la liberté complète, ne l'empêche pas d'interdire les associations ouvrières qui pourraient se former avec le but de modifier l'effet de la concurrence effrénée entre les travailleurs. Dominé qu'il est par ces théories de la liberté et de « l'ordre naturel » dans lequel la libre concurrence est une loi essentielle, le sort misérable de l'ouvrier lui paraît fatal.

Les physiocrates, épousant inconsciemment la cause de la classe à laquelle ils appartenaient presque tous, créent un « ordre naturel » dans lequel le travailleur se trouve sacrifié à une idée abstraite de la liberté du travail et de l'industrie. Le mouvement ouvrier qui eut lieu au commencement de l'année 1791 fut une révolte, plus ou moins consciente, contre le système de liberté du travail tel qu'il était préconisé par les physiocrates. Les ouvriers, sentant qu'une concurrence effrénée entre eux aurait des conséquences funestes pour les travailleurs, cherchèrent à limiter cette concurrence par la voie d'un accord commun. Mais « l'ordre naturel » demandait que leur effort fût étouffé et que la liberté, si favorable aux intérêts bourgeois, fût maintenue.

CONCLUSION

L'étude que nous venons de faire du mouvement ouvrier de 1789-1791 nous amène à la conclusion que la Révolution Française, à son début, représente le triomphe de la bourgeoisie, qui, une fois la bataille gagnée, entend profiter de sa victoire. Elle s'efforce non seulement d'enlever à la noblesse les privilèges si longtemps détenus par celle-ci, mais aussi de s'assurer sa suprématie sur les classes ouvrières. L'attitude des révolutionnaires de 1791 est nettement hostile aux ouvriers. Le rapporteur de la loi du 14 juin 1791 est plus sympathique envers eux que certains de ses collègues, qui murmurent lorsque Le Chapelier déclare que les salaires devraient être plus considérables. Les Constituants ne voient pas du tout la nécessité d'augmenter les salaires accordés aux travailleurs. Pourtant, nous l'avons vu, les conditions ouvrières de cette époque sont des plus misérables.

Certes, la loi du 14 juin est en harmonie complète avec les idées économiques courantes au di-huitième siècle, mais il faut tenir compte du fait que les législateurs envisagent le décret surtout comme une mesure d'ordre public. Le rapporteur déclare d'abord que les associations ouvrières sont une « contravention aux principes constitutionnels qui suppriment les corpo-

rations », mais il insiste bien davantage sur le « grand danger pour l'ordre public » qu'entraînent, selon lui, les agissements des assemblées professionnelles. Il prête aux ouvriers « l'intention secrète de fomenter des troubles », et déclare qu'il faut voter le décret sans délai. Donc, dans l'esprit de Le Chapelier et des Constituants il est plutôt question de sauvegarder l'ordre public que de conserver les « lois naturelles » conçues par les Physiocrates.

Pourtant, l'examen détaillé des documents se rapportant aux grèves du printemps de 1791 démontrent que les ouvriers réunis en coalition sont des gens fort paisibles. Aucune bagarre ne se produit entre eux et les soldats de la garde nationale; les ouvriers ne font aucune manifestation, même pacifique, dans Paris; aucun ouvrier syndiqué n'est écroué pour voie de fait ou autre délit; nul document n'appuie l'accusation de violence portée contre eux par les entrepreneurs. Cette accusation est reprise, cependant, par le législateur d'alors, ainsi que par des historiens de nos jours. Pour les entrepreneurs, le maintien de l'ordre public voulait dire la conservation de leur droit à fixer les conditions de travail à leur gré. Cette façon d'envisager la question est aussi celle adoptée par les Constituants de 1791.

La Municipalité de Paris prend une attitude plus impartiale que la Constituante; ce qui lui attire le reproche d'avoir montré de la « faiblesse » envers les ouvriers. Le corps municipal admet que ceux-ci ont toujours donné « les preuves les moins équivoques de leur attachement à la Constitution et de leur obéis-

sance à la loi ». Bailly, lorsqu'il écrit au major général de la garde nationale pour le prier de veiller sur les assemblées aux archevêchés, lui dit que c'est *surtout les membres de la Société des amis des droits de l'homme* qu'il faut surveiller. La Ville de Paris, tout en condamnant les coalitions ouvrières, accueille moins volontiers que la Constituante les plaintes des entrepreneurs. Parmi les autorités publiques de cette époque, la municipalité semble être la plus favorable aux ouvriers, qui, dans leurs disputes avec les patrons, réclament constamment sa médiation. Elle la refuse. Les ouvriers trouvent alors toutes les portes des autorités publiques fermées. C'est le triomphe de la théorie de la liberté économique, — un principe qui devait être si favorable aux intérêts bourgeois, si néfaste aux intérêts ouvriers.

Vu, le avril 1924.

Le Doyen de la Faculté des Lettres :

F. BRUNOT.

Vu et permis d'imprimer.

Le Recteur de l'Académie de Paris :

PAUL APPELL.

BIBLIOGRAPHIE (1)

SOURCES

Répertoires et Catalogues

- A. TUETÉY. — *Répertoire générale des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*. Paris. Imprimerie nouvelle. 1890.
- M. TOURNEUX. — *Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*. Paris. Imprimerie nouvelle. 1890
- Catalogue général des livres imprimés de la Bibliothèque Nationale*. Paris. Imprimerie Nationale 1897.

Recueils de documents

- AULARD. — *La Société des Jacobins*. Paris. Librairie Jouast. 1889.
- E. CHARAVAY. — *L'Assemblée Electorale de Paris*. 18 nov. 1790. 15 juin 1791. Paris. Librairie Jouast. 1890. in-8°.
- CH. CHASSIN. — *Les Elections et les cahiers de Paris*. Paris. Jouaust et Sigaux. 1888.
- FLAMMERMONT. — *Remontrances des Parlements au XVIII^e Siècle*. Paris. 1888-1898.
- S. LACROIX. — *Actes de la Commune de Paris*. Paris. L. Cerf. 1894.

(1) ABRÉVIATIONS :

Bib. Nat., Bibliothèque Nationale.
Imp., Imprimerie.

MONIN. — *L'Etat de Paris en 1789*. Paris. 1889. in-4°.

A. TUETÉY. — *L'Assistance publique à Paris pendant la Révolution française*. Paris. Imprimerie Nationale. 1899.

Ouvrages des économistes du XVIII^e siècle

BAUDEAU. — *Ephémérides du Citoyen*. (Les Physiocrates. Paris. Librairie Guillaumin. 1846.)

BIGOT DE SAINTE-CROIX. — *Essai sur la liberté du Commerce et de l'Industrie*. Amsterdam et Paris. 1775.

CLICQOT DE BLERVACHE. — *Considérations sur le Commerce*. Amsterdam. 1758.

QUESNAY. — *Maximes*. (Les Physiocrates. Librairies Guillaumin. Paris. 1846.)

MERCIER DE LA RIVIÈRE. — *L'Ordre naturel des Sociétés politiques*. (Les Physiocrates. Librairie Guillaumin. Paris. 1846.)

ADAM SMITH. — *La Richesse des Nations* (traduction Blavet.) Paris. 1800.

TURGOT. — *Réflexions sur la Formation et la Distribution des Richesses*. Paris. 1788.

Encyclopédies et Dictionnaires

Dictionnaire Historique de la Ville de Paris. Paris. 1779.

DIDEROT. — *L'Encyclopédie méthodique*. Paris. Briasson. 1751-1780.

GUYOT. — *Répertoire de Jurisprudence*. Paris. J. Dorez. 1775-1783.

Commerçante. Paris. An VIII.

Guides

Le Provincial à Paris ou Etat actuel de Paris. Paris. 1787.
Chez le sieur Wattin.

THIERRY. — *Guide des amateurs et des Etrangers à Paris.* Paris. 1787.

Mémoires

DAMP MARTIN. — *Un Provincial à Paris pendant une partie de l'année 1791.* Strasbourg. s. d. in-12.

HARDY. — *Journal.*

WILLE. — *Mémoires et Journal*, publiés par Georges Duplessis. Paris. J. Renouard. 1857. 2 vol. in-8°.

ARTHUR YOUNG. — *Voyages en France.* (Traduction Lesage.) Paris. Guillaumin et C^{ie}.

Journaux

Ami du Peuple (numéros 6-685. [16 sept. 1789-21 sept. 1792.] Imp. Herissant, etc, in-8°.

Ami du Roi. Paris. Crapart. Numéro 157, in-4°.

La Chronique de Paris (25 août 1789-25 août 1793.) Paris. Lagrange.

Le Courrier de Paris (14 oct. 1789-14 mars 1790.) Imp. Grange. in-8°.

Le Journal de Paris (1777-192.) Imp. du *Journal de Paris*, in-4°.

Le Moniteur Universel de Paris. Paris. A. Milan. 1872. in-8°.

Les Révolutions de Paris, publiées par le sieur Prudhomme, 18 vol. in-8°. (12 juillet 1789-10 ventôse, an II.)

Les Cahiers des Etats Généraux. Paris 1884 et années suivantes, publiés par Mavidal et Laurent.

Archives

Archives Parlementaires, première série. Paris, 1884 et années suivantes (publiés par Mavidal et Laurent).

Archives Nationales,

Séries : A. D. XI. 65.

— C. 220-221, n° 160,46.

— C. 75, n° 747.

— K. 1050. Décembre 8978.

— O¹ 2052.

— O¹ 2053.

— O¹ 1183, fol. 352.

— O¹ 2052, B.

— O¹ 2057, A.

Minute Y. 16005.

— 12218.

— 10532, fol. 131 à 133.

Pétitions aux Autorités publiques. (Bib. Nat.)

4° F. 3. (35228-35362)

Mémoire pour la Communauté des maîtres boulangers de Paris, du 19 février, 1789. (n° 35,342.)

Pétition des ouvriers des carrières de Paris. 1790. (n° 35,344.)

Pétition présentée à la Municipalité de Paris par les ci-devant maîtres charpentiers, le 30 mai 1791. (n° 35,345.)

Précis présenté à l'Assemblée Nationale par les entrepreneurs de charpente de la Ville de Paris, le 22 mai, 1791 (n° 35,345).

Précis des ouvriers en l'art de la charpente de la Ville de Paris, présenté à l'Assemblée Nationale le 26 mai, 1791 (n° 35,347).

Pétition présentée à l'Assemblée Nationale par les marchands de Paris, le 7 juin 1791 (n° 35,355).

Extraits du registre des délibérations du Corps Municipal. (Bib. Nat. L. 40/b./1.)

(1) du 26 avril 1791. — Arrêté concernant les ouvriers.

(2) du 4 mai 1791. — Arrêté concernant les ouvriers.

(3) du 17 août 1791. — Le prix du pain.

Manuscrits à la Bibliothèque Nationale

Traité sur les quatre objets de première nécessité, octobre 1790, fr. nouv. acq. 2644, fol. 128.

Correspondance entre autorités publiques, manus. reg. 11697, fol. 146, 147, 254, et 256-259.

Manuscrits au British Museum (Londres)

Règlement général pour le corps typographique, fait et arrêté par l'Assemblée typographique pour l'organisation du corps des ouvriers imprimeurs en lettres de Paris, le 27 juin 1790. British Museum. R. 379.

Autres Sources

DELAMARE. — *Traité de la Police*.

MERCIER. — *Tableau de Paris*. Hambourg et Neuchatel. 1781.

— *Tableau de Paris*. Amsterdam, 1783.

— *L'Observateur de Paris*, publié dans le *Mélange de Jurisprudence et d'Economie politique*. Londres, 1785.

SIÈYES. — *Qu'est-ce que le Tiers Etat ?* publié par la Société de l'histoire de la Révolution française. Paris 1888.

Ouvrages consultés

AVENEL (Vte G. D'). — *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix en général*. (Paris. Imprimerie Nationale, 1895 et années suivantes, 4 vol. in-8°.)

AULARD. — *Histoire politique de la Révolution française*. Paris. A. Colin, 1901. in-8°.

BABEAU. — *Paris en 1789*. Paris. Firmin Didot, 1886, in-16.

- *Les Artisans et les Domestiques d'autrefois*. Paris. Firmin-Didot, 1889. in-8°.
- BLANC (HIPPOLYTE). — *La Bibliographie des corporations ouvrières avant 1789*. Paris. in-8°.
- BOITEAU. — *L'Etat de France en 1789*. Paris. 1889. in-8°.
- LE BON. — *La Révolution française et la psychologie des révolutions*. Paris. E. Flammarion, 1912. in-18.
- BRAESCH. — *La Commune du 10 août 1792*. Paris, Librairie Hachette, 1911, 1 vol. in-4°.
- CAPITANT ET CUCHE. — *Cours de législation industrielle*. Paris 1921.
- DU CELLIER. — *Histoire des classes laborieuses*. Paris 1859. in-8°.
- CHASSIN CH.-L. — *Le génie de la Révolution*. Paris 1863. 2 vol. in-8°.
- CILLEULS (DE). — *Histoire et Régime de l'Industrie en France*. Paris 1898. in-8°.
- *Le prix de la vie en France du XVI^e siècle à 1789*. Paris 1887, in-8°.
- ESPINAS. — *La Philosophie sociale au XVIII^e siècle*. Paris 1898. F. Alcan.
- FAGNIEZ (GUSTAVE). — *Corporations et Syndicats*. Paris 1905. in-18.
- FRANKLIN (ALFRED). — *La vie privée d'autrefois. Comment on devenait maître à Paris*. Paris 1889, in-8°. (E. Plon.)
- *Dictionnaire historique des arts, métiers et professions exercées dans Paris depuis le XIII^e siècle*. Paris 1906. (H. Welter.)
- GERMAIN MARTIN. — *Les Associations ouvrières au XVIII^e siècle*. Paris 1900, in-8°. A. Rousseau.
- HAUSER. — *Ouvriers du temps passé*. Paris 1899, in-8°.
- HAYEM (H). — *Domaines respectifs de l'Association et de la Société*. Paris. A. Rousseau. 1907, in-8°.
- HUBERT-VALLEROUX. — *Les Corporations d'arts et métiers et les Syndicats professionnels*. Paris. Guillaumin, 1885. in-8°.

- JAURÈS. — *Histoire Socialiste de la Révolution française*. Paris, 1923.
- KOVALENSKY M. — *La France économique et sociale à la veille de la Révolution française*; tome 2 *Les Villes*. Paris. Giard et Brière. 1909-11. in-8°.
- KROPOTKINE (P). — *La Grande Révolution, 1789-1793*. Paris, Stock 1909, in-18.
- LALLEMAND. — *La Révolution et les Pauvres*. Paris 1898, in-8°.
- LAVISSE. — *Histoire de France depuis la Révolution à la paix de 1919*. Tome 1^{er}, *La Révolution (1789-1792)*, (P. Sagnac); tome II. *La Révolution (1792-1799)*, (G. Pariset). Paris. Librairie Hachette.
- LEVASSEUR (E). — *Histoire des Classes ouvrières avant 1789*. Paris 1901. 2 vol. in-8°.
- *L'Histoire des Classes ouvrières et de l'Industrie en France 1789-1900*. Paris 1903. 2 volumes.
- LOUIS (PAUL). — *Histoire du mouvement syndical en France (1789-1906)*. Paris. F. Alcan, 1907. in-8°.
- MARTIN-SAINT-LÉON (E). — *Histoire des Corporations de métiers*. Paris. F. Alcan. 1922.
- PICARD (ROGER). — *Les cahiers de 1789 et les classes ouvrières*. Paris, 1900. in-8°.
- PIGEONNEAU. — *Histoire du Commerce de la France*. Paris L. Cerf. 1887. in-8°.
- Political Science Quarterly*. (New-York), volume XXXVIII. Sept. 1923. N° 3.
- RENARD (GEORGES). — *Syndicats, trade-unions et corporations*. Paris. O. Doïn. 1909.
- REYNOARD. — *Les Ouvriers des manufactures nationales sous la Révolution*. Paris, 1917, in-8°.
- P. SAGNAC. — (Voir Lavissee.)

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.	3
------------------	---

INTRODUCTION

Les conditions ouvrières à Paris à la veille de la Révolution.	7
--	---

CHAPITRE I ^{er} . — L'attraction que Paris exerçait au XVIII ^e siècle. — Progrès de la Ville de Paris au XVIII ^e siècle. — Nouvelles constructions. — Rôle des ouvriers du bâtiment. — L'importance de la bourgeoisie. — La vie économique de Paris. — Ses industries. — Prédominance du métier.	9
---	---

CHAPITRE II. — La population de Paris. — Nombre approximatif des ouvriers. — Les quartiers ouvriers. — Surcroît de main-d'œuvre en 1789. — Le taux des salaires à la veille de la Révolution. — Le budget ouvrier. — Hausse du prix des denrées.	21
--	----

CHAPITRE III. — La position de l'ouvrier vis-à-vis de la Corporation (1789). — Les associations de compagnonnage. — Les grèves avant 1789.	33
--	----

CHAPITRE IV. — La disette de 1788-1789. — Les plaintes relatives à la cherté de la vie. — Les cahiers de Paris <i>extra muros</i> . — Les « cahiers du quatrième ordre ».	41
---	----

CHAPITRE V. — La misère des ouvriers au printemps de 1789. — L’Affaire Réveillon. — Incertitude des causes de l’émeute. — Enthousiasme du peuple pour la Révolution. — Le Roi tente un Coup d’Etat. — Prise de la Bastille. — Les partis politiques après la réunion des Etats généraux. — Les ouvriers commencent à voir que des réformes d’ordre social sont plus importantes pour eux que des réformes d’ordre politique. .

51

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE I^{er}. — Les tailleurs revendiquent une augmentation de salaire. — Les garçons perruquiers s’assemblent. — Revendications des domestiques. — Les cordonniers tâchent de fixer un prix minimum pour leur travail.

65

CHAPITRE II. — Le mouvement parmi les ouvriers des manufactures royales. — Réclamations des artisans des Gobelins. — Ils tâchent de réglementer les salaires et les heures de travail. — Les ouvriers de la Savonnerie se joignent aux artisans des Gobelins (juillet 1790). — Le « directeur général des Bâtiments du Roi » promet des réformes. — Le nouveau règlement entre en vigueur aux Gobelins en janvier 1791 et à la Savonnerie en mai 1791. — Réussite du mouvement due à la faiblesse de la Monarchie. — Les ouvriers des carrières de Paris présentent une pétition à la Municipalité.

75

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE I^{er}. — Abolition des Corporations (mars 1791). — Chute du régime de réglementation policière du travail. — Etat économique de la France et de Paris en 1791. — Causes du mouvement ouvrier de janvier-juin 1791. — Etait-il le résultat d’un accroissement de la misère des travailleurs?

89

CHAPITRE II. — Demande de main-d'œuvre à Paris en 1791. — Les ouvriers en profitent pour présenter des revendications. — Le mouvement parmi les typographes. — Commencement de la coalition des charpentiers. — Les ouvriers invitent les entrepreneurs à collaborer à la fixation d'un salaire minimum. — Ils prient le maire d'être médiateur dans l'affaire (avril 1791). — Refus de la municipalité. — <i>L'Avis aux ouvriers</i> (26 avril).	101
CHAPITRE III. — Lettre de Bailly au major général de la garde nationale au sujet de l'association des charpentiers. — Députation des entrepreneurs à la Municipalité demandant la dissolution de l'association. — Discussion de l'idée de « la liberté du travail ». — Intervention du conseil de département. — Nouvelle affiche de la Municipalité (4 mai 1791). — Conduite calme des ouvriers.	115
CHAPITRE IV. — Nouvelle démarche des ouvriers charpentiers auprès de la Municipalité. — Pétition des ouvriers du pont Louis-XVI (5 juin 1791). — La Municipalité augmente ses propres ouvriers. — Députation des entrepreneurs à la Municipalité (7 mai). — Ils renouvellent leur plainte contre leurs ouvriers quelques jours plus tard. — La salle de l'archevêché fermée aux ouvriers. — Arrêté du conseil de département concernant les associations ouvrières (16 mai). — Députation de la Municipalité au Comité de Constitution et pétition des entrepreneurs charpentiers à l'Assemblée Nationale (22 mai 1791). — Pétition des ouvriers charpentiers à l'Assemblée (26 mai 1791).	127
CHAPITRE V. — Observations de Prudhomme sur la coalition des charpentiers. — La réglementation du prix du travail contraire à ses théories de la liberté. — Il ne considère pas cinquante sous par jour comme un salaire exagéré. — Les ouvriers font appel à l'opinion publique	143
CHAPITRE VI. — Pétition des ouvriers maréchaux-ferants à la Municipalité (juin 1791). — Ils réclament un salaire minimum de 40 sous par jour. — Observations des maréchaux sur la pétition des ouvriers. — Pétition des maréchaux à l'Assemblée Nationale (7 juin 1791). — La « coalition générale de 80.000 ouvriers dans la capitale »	149

CHAPITRE VII. — Soi-disant lettre des ouvriers travaillant à la nouvelle église Sainte-Geneviève, dénonçant les entrepreneurs charpentiers (<i>Ami du Peuple</i> , le 7 juin 1791). — Commentaire de Marat sur cette lettre. — Fut-elle rédigée par les ouvriers? — Marat lui-même fut probablement l'auteur de cette lettre.	159
CHAPITRE VIII. — Rapport de Le Chapelier sur les associations ouvrières. — Il accuse les ouvriers de vouloir recréer les corporations. — La correspondance entre les ouvriers de Paris et ceux des provinces. — L'idéal étatiste de Le Chapelier. — Les membres de la « Société fraternelle » des charpentiers étaient-ils tous anciens membres de la Société des Devoirs? — Le Chapelier accuse les ouvriers de vouloir semer le désordre. — Objet du décret supprimant les associations. — Texte de la loi Le Chapelier.	167
CHAPITRE IX. — Le débat sur la loi Le Chapelier. — Le silence des démocrates qui avaient déjà défendu les droits des pauvres. — Un amendement permettant aux membres des Chambres de Commerce de se réunir est adopté. — Commentaires des journaux sur la loi Le Chapelier. — La position de l' <i>Ami du peuple</i> vis-à-vis du décret	179
CHAPITRE X. — La loi Le Chapelier fut-elle une mesure d'ordre public? — M. Germain-Martin le croit. — Les faits sur lesquels il base cette supposition. — Examen de ces faits	189
CHAPITRE XI. — La loi Le Chapelier est en harmonie avec les idées philosophiques courantes à la fin du XVIII ^e siècle. — Les économistes avaient prêché depuis longtemps la liberté complète du travail. — Turgot, Clicquot de Blervache, Bigot de Sainte-Croix. — Pourquoi la loi supprimant les Corporations n'a-t-elle pas fait défense aux ouvriers de s'associer? — Examen de la position de l'ouvrier dans le monde tel que les physiocrates le rêvait. — C'était un monde où la classe bourgeoise prédominait	197
CONCLUSIONS	205
BIBLIOGRAPHIE	209

